

## JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAÎSSANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 127  
N° 11

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 31  
no Mati 1978

Cours Franc Pacifique	Polynésie française	France et territoires français d'outre-mer		Etranger		Annonces et avis :
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	
Prix d'un exemplaire	100	120	150	130	180	Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne . . . . . 100 fr.
Abonnement : six mois	1.200	1.440	1.800	1.560	2.160	Les mêmes renouvelées : la ligne . . . . . 40 fr.
un an	2.200	2.680	3.400	3.000	4.120	Publications de sociétés philanthro- piques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc... la ligne . . . . . 70 fr.

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'imprimerie et sont payables d'avance - C.C.P. N° 1139  
Les annonces doivent parvenir à l'imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du Journal - B.P. N° 117.

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

## TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

	Pages
1978 13 fév. Arrêté ministériel relatif à l'élection à la section F de l'ordre national des pharmaciens (territoires d'outre-mer). (J.O.R.F. du 21 février 1978, page 1460) . . . . .	292
27 fév. Arrêté ministériel fixant la composition de la commission administrative paritaire n° 1, compétente à l'égard des secrétaires-greffiers du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française . . . . .	292
27 fév. Arrêté ministériel fixant la composition de la commission administrative paritaire n° 2, compétente à l'égard des agents de bureau des services judiciaires du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française . . . . .	293
2 mars Arrêté ministériel relatif au budget de l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française. (J.O.R.F. du 10 mars 1978, page 1987) . . . . .	293
2 mars Arrêté interministériel relatif au coefficient de majoration applicable aux rémunérations des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service dans des territoires d'outre-mer. (J.O.R.F. du 11 mars 1978, page 2013) . . . . .	293
2 mars Arrêté interministériel fixant l'index de correction applicable aux militaires en service dans certains territoires d'outre-mer. (J.O.-R.F. du 11 mars 1978, page 2013) . . . . .	293

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1978 27 fév. Arrêté n° 162 SGA rendant exécutoire la délibération n° 2-78 du 17 février 1978 du conseil d'administration du port autonome fixant le taux de la taxe de péage perçue au profit du port autonome de Papeete . . . . .	294
27 fév. Arrêté n° 863 AA rendant exécutoires les délibérations n° 77-134 du 29 novembre 1977 de la commission permanente et n° 78-19 du 2 février 1978 de l'assemblée territoriale : - portant sur les diverses règles auxquelles doivent satisfaire les navires français d'une jauge brute inférieure à 10 tonnes ; - portant modification de la délibération n° 77-134 du 29 novembre 1977 relative à diverses règles auxquelles doivent satisfaire les navires français d'une jauge brute inférieure à 10 tonnes . . . . .	295
2 mars Arrêté n° 928 AA rendant exécutoire la délibération n° 78-24 du 2 février 1978 de l'assemblée territoriale accordant, en occupation temporaire, un emplacement de domaine public maritime à Nunue - Bora-Bora, au profit de la S.C.I. Taamatua . . . . .	311
3 mars Décision n° 166 AA habilitant Me Labbé à soutenir la défense du territoire dans l'affaire qui l'oppose à Me Lejeune . . . . .	312
3 mars Arrêté n° 169 ER fixant le montant des primes au reboisement de première et deuxième catégories . . . . .	312

3 mars	Décision n° 171 DOM accordant, en concession temporaire, un emplacement de domaine public maritime à Vaiaau - commune de Tumaraa. . . . .	312	7 mars	Arrêté n° 990 FT accordant une subvention à l'école de musique. . . . .	321
3 mars	Décision n° 172 DOM accordant la concession définitive d'un emplacement de domaine public maritime à Mataiea - commune de Teva I Uta, au profit des conjoints Adams. . . . .	313	9 mars	Arrêté n° 1028 FT autorisant le versement d'un fonds de concours à l'office des postes et télécommunications. . . . .	321
3 mars	Arrêté n° 176 I.R.M./FT portant approbation de la délibération n° 1 I.R.M./A.2 du 10 janvier 1978 du conseil d'administration de l'institut de recherches médicales Louis Malardé. . . . .	313	9 mars	Arrêté n° 1030 DOM autorisant l'aliénation au profit de Mme Jeanne Vahinetua Teaha d'une parcelle de terrain dépendant du domaine militaire à Pirae. . . . .	321
3 mars	Arrêté n° 179 AU complétant la liste des locaux ouverts au public d'une nouvelle partie du centre Vaima et complétant les dispositions de l'arrêté n° 499 AU du 3 février 1977. . . . .	314	9 mars	Arrêté n° 1031 DOM autorisant l'aliénation au profit de M. et Mme Terimake Faraire d'une parcelle de terrain dépendant du domaine militaire à Pirae. . . . .	322
3 mars	Arrêté n° 947 FT accordant une subvention au cercle aéronautique de Tahiti. . . . .	314	9 mars	Arrêté n° 1035 J accordant un congé à Me Lejeune (Marcel) notaire, et portant nomination de M. Redon Yves en qualité d'intérimaire. . . . .	322
3 mars	Arrêté n° 948 FT accordant une subvention à la chambre d'agriculture et d'élevage de la Polynésie française. . . . .	316	9 mars	Arrêté n° 1036 AA rendant exécutoire la délibération n° 78-33 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale modifiant la délibération n° 75-24 du 25 janvier 1975 portant création du fonds spécial pour l'amélioration de la cocoteraie. . . . .	323
3 mars	Arrêté n° 949 BAC fixant le montant des subventions accordées pour l'équipement des communes du territoire au titre de la section générale du FIDES, tranche 1977. . . . .	316	9 mars	Arrêté n° 1037 FT accordant une subvention à l'institut de recherches médicales Louis Malardé. . . . .	323
6 mars	Arrêté n° 182 SE autorisant le service de l'équipement à consentir des cessions pour toutes prestations de services rendues par les navires de la flotille administrative et fixant les tarifs de ces cessions. . . . .	314	9 mars	Arrêté n° 1038 FT accordant une subvention à l'académie tahitienne Fare Vanaa. . . . .	323
6 mars	Arrêté n° 184 I.R.M./FT approuvant la délibération n° 2 I.R.M. du 2 février 1978 du conseil d'administration de l'institut de recherches médicales Louis Malardé, portant approbation du budget de l'institut pour l'exercice 1978. . . . .	317	10 mars	Arrêté n° 1057 AA modifiant l'arrêté n° 675 AA du 15 février 1978 portant désignation des présidents des bureaux de vote pour l'élection des députés représentant le territoire de la Polynésie française. . . . .	323
6 mars	Arrêté n° 957 AA rendant exécutoires les délibérations n°s 78-36, 78-37 et 78-38 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale : - modifiant la délibération n° 61-124 du 24 octobre 1961 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ; - modifiant la délibération n° 67-110 du 24 août 1967 portant institution d'un régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française ; - modifiant la délibération n° 74-11 du 25 janvier 1974 portant institution d'un régime de retraite en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprises. . . . .	318	10 mars	Arrêté n° 1065 DOM autorisant l'aliénation au profit de particuliers d'une parcelle de terrain dépendant du domaine militaire à Pirae. . . . .	324
7 mars	Arrêté n° 974 FT portant extension des attributions d'une régie d'avances. . . . .	320	10 mars	Arrêté n° 1066 FT accordant une avance sur subvention au comité territorial des sports. . . . .	324
7 mars	Arrêté n° 983 DOM désaffectant une parcelle du domaine militaire de Mahina et autorisant l'échange sans soulte avec un terrain appartenant à la mission catholique de Tahiti sis à Arue. . . . .	320	10 mars	Arrêté n° 1067 FT accordant une subvention à l'enseignement Sanito. . . . .	325
7 mars	Arrêté n° 989 FT accordant une subvention au musée de Tahiti et des îles. . . . .	320	13 mars	Décision n° 189 TP déclarant cessibles immédiatement les parcelles de terre nécessaires à la réalisation des travaux de raccordement de la route de ceinture à la route de dégagement ouest de Papeete, ainsi que de certaines suremprises et de voies de désenclavement nécessitées par cet ouvrage, dans la commune de Punaauia. . . . .	325
			13 mars	Arrêté n° 190 Eq. déclarant cessibles immédiatement les parcelles de terres supplémentaires nécessaires à la réalisation de deux accès aux propriétés enclavées dans le quartier Ahititara. . . . .	327
			13 mars	Arrêté n° 191 CD approuvant le rôle de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, de la perception des îles du Vent, perçu au profit du budget local, pour l'exercice 1978. . . . .	328
			13 mars	Décision n° 192 AC.DIR/INFRA approuvant le dossier technique concernant la construction d'une aérogare et d'un logement ainsi que la réalisation du balisage lumineux sur l'aérodrome de Manihi (archipel des Tuamotu). . . . .	328

13 mars	Décision n° 193 SCG relative à l'envoi sur le territoire d'une mission chargée d'analyser sur place les besoins de la navigation inter-insulaire et de définir les spécifications des navires susceptibles de répondre à ces besoins.	328
13 mars	Arrêté n° 195 PECHE ouvrant la pêche des trocas dans les lagons de Moorea.	329
13 mars	Arrêté n° 198 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive piroguiers de Faaa-Tere Matai.	329
13 mars	Arrêté n° 1068 BAC fixant les indemnités maximales pour l'exercice des fonctions de maire et adjoint.	330
14 mars	Arrêté n° 201 CD approuvant le rôle de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, de la perception des îles Sous-le-Vent, perçu au profit du budget local, pour l'exercice 1978.	330
14 mars	Arrêté n° 1096 PLAN allouant une subvention à l'association maison des jeunes - maison de la culture de Polynésie française pour la création d'une unité cinématographique.	331
14 mars	Arrêté n° 1110 AA rendant exécutoires les délibérations n°s 78-34 et 78-35 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale : - habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique (construction de logements sociaux au lotissement Tahina à Uturoa-Raiatea); - habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique (construction de logements sociaux à Tautira).	331
14 mars	Arrêté n° 1111 AA rendant exécutoire la délibération n° 78-39 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant modification du budget de fonctionnement 1978 (réparation de dégâts causés par des calamités publiques).	332
14 mars	Arrêté n° 1115 AA rendant exécutoire la délibération n° 78-39 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant réglementation des carrières à Tahiti-Moorea et Raiatea, avec interdiction d'extractions dans les lits des rivières et les bords de mer.	333
14 mars	Arrêté n° 1116 AA rendant exécutoire la délibération n° 78-30 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale modifiant la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 instituant un régime d'assurance maladie invalidité au profit des travailleurs salariés.	333
14 mars	Arrêté n° 1117 AA rendant exécutoire la délibération n° 78-31 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale accordant une prolongation de dérogation au monopole du pavillon au navire "Weser broker".	334
15 mars	Arrêté n° 1131 Plan allouant une subvention à la direction de l'enseignement catholique pour la construction d'une annexe maternelle à l'école du Sacré Cœur à Taravao.	334

17 mars	Décision n° 202 TLS modifiant l'article 13 de l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956, portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés de la Polynésie française et les articles 41 à 43 de l'arrêté n° 1385 IT du 10 octobre 1956 fixant le règlement intérieur de la caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française.	335
17 mars	Arrêté n° 203 AA portant récépissé de déclaration d'exploitation d'une officine de pharmacie sise à Papeete, rue Colette. (N° 7).	336
17 mars	Arrêté n° 1163 FT accordant une subvention à la maison des jeunes, maison de la culture de Teva I Uta.	336
20 mars	Arrêté n° 1189 AA rendant exécutoire la délibération n° 78-32 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique (réaménagement de l'aérodrome de Moorea-Temae).	336
21 mars	Décision n° 215 AE modifiant l'arrêté n° 3352 AE du 6 juillet 1977, abrogeant l'arrêté n° 4177 AE du 29 décembre 1972 créant un nouvel indice officiel du coût de la vie et instituant l'indice des prix de détail à la consommation familiale.	337
21 mars	Arrêté n° 1241 FT relatif à l'index de correction des fonctionnaires des cadres territoriaux.	337

## SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

1978 8 mars	Décision n° 85 AE homologuant le prix de vente au détail des cigarettes et tabacs.	338
-------------	--	-----

## SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES DU VENT

1978 2 mars	Décision n° 910 IDV/A autorisant le lotissement "résidence Pamatai" à Faaa, route de Pamatai (M. Roger Lehartel).	338
6 mars	Décision n° 950 IDV/A autorisant le lotissement d'une partie du lot 2 du domaine Papehuet à Paea P.K. 19 (M. Gaston Montaron).	339

## AVIS OFFICIELS

Service de la curatelle.— Avis d'ouverture de la succession vacante de Mme Teonira Mapaeamara, veuve de M. Temotahu, demeurant à Afaahiti.	340
Service des douanes.— Cours des changes.	340
Service de l'équipement.— Avis d'expropriation pour cause d'utilité publique (déviation de la route de ceinture au droit de l'aérodrome d'Uturoa).	340
Service du cadastre.— Avis relatif aux opérations cadastrales dans la commune de Faaa (Tahiti).	341
Commune de Tahaa.— Avis d'adjudication publique (fourniture de carburant).	342

## Enquêtes de commodo et incommodo :

- M. Michel Stiehr (Moorea-Maiao).	342
- M. Johnny Seow (Faaa).	342
- M. Jean-François Millaud (Papara).	342
- M. le maire de la commune de Punaauia.	343

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires.	343
Annonces diverses.	344

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

## TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

**ARRETE MINISTERIEL** du 13 février 1978 *relatif à l'élection à la section F de l'ordre national des pharmaciens (territoires d'outre-mer).*

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer),

Vu le code de la santé publique, livre V (Pharmacie), titre 1er, chapitre II, et notamment les articles L. 522, L. 531-1, L. 532, L. 534, L. 535, L. 537 et L. 547 ;

Vu le décret n° 61-1288 du 27 novembre 1961 portant création de sous-sections géographiques dans la section F de l'ordre national des pharmaciens ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 1962 fixant le nombre des délégués à la section F de l'ordre national des pharmaciens à élire dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté du 15 juin 1970 fixant les modalités d'élection aux différents conseils de l'ordre national des pharmaciens dans les territoires d'outre-mer ;

Le conseil national de l'ordre des pharmaciens consulté,

Arrête :

**Article 1er.**— Les élections pour le renouvellement partiel des membres du conseil central de la section F de l'ordre national des pharmaciens auront lieu le 4 avril 1978.

**Art. 2.**— Il sera tenu compte, pour l'établissement de la liste électorale, des pharmaciens inscrits au tableau de la section F à la date du 31 décembre 1977.

**Art. 3.**— L'élection du pharmacien représentant les pharmaciens des sous-sections de la section F au conseil national aura lieu le 9 mai 1978.

**Art. 4.**— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 février 1978.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le chargé de mission,  
Jean RIGOTARD.

**ARRETE MINISTERIEL** du 27 février 1978 *fixant la composition de la commission administrative paritaire n° 1, compétente à l'égard des secrétaires-greffiers du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.*

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n° 59-307 du 14 février 1959 portant règlement d'administration publique et relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 7 août 1970 portant création de commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires des services judiciaires appartenant aux corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal des élections des représentants du personnel à la commission administrative paritaire n° 1, compétente à l'égard des secrétaires-greffiers des corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française,

Arrête :

**Article unique.**— La composition administrative paritaire n° 1, compétente à l'égard des secrétaires-greffiers du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, est fixée comme suit :

*Représentants de l'administration :*

*Membres titulaires :*

Le Procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel de Papeete, *Président*,

Le Procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete.

*Membres suppléants :*

Le substitut du Procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel de Papeete,

Le juge de paix de Papeete.

*Représentants du personnel :*

Grade de premier secrétaire-greffier.

*Membre titulaire :*

M. Dexter Warren, premier secrétaire-greffier dans le ressort du tribunal supérieur d'appel de Papeete.

*Membre suppléant :*

M. Juventin Edouard, premier secrétaire-greffier dans le ressort du tribunal supérieur d'appel de Papeete.

Grade de secrétaire-greffier.

*Membre titulaire*

M. Graffe Jacquie, secrétaire-greffier dans le ressort du tribunal supérieur d'appel de Papeete.

*Membre suppléant*

M. Ly Claude, secrétaire-greffier dans le ressort du tribunal supérieur d'appel de Papeete.

Fait à Paris, le 27 février 1978.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Par délégation :

Le sous-directeur du personnel,  
Pierre LE GALL.

**ARRETE MINISTERIEL** du 27 février 1978 fixant la composition de la commission administrative paritaire n° 2, compétente à l'égard des agents de bureau des services judiciaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n° 59-307 du 14 février 1959 portant règlement d'administration publique et relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 7 août 1970 portant création de commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires des services judiciaires appartenant aux corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal des élections des représentants du personnel à la commission administrative paritaire n° 2, compétente à l'égard des agents de bureau des services judiciaires du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française,

**Arrête :**

**Article unique.**— La composition de la commission administrative paritaire n° 2, compétente à l'égard des agents de bureau des services judiciaires du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, est fixée comme suit :

*Représentants de l'administration :*

*Membre titulaire*

Le Procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel de Papeete.

*Membre suppléant*

Le Procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete.

*Représentants du personnel :*

*Membre titulaire*

Mme Boosie Louise épouse Hikutini, agent de bureau dans le ressort du tribunal supérieur d'appel de Papeete.

*Membre suppléant*

Mlle Aurima Marian, agent de bureau dans le ressort du tribunal supérieur d'appel de Papeete.

Fait à Paris, le 27 février 1978.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

*Par délégation :*

*Le sous-directeur du personnel,*

Pierre LE GAILL.

**ARRETE MINISTERIEL** du 2 mars 1978 relatif au budget de l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications en date du 2 mars 1978, le budget de l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française, pour 1977, approuvé par l'arrêté du 1er septembre 1977, est modifié et arrêté, en recettes et en dépenses, aux montants bruts ci-après :

Fonctionnement : 1.070.388.000 F CFP ;

Opération en capital : 632.712.000 F CFP.

**ARRETE INTERMINISTERIEL** du 2 mars 1978 relatif au coefficient de majoration applicable aux rémunérations des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service dans des territoires d'outre-mer.

Le ministre délégué à l'économie et aux finances, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique) et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer),

Vu le décret n° 67-600 du 23 juillet 1967 relatif au régime de rémunération des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté interministériel du 28 juillet 1967 fixant les coefficients de majoration applicables aux rémunérations des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service dans les territoires d'outre-mer,

**Arrêtent :**

**Article 1er.**— Les taux des coefficients de majoration de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et des Nouvelles-Hébrides, figurant dans l'arrêté du 26 juillet 1967 susvisé, sont modifiés comme suit :

« Nouvelle-Calédonie : 1,97 ;

« Polynésie française : 2,08 ;

« Nouvelles-Hébrides : 2,40. »

**Art. 2.**— L'arrêté du 29 décembre 1977 fixant les coefficients de majoration applicables aux rémunérations des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service dans les territoires d'outre-mer est abrogé.

**Art. 3.**— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 mars 1978.

*Le ministre délégué à l'économie et aux finances,*

*Pour le ministre et par délégation :*

*Le directeur du budget,*

*Par empêchement du directeur du budget :*

*Le sous-directeur,*

Jacques BUZET.

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, (Départements et territoires d'outre-mer),*

*Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :*

*Le chargé de mission,*

Jean RIGOTARD.

*Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique),*

*Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :*

*Pour le directeur général de l'administration et de la fonction publique empêché :*

*Le sous-directeur,*

Claudette LAVOREL.

**ARRETE INTERMINISTERIEL** du 2 mars 1978 fixant l'index de correction applicable aux militaires en service dans certains territoires d'outre-mer.

Le ministre de la défense, le ministre délégué à l'économie et aux finances, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique) et le secrétaire d'Etat

auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer),

Vu le décret n° 77-1061 du 23 septembre 1977 relatif à l'index de correction applicable aux militaires en service dans les territoires d'outre-mer,

Arrêtent :

Article 1er.— L'index de correction visé à l'article 1er du décret susvisé est fixé comme suit :

Nouvelle-Calédonie : 1,95 ;

Polynésie française : 2,05 ;

Nouvelles-Hébrides : 2,65.

Art. 2.— L'arrêté du 29 décembre 1977 fixant l'index de correction applicable aux militaires en service dans certains territoires d'outre-mer est abrogé.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 mars 1978.

*Le ministre de la défense,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le sous-directeur des affaires administratives,  
juridiques et contentieuses,*

Fernand DESBORDES.

*Le ministre délégué à l'économie et aux finances,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du budget,*

Par empêchement du directeur du budget :

*Le sous-directeur,*

Jacques BUZET.

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur  
(Départements et territoires d'outre-mer),*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

*Le chargé de mission,*

Jean RIGOTARD.

*Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre  
(Fonction publique),*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Pour le directeur général de l'administration

et de la fonction publique empêché :

*Le sous-directeur,*

Claudette LAVOREL.

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRETE n° 162 SGA du 27 février 1978 rendant exécutoire la délibération n° 2-78 du 17 février 1978 du conseil d'administration du port autonome fixant le taux de la taxe de péage perçue au profit du port autonome de Papeete.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu l'arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962, portant création et organisation du port autonome de Papeete ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 64-12 du 20 janvier 1964 portant création et réaménagement de droits et taxes au profit du port autonome rendue exécutoire par arrêté n° 223 AA/F du 3 février 1964 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 77-146 du 26 décembre 1977 portant modification du taux maximum de la taxe de péage perçue au profit du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 427 FT du 21 février 1962 relatif à la gestion financière et comptable du port autonome de Papeete ;

Vu l'avis favorable du conseil d'administration du port autonome consulté à domicile le 17 février 1978 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 22 février 1978,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de la délibération n° 2-78 du 17 février 1978 du conseil d'administration du port autonome fixant le taux de la taxe de péage perçue au profit du port autonome de Papeete sont rendues exécutoires.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 février 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire :

le 27 février 1978.

*Le haut-commissaire,*

Paul COUSSERAN.

DELIBERATION n° 2-78 du 17 février 1978 fixant le taux de la taxe de péage perçue au profit du port autonome de Papeete.

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 de l'assemblée territoriale portant création et organisation du port autonome de Papeete rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 février 1962 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 64-12 du 20 janvier 1964 portant création et réaménagement de droits et taxes au profit du port autonome rendue exécutoire par arrêté n° 223 AA/F du 3 février 1964 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 77-146 du 26 décembre 1977 portant modification du taux maximum de la taxe de péage perçue au profit du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 427 FT du 21 février 1962 relatif à la gestion financière et comptable du port autonome de Papeete ;

Consulté à domicile le 17 février 1978,

Adopte :

Article 1er.— Le taux de la taxe de péage prévue à l'article 3 de la délibération n° 64-12 du 20 janvier 1964 susvisée et perçue par le service de la douane au profit du port autonome de Papeete est fixé à un pour cent (1 %) de la valeur en douane des marchandises (valeur CAF).

Art. 2.— Cette taxe est applicable aux marchandises en provenance de l'extérieur du territoire et débarquées ou transbordées de navire à navire dans le port de Papeete.

Elle est payable par les déclarants ; elle est recouvrée suivant les dispositions applicables aux taxes douanières.

Art. 3.— La liste annexée à la présente délibération énumère les marchandises exemptées de la taxe de péage.

Art. 4.— La présente délibération annule et remplace les dispositions précédentes concernant la taxe de péage.

Art. 5.— Le directeur du port autonome, le trésorier-payeur général, agent comptable du port autonome et le chef du service des douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération qui prendra effet rétroactivement à compter du 1er février 1978.

Le président,  
Charles T. POROI.

## ANNEXE

A LA DELIBERATION N° 2-78 DU 17 FEVRIER 1978

### LISTE DES MARCHANDISES EXEMPTÉES DE LA TAXE DE PÉAGE

- 1°) Bagages accompagnant les voyageurs ;
- 2°) Matériel scientifique importé pour les besoins des collectivités publiques, des organismes de recherches médicales ou scientifiques reconnus d'intérêt public ;
- 3°) Matériels, machines et outillages placés sous le régime de l'admission temporaire (1) ;
- 4°) Paquets-poste, colis postaux et sacs de dépêche ;
- 5°) Sucre en poudre, cristallisé ou granulé (17-01-A), le lait concentré ou sucré (nomenclature statistique 04-02-01 et 04-02-05), la farine de froment et de méteil (11-01-A), le riz (10-06) ;
- 6°) Hydrocarbures destinés à l'avitaillement des navires et des aéronefs ;
- 7°) Envois de fonds du trésor ;
- 8°) Envois destinés à la Croix Rouge française ;
- 9°) Marchandises transportées par cabotage et poisson frais ou salé débarqués des bateaux de pêche immatriculés en Polynésie française ;
- Poissons frais ou congelés débarqués dans le port de Papeete en vue de leur réexpédition et qui acquittent la redevance d'équipement ;
- 10°) Emballage, cadres et containers usagés vides ;
- 11°) Marchandises reconnues impropres à la consommation et détruites ou refoulées sur l'ordre du service de l'inspection sanitaire ;
- 12°) Marchandises mises temporairement à terre pour faciliter les opérations de débarquement ou d'embarquement, à condition qu'elles soient rechargées sur le même navire en continuation de voyage hors du territoire ;
- 13°) Objets de rechange débarqués des navires auxquels ils appartiennent, pour être réparés ou visités ;
- 14°) Cargaisons des navires en relâche forcée, mises temporairement à terre pendant la durée des réparations,

(1) Ces produits acquittent la taxe au taux en vigueur à l'expiration du régime suspensif s'ils sont versés à la consommation dans le territoire.

sous réserve que ces navires ne se livrent à aucune opération commerciale et que la marchandise soit réexportée ;

15°) Lest proprement dit, sans valeur commerciale ;

16°) Objets destinés à l'usage personnel des membres du corps diplomatique ou de personnes étrangères chargées de mission en Polynésie française ;

17°) Objets destinés à la décoration des tombes des personnes étrangères à la Polynésie française inhumées dans ce territoire.

ARRETE n° 863 AA du 27 février 1978 rendant exécutoires les délibérations n° 77-134 du 29 novembre 1977 de la commission permanente et 78-19 du 2 février 1978 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Sont rendues exécutoires : - la délibération n° 77-134 du 29 novembre 1977 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, portant sur les diverses règles auxquelles doivent satisfaire les navires français d'une jauge brute inférieure à 10 tonneaux ; - la délibération n° 78-19 du 2 février 1978 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification de la délibération n° 77-134 du 29 novembre 1977, relative à diverses règles auxquelles doivent satisfaire les navires français d'une jauge brute inférieure à 10 tonneaux.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 février 1978.

Paul COUSSERAN.

DELIBERATION n° 77-134 du 29 novembre 1977 portant sur les diverses règles auxquelles doivent satisfaire les navires français d'une jauge brute inférieure à 10 tonneaux.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la loi du 20 mai 1967 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires ;

Vu le décret n° 59-1198 du 13 octobre 1959 déterminant les compétences et portant organisation générale des services des administrateurs de l'inscription maritime dans les territoires d'outre-mer de la République ;

Vu le décret n° 60-600 du 22 juin 1960 portant règlement d'administration publique et relatif aux navires immatriculés dans les territoires d'outre-mer de la République ;

Vu l'arrêté n° 1608 MM du 30 juin 1965 relatif aux conditions de navigation et aux brevets et certificats de la marine marchande en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2256 AM du 28 août 1968 rendant exécutoire la délibération n° 68-57 du 11 juillet 1968 de l'as-

semblée territoriale de la Polynésie française portant réglementation de la conduite des navires de plaisance propulsés par moteur ;

Vu l'arrêté n° 2134 MM du 30 juin 1971 portant création d'un certificat de capacité à la pêche ;

Vu la lettre n° 21 AM en date du 30 septembre 1977 du conseil de gouvernement, approuvée en séance le 28 septembre 1977 ;

Vu la délibération n° 77-100 du 20 août 1977 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 181-77 du 29 novembre 1977 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 29 novembre 1977,

Adopte :

Article 1er.— La présente délibération fixe les diverses règles auxquelles doivent satisfaire les navires français d'une jauge brute inférieure à 10 tonneaux armés en Polynésie française.

## TITRE I - GENERALITES

Art. 2.— *Champ d'application de la présente réglementation.*

Les navires d'un L.B.C. inférieur ou égal à 10 ne sont pas soumis aux dispositions de la présente réglementation. Toutefois, sous réserve des dispositions de l'article 56, ils ne peuvent effectuer une navigation supérieure à la 5e catégorie.

Art. 3.— *Définitions.*

Pour l'application de la présente réglementation on entend par :

1°) - Navire : tout bâtiment de mer quel qu'il soit, y compris les embarcations et engins flottants, qui navigue ou stationne en mer ou dans les lagons ;

2°) - Navigation de plaisance : celle sportive ou touristique effectuée sans but lucratif ;

3°) - Navigation professionnelle : toute autre navigation que la navigation de plaisance ;

4°) - Dimensions principales, exprimées en mètres, celles ainsi définies :

- Longueur L : longueur hors tout mesurée extérieurement de l'avant (face avant de l'étrave) à l'arrière (face arrière du tableau ou de l'étambot si le tableau n'existe pas).

- Largeur B : plus grande largeur extérieure.

- Creux C : profondeur mesurée verticalement à la moitié de la longueur L, depuis le dessus du pont en abord ou, si le bateau n'a pas de pont, depuis la partie supérieure du bordé, jusqu'au niveau de la rablure ou, si le bateau n'a pas de quille, jusqu'au niveau du dessous de la coque.

5°) - Produit LBC : produit des 3 dimensions ci-dessus ; dans le cas de navires multicoques, ce produit sera égal à la somme des produits de chacune des coques.

6°) - Navires à passagers :

- tout navire effectuant une navigation professionnelle, d'une longueur égale ou supérieure à 12 m transportant plus de 12 passagers ;

- tout navire effectuant une navigation professionnelle, d'une longueur inférieure à 12 m transportant plus de 6 passagers.

7°) - Plan ou document " approuvé " : le plan ou document que la commission régionale de sécurité a reconnu satisfaire aux prescriptions de la présente réglementation.

8°) - Installation d'un type approuvé : l'installation, l'appareil, le dispositif ou le matériau dont le prototype a été reconnu par la commission régionale de sécurité satisfaire aux prescriptions de la présente réglementation.

9°) - Installation autorisée ou agréée : l'installation ou le matériau que la commission régionale de sécurité a reconnu présenter des garanties de sécurité suffisantes pour l'usage envisagé en l'absence de normes précises en la matière.

10°) - Navire à voiles : un navire dont la voilure constitue le mode principal de propulsion.

- Navire à moteur : un navire dont un ou plusieurs moteurs constituent le mode principal de propulsion.

Quand un navire peut être propulsé par une voilure et par un ou plusieurs moteurs, il est considéré comme navire à moteur si le quotient S/P est inférieur à 2, S étant la surface totale, en mètres carrés de la voilure de route, le spinnaker et les voiles d'étai étant exclus ; P étant la puissance réelle maximale totale en chevaux-vapeur du ou des moteurs.

11°) - Navire ponté : un navire ayant sur toute sa longueur un pont muni d'ouvertures fermées d'une façon étanche correspondant aux conditions d'assignation du franc-bord ;

- Navire non ponté : un navire n'ayant pas les caractéristiques d'un navire ponté ; sous réserve des dispositions du présent règlement, les navires non-pontés ne pourront pas effectuer de navigation supérieure à la 4e catégorie.

12°) - Capitaine : la personne, capitaine, patron, skipper ou conducteur qui exerce le commandement du navire.

Art. 4.— *Zones de navigation.*

1°) Les navigations effectuées par les navires soumis à la présente réglementation sont classées en 6 catégories.

- 1ère catégorie : navigation n'entrant pas dans une des catégories ci-dessous.

- 2e catégorie : navigation au cours de laquelle le navire ne s'éloigne pas de plus de 200 milles d'un abri.

- 3e catégorie : navigation au cours de laquelle le navire ne s'éloigne pas de plus de 100 milles d'un abri.

- 4e catégorie : navigation au cours de laquelle le navire ne s'éloigne pas de plus de 20 milles d'un abri.

- 5e catégorie : navigation au cours de laquelle le navire ne s'éloigne pas de plus de 5 milles d'un abri.

- 6e catégorie : navigation dans les lagons et, par beau temps, navigation à l'intérieur des baies fermées ou à proximité immédiate de l'extérieur du récif frangeant.

2°) Sont considérés comme abris les ports ou plans d'eau où le navire peut facilement trouver refuge et où les personnes embarquées peuvent être mises en sécurité.

3°) Une zone de navigation spéciale fixée suivant chaque cas particulier par le haut-commissaire de la Polynésie française, sur rapport de la commission régionale de sécurité, peut être attribuée aux engins qui ont des caractéristiques ou une conception qui ne permettent pas de les classer dans l'une des catégories de navigation définies au paragraphe 1 ci-dessus.

Art. 5.— *Immatriculation.*

Tout navire soumis à la présente réglementation doit être immatriculé.



Le service des affaires maritimes est chargé de cette immatriculation et de la tenue du fichier matricule des navires de moins de 10 tonnes.

**Art. 6.— Titres de navigation et de sécurité.**

1°) - Nul navire soumis à l'immatriculation en vertu de l'article 5 ne peut prendre la mer s'il n'est muni d'un titre de navigation et de sécurité.

Ce titre, délivré par le chef du service des affaires maritimes ou son représentant, est :

- soit le rôle d'équipage, pour les navires exerçant une navigation professionnelle.

- soit la carte de circulation pour les autres navires.

2°) - Le rôle d'équipage est valable un an, il est délivré et renouvelé sans frais ; il comporte notamment la liste à jour de l'équipage effectivement à bord.

3°) - La carte de circulation est valable un an ;

- pour les navires munis d'un moteur diesel, elle est délivrée et renouvelée sans frais ;

- pour les navires munis d'un ou plusieurs moteurs à essence, elle est délivrée et renouvelée après apposition d'un timbre fiscal dont la valeur est fonction du nombre de chevaux du moteur le plus puissant utilisé.

de 10 à 30 cv 200 CFP

de 31 à 50 cv 300 CFP

de 51 à 70 cv 500 CFP

de 71 à 100 cv 1.000 CFP

au-dessus de 100 cv 20 CFP par cheval.

4°) - Le titre de navigation et de sécurité peut être retiré à tout moment par le chef du service des affaires maritimes ou son représentant si le navire ne répond plus aux prescriptions de la présente réglementation.

**Art. 7.— Marques extérieures.**

1°) Navires soumis au port des marques extérieures.

Tous les navires soumis à l'immatriculation en vertu de l'article 5, doivent, selon leurs caractéristiques, porter les marques ci-après définies :

2°) - Marques.

a) les voiliers portent leur nom à la poupe.

b) les navires à propulsion mécanique portent leur numéro d'immatriculation sur la coque ou sur les superstructures, des 2 bords.

3°) - Dimensions des marques.

a) la taille des lettres du nom porté à la poupe est en rapport avec la taille du navire.

b) les chiffres du numéro d'immatriculation porté de chaque bord ont les dimensions minimales suivantes : hauteur 18 cm, épaisseur du trait 2,5 cm. Toutefois, pour les navires dont le L.B.C. est égal ou supérieur à 25, ces chiffres seront portés respectivement à 25 et 4 cm.

4°) - Couleurs des marques.

- le nom du navire et le numéro d'immatriculation sont de couleur foncée sur fond clair ou inversement.

**Art. 8.— Commandement.**

Nul ne peut exercer le commandement d'un navire soumis à la présente réglementation s'il n'est titulaire du brevet, certificat ou permis défini par la réglementation en vigueur, soit pour les navires de pêche et de commerce, soit pour les navires de plaisance à moteur.

**Art. 9.— Contrôles.**

Le contrôle de la construction et des prescriptions de la commission régionale de sécurité, ainsi que tout autre

contrôle ou visite prévu à la présente réglementation sont effectués, chacun en ce qui le concerne, par l'administrateur des affaires maritimes, l'inspecteur de la navigation, l'inspecteur mécanicien, l'inspecteur des services radio-électriques, les syndicats des gens de mer et les gendarmes maritimes.

Pour exercer ce contrôle, les personnes désignées ci-dessus ont libre accès aux chantiers de construction et aux magasins vendant du matériel d'armement, d'accastillage ou de sécurité. Ils sont habilités à constater les infractions aux dispositions de la présente réglementation et à en dresser procès-verbal.

**Art. 10.— Commission régionale de sécurité.**

1) - La commission régionale de sécurité comprend :

- Membres délibérants :

Le chef du service des affaires maritimes, président

Le directeur de la direction des constructions et armes navales de Papeete

Le médecin des gens de mer

L'inspecteur de la navigation

L'inspecteur mécanicien

L'inspecteur des services radio-électriques

Le représentant à Papeete d'une société française de classification agréée.

- Membres siégeant avec voix consultative :

Le capitaine du port de Papeete

Le directeur de l'école d'apprentissage et de formations maritimes

Un représentant des armateurs

Un représentant des chantiers de construction de navires et de machines marines

Un représentant de chacune des organisations les plus représentatives du personnel navigant

Eventuellement, un représentant du service public propriétaire du navire.

En outre, la commission peut également entendre toute personne ou tout représentant de groupement qu'elle juge utile.

2) - Décision.

Les décisions de la commission régionale de sécurité sont notifiées aux intéressés par son président.

Leur exécution est contrôlée par les personnels désignés à l'article 9.

**TITRE II - DISPOSITIONS TECHNIQUES - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX NAVIRES A VOILE OU A MOTEUR DE JAUGE BRUTE INFÉRIEURE A 10 TONNEAUX ET DONT LE PRODUIT L.B.C. EST ÉGAL OU SUPÉRIEUR A 10.**

**CHAPITRE Ier.— Approbations et contrôles.**

**Art. 11.— Mise en chantier - Importation.**

La mise en chantier ou l'importation d'un navire ou d'une série de navires doit faire l'objet d'une déclaration . . . adressée au service des affaires maritimes en vue de son approbation par la commission régionale de sécurité, si le type de navire considéré a un produit LBC égal ou supérieur à 25.

A l'appui de la déclaration est joint un dossier technique comprenant les plans et les caractéristiques principales coque et moteur du navire.

Un type de navire dont les plans et la construction ont été approuvés par la commission nationale de sécurité de la navigation de plaisance ou par une commission régionale de sécurité n'est pas soumis à un nouvel examen.

**Art. 12.— Visites de mise en service et visites annuelles.**

Les navires dont le produit LBC est égal ou supérieur à 25 sont soumis à une visite de mise en service pour la délivrance de leur premier titre de navigation et de sécurité, puis à des visites annuelles pour le renouvellement de ce titre, conformément aux dispositions prévues aux articles 6 et 8 de la présente réglementation.

Ces visites sont faites à la demande du propriétaire ou de l'armateur, ou sur réquisition de l'autorité maritime.

Les navires dont le produit LBC est inférieur à 25 font l'objet de contrôles inopinés.

**Art. 13.— Capacité de transport - Plaque signalétique.**

Le nombre maximum de personnes pouvant embarquer sur un navire du présent titre est défini dans les conditions ci-après :

1 - Navires dont le produit LBC est égal ou supérieur à 25 : nombre déterminé par la commission régionale de sécurité lors de l'étude du dossier technique pour approbation.

2 - Navires dont le produit LBC est compris entre 10 et 25 :

2.1. - Nombre précisé sur la plaque signalétique pour les navires de série importés.

2.2. - Nombre à déterminer par l'administrateur des affaires maritimes, sur demande du constructeur, pour les navires de construction locale, ou les navires importés non munis d'une plaque signalétique.

3 - Une plaque signalétique mentionnant le nombre maximum de personnes, la puissance maximum du moteur pouvant être installé et la catégorie de navigation autorisée, sera apposée à l'intérieur du navire.

**CHAPITRE II - Construction - Coque - Compartiments.**

**Art. 14.— Matériaux de construction.**

Les matériaux sont utilisés suivant des techniques de mise en œuvre et d'assemblage propres à assurer à l'ensemble de la construction une solidité suffisante. La commission régionale de sécurité peut fixer les échantillonnages, les qualités minimales requises et les techniques de mise en œuvre de ces matériaux et appareils.

**Art. 15.— Ouvertures dans la coque et les superstructures.**

1 - Pour les navigations de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégorie, il est exigé une étanchéité totale des ouvertures sur la coque et une étanchéité satisfaisante des ouvertures situées sur les superstructures.

2 - Toutes les ouvertures situées sous la flottaison doivent être munies d'une vanne de coque ou d'un robinet d'obturation toujours accessible et en matériau difficilement corrodable.

3 - Les prises d'eau de circulation du moteur doivent être munies de crépines.

4 - Les décharges des cockpits étanches et autovideurs peuvent ne pas être munies de vannes, si les tuyautages sont de grande solidité, solidaires de la coque et du cockpit et protégés entièrement contre les chocs.

5 - Les ouvertures : hublots, fenêtres, sabords et leurs garnitures doivent pouvoir résister à la mer et assurer l'étanchéité exigée par les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus.

Les matériaux et l'échantillonnage des plaques transparentes sont prévus suivant la situation de l'ouverture, sa surface et l'utilisation du navire, dans les conditions suivantes :

5.1 - Les matériaux utilisés sont les feuilles acryliques, la glace ou tout autre matériau de caractéristiques équivalentes. Le verre à vitre est interdit.

5.2 - Les épaisseurs minimales des plaques sont données en annexe. Ces échantillonnages doivent être utilisés pour les navires à voile ou à moteur admis à effectuer une navigation de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> ou 4<sup>e</sup> catégorie.

5.2.1 - Ces épaisseurs peuvent être diminuées de 15 % pour les ouvertures vitrées des navires à moteur situées sur l'arrière du roof et donnant sur un cockpit autovideur.

5.2.2 - Les échantillonnages déterminés ci-dessus peuvent subir un abattement supplémentaire de 15 % lorsqu'il est utilisé de la glace trempée dite de sécurité. Toutefois, en raison de la pulvérisation totale de ce matériau en cas d'impact localisé, son utilisation doit être limitée aux ouvertures des abris de navigation situés en étage et n'ayant aucune communication directe avec l'intérieur du navire.

5.2.3 - Quel que soit le matériau utilisé et les diminutions d'échantillonnage autorisées, l'épaisseur n'est jamais inférieure à 5 mm.

5.2.4 - Les cas particuliers et notamment les ouvertures de dimensions supérieures à celles mentionnées dans les tableaux, sont soumis à la commission régionale de sécurité.

5.3 - Les ouvertures vitrées des navires ne devant effectuer qu'une navigation de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> catégorie ne sont pas soumises à ces spécifications, mais en aucun cas l'épaisseur des plaques ne doit être inférieure à 4 mm.

5.4 - Les plaques transparentes sont montées soigneusement sur leurs encadrements avec une largeur d'appui suffisante. Les joints élastiques du type parebrise automobile sont montés en s'assurant de la parfaite adaptation du profilé aux épaisseurs de l'hiloire et de la plaque transparente. Ce dernier procédé de fixation n'est autorisé que pour la navigation en 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> catégorie.

**Art. 16.— Cockpits.**

1 - Aucune entrée d'eau importante ne doit avoir lieu par le cockpit.

2 - Le cockpit des navires à voile effectuant une navigation de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie doit être totalement étanche et autovideur.

3 - Le cockpit des navires à moteur effectuant une navigation des catégories ci-dessus doit posséder une étanchéité satisfaisante et être autant que possible, autovideur.

4 - Dans tous les cas, les décharges ont une section totale en rapport avec le volume du cockpit.

**Art. 17.— Filières et garde-corps.**

1 - Les navires effectuant une navigation de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégorie doivent posséder des protections efficaces contre la chute à la mer des passagers.

1.1 - L'ensemble de ces protections doit pouvoir résister, sans ruptures ni arrachements, à la projection brutale, en un point quelconque, d'une personne d'un poids de 75 kg.

1.2 - La hauteur des protections au-dessus du pont ne doit pas être inférieure à :

60 cm pour les navires d'une longueur égale ou supérieure à 10 m ;

30 cm pour les autres navires.

Lorsque la hauteur des protections dépasse 45 cm, il doit être installé une filière intermédiaire.

1.3 - Les navires à moteur d'une longueur inférieure à 10 m, qui en raison de la disposition spéciale de leurs superstructures ne peuvent satisfaire à ces dispositions doivent avoir au minimum une main-courante le long de l'hiloire et sur le roof.

2 - Les navires à voile effectuant une navigation de 4e catégorie et qui ne possèdent pas les protections mentionnées au paragraphe 1 doivent avoir au moins des dispositifs permettant l'accrochage commode et rapide des harnais de sécurité prévus à l'article 50 ci-après.

### CHAPITRE III - Dispositions relatives à l'appareil propulsif et à l'électricité.

#### Art. 18.— Généralités.

1 - Le ou les moteurs doivent être isolés des locaux habités. L'emplacement où ils sont situés doit être de dimensions suffisantes pour faciliter la surveillance, le bon entretien et l'accessibilité des appareils et organes essentiels.

2 - Les pièces en mouvement accessibles en cours de fonctionnement doivent être efficacement protégées.

3 - Une gatte métallique, ou en matériau équivalent, est installée sous le groupe moteur-réducteur ;

3.1 - Les rebords de cette gatte sont de hauteur suffisante pour éviter les débordements dans la cale lors des mouvements du navire.

3.2 - Les gattes sous moteur ne sont pas exigées pour les coques métalliques ou en plastique renforcé ; dans ce cas, il doit y avoir des varangues étanches en avant et en arrière du moteur, pour empêcher les fuites d'huile ou de combustible de gagner les autres parties du navire.

4 - Les moteurs à allumage électrique et tous les autres appareils électriques produisant des perturbations gênant les appareils de réception radio-électriques obligatoires à bord devront être pourvus de dispositifs antiparasites.

#### Art. 19.— Classement des combustibles liquides.

1 - Les combustibles liquides utilisés sur les navires visés par la présente réglementation sont classés en deux groupes :

1.1 - 1er groupe : Les combustibles liquides dont le point éclair est inférieur à 55 °C ; ce premier groupe comprend notamment les essences auto, les supercarburants, le whit-spirit, le pétrole lampant.

1.2 - 2e groupe : Les combustibles liquides dont le point éclair est supérieur ou égal à 55 °C ; ce deuxième groupe comprend notamment les gas-oils, fuel-oils ou mazout.

2 - La détermination du point éclair est conforme aux normes françaises en vigueur.

#### Art. 20.— Combustible des navires à passagers.

L'emploi de combustibles du 1er groupe dont le point éclair est inférieur à 23 °C est interdit à bord des navires à passagers. Toutefois, les navires à passagers effectuant une navigation de 6e catégorie peuvent obtenir une dérogation après avis de la commission régionale de sécurité.

#### Art. 21.— Ventilation des compartiments moteur.

1 - Le compartiment moteur doit être convenablement ventilé.

1.1 - L'admission d'air frais doit aboutir au point le plus bas possible. Il doit exister une évacuation d'air vicié débouchant obligatoirement à l'extérieur, celle-ci étant, autant que possible, située à l'opposé de l'admission d'air frais.

1.2 - Le ou les conduits d'admission doivent avoir une section totale équivalente à la section des conduits d'évacuation. Ces sections doivent être en rapport avec le volume du compartiment moteur.

1.3 - Par dérogation à ces dispositions, sur les navires à voiles à moteur auxiliaire, l'admission d'air frais peut se faire par les emménagements ou par les fonds. Dans ce cas, l'évacuation d'air vicié doit être de forte capacité.

2 - En plus de ces dispositions, les navires à moteur fixe à démarrage électrique utilisant un combustible liquide du premier groupe doivent être munis d'un ventilateur de cale électrique fonctionnant à l'aspiration et capable de renouveler entièrement l'air du compartiment moteur en moins de cinq minutes.

2.1 - Si le moteur du ventilateur n'est pas d'un type antidéflagrant, il est installé à l'extérieur du compartiment moteur, l'aspiration se faisant dans les fonds à l'aide d'une conduite.

2.2 - La construction de cet appareil est telle que les vapeurs inflammables ne puissent venir en contact avec des parties électriques du moteur ou de son appareillage. Toutes précautions sont prises pour qu'un contact éventuel entre parties fixes et parties mobiles ne produise pas d'étincelles ni d'échauffement dangereux.

2.3 - L'alimentation du ventilateur est indépendante du circuit de contact du moteur. Une indication prescrivant le fonctionnement du ventilateur pendant au moins cinq minutes, avant tout démarrage, doit se trouver à proximité du dispositif de démarrage des moteurs.

2.4 - Détecteur obligatoire. Les navires utilisant un combustible du 1er groupe dont le point éclair est inférieur à 23 °C avec un moteur fixe doivent être équipés d'un détecteur de gaz explosifs.

#### Art. 22.— Réservoirs à combustible.

##### 1 - Généralités.

1.1 - Les réservoirs à combustible des moteurs fixes doivent être situés dans un emplacement éloigné de toute source de chaleur.

1.2 - Si, en raison de la taille du navire et des prescriptions du présent article, les réservoirs ne peuvent être installés en dehors des emménagements, ils doivent être convenablement isolés de ceux-ci.

1.3 - Les combustibles du premier groupe sont toujours logés dans des réservoirs indépendants de la coque et situés en dehors du compartiment moteur.

1.4 - Les combustibles du deuxième groupe peuvent être logés soit dans des réservoirs indépendants, soit dans les double-fonds.

1.5 - En cas d'utilisation des double-fonds pour le logement du combustible, ceux-ci doivent être séparés par un cofferdam des compartiments contenant de l'eau.

1.6 - Les réservoirs de grande capacité s'étendant sur toute la largeur du navire doivent être munis de chicanes ou cloisons antirotoules.

1.7 - L'étanchéité des réservoirs et double-fonds doit être éprouvée avant le montage à bord ou leur mise en service. La pression d'épreuve est équivalente à celle d'une colonne d'eau s'élevant depuis le plafond jusqu'au niveau le plus élevé du tuyau de remplissage ou de trop-plein du compartiment considéré, avec un minimum de 2 m.

1.8 - Il ne doit pas y avoir de possibilité d'entrée d'eau dans le réservoir.

1.9 - La fixation des réservoirs amovibles doit être étudiée de telle manière qu'aucun désarrimage ne soit possible en cours de navigation.

1.10 - Les nourrices dites " jerricans " ou d'autres types ne doivent pas pouvoir être confondues avec des réservoirs de même type contenant de l'eau. A cette fin, ces nourrices devront être de couleur rouge ou porter en caractères rouges très apparents la nature du contenu.

## 2 - Construction.

2.1 - Les matériaux et l'échantillonnage des réservoirs indépendants sont prévus en fonction de la capacité, du genre de combustible logé et de l'utilisation du navire.

2.2 - Les matériaux des réservoirs peuvent être le cuivre rouge, le cupro-nickel, la tôle d'acier inoxydable ou non. L'utilisation d'autres matériaux est soumise à l'agrément de la commission de sécurité, le laiton étant exclu dans tous les cas.

2.3 - Les réservoirs contenant des combustibles du 2e groupe ne doivent pas être galvanisés intérieurement.

2.4 - L'étanchéité des réservoirs métalliques ne doit pas dépendre de soudures à bas point de fusion.

2.5 - Les réservoirs en plastique renforcé sont admis aux conditions suivantes :

2.5.1 - Les résines constituantes sont auto-extinguibles.

2.5.2 - Toutes précautions sont prises lors de la mise en œuvre pour éviter des porosités pouvant provoquer des infiltrations de combustible à travers les parois.

2.5.3 - Des dispositions efficaces sont prévues pour éviter l'accumulation d'électricité statique (mise à la masse des accessoires métalliques, notamment).

2.5.4 - Quel que soit le combustible emmagasiné, les réservoirs en plastique renforcé ne peuvent pas être placés dans le compartiment moteur.

2.5.5 - Si les double-fonds d'un navire en plastique sont utilisés pour le stockage des combustibles du 2e groupe, les parois et plafonds sont recouverts extérieurement par une résine auto-extinguible ou une peinture ignifuge.

2.6 - Les réservoirs en matériau thermo-plastique sont interdits.

## 3 - Remplissage.

3.1 - Les orifices de remplissage sont situés sur le pont et munis d'un bouchon efficace. L'étanchéité du point au passage du tuyau de remplissage doit être tel qu'en cas de débordement accidentel le combustible ne puisse se répandre à l'intérieur du navire mais au contraire soit rejeté à la mer.

3.2 - Le diamètre minimal des tuyaux de remplissage est de 40 mm ; des dimensions supérieures doivent être prévues pour les réservoirs de grande capacité susceptibles d'être approvisionnés par des manches à grand débit.

3.3 - Les tuyaux de remplissage doivent suivre le parcours le plus direct possible. Si une section souple est nécessaire, elle doit être faite d'un matériau résistant aux hydrocarbures et fixée convenablement avec des colliers et des emmanchements suffisamment longs sur les parties rigides. Si la section souple est du type " spirale " ou anelé, des manchettes lisses sont prévues à l'emplacement des raccordements sur les tuyauteries rigides. Cette section souple doit être placée le plus près possible de l'orifice de remplissage et demeurer toujours accessible.

3.4 - Dans le cas de réservoirs en plastique renforcé, afin d'éviter la formation de brouillards de combustible générateurs de charges électrostatiques, l'extrémité inférieure du tuyau de remplissage doit se trouver au maximum à 10 cm du fond du réservoir.

## 4 - Dégagements d'air.

4.1 - Tous les réservoirs sont munis de dégagements d'air débouchant à l'extérieur.

4.2 - Les conduits de dégagement d'air doivent partir du point le plus haut du réservoir compte tenu de l'assiette du navire.

Ils ne doivent pas être situés dans l'orifice de remplissage. Pour les réservoirs de petite capacité, il peut être dérogé à cette dernière prescription par un dispositif approuvé par la commission de sécurité donnant les mêmes garanties d'efficacité en ce qui concerne l'absence de refoulements et débordements lors du remplissage.

4.3 - Ils sont métalliques ou en matériau de la qualité exigée pour les sections souples des tuyauteries d'alimentation en combustible.

4.4 - Leur diamètre intérieur minimal est normalement de 10 mm. Il est de 14 mm au moins lorsque le tuyau de remplissage est installé conformément aux dispositions du paragraphe 3.4 ci-dessus.

4.5 - Les dégagements d'air des réservoirs contenant des combustibles du premier groupe doivent avoir leur ouverture vers l'extérieur toujours éloignée d'une bouche de ventilation. Cette ouverture est munie d'un écran anti-flamme efficace pouvant être facilement nettoyé et qui ne doit pas réduire de façon appréciable la section utile du dégagement d'air.

5 - Les dispositifs de jauge à niveau visible doivent être munis de robinets à chaque extrémité, le robinet inférieur devant être à fermeture automatique et le tube de niveau protégé contre le bris ou le déboîtement.

## Art. 23.— Tuyautages d'alimentation en combustible.

### 1 - Installation.

1.1 - Les tuyautages d'alimentation des moteurs sont métalliques. Ils sont fixés de façon rigide et protégés partout où cela est nécessaire.

Les joints ou raccords dans le tuyautage sont en nombre aussi réduit que possible et placés en des endroits accessibles. L'étanchéité du circuit ne doit pas dépendre de soudures tendres.

1.2 - A moins d'être dotées de protections spécialement étudiées, les canalisations de combustible ne doivent ni surplomber ni avoisiner des parties chaudes.

1.3 - Un filtre facilement démontable, sans arrêt du moteur, est installé sur la ligne d'alimentation en combustible.

1.4 - Les sections souples nécessaires sont autorisées dans des conditions fixées au paragraphe 3 ci-après.

### 2 - Vanne d'arrêt.

2.1 - Un robinet ou une vanne d'arrêt doit être installé sur la canalisation au départ du réservoir. Ce robinet ou sa commande doit toujours être facilement et rapidement accessible de l'extérieur du compartiment moteur.

2.2 - Dans le cas d'installation de vannes électromécaniques, celles-ci ne doivent pouvoir être alimentées que lorsque le contact d'allumage du moteur est enclenché. La partie électrique de ce type de vanne doit être conçue de façon à éviter tout risque d'incendie ou d'explosion.

2.3 - Si l'alimentation en combustible est faite par pompe, et pour les petites installations seulement, une dérivation pourra être admise pour l'installation de la vanne d'arrêt. Le départ du tuyautage devra se faire alors par le haut du réservoir et il devra être démontré qu'aucun risque de siphonnage n'est à craindre en cas de rupture de la canalisation.

### 3 - Sections souples dans les tuyautages d'alimentation.

Les sections souples des tuyautages d'alimentation doivent répondre aux conditions suivantes :

3.1 - Etre toujours de la plus faible longueur compatible avec leur usage et leur placement ;

3.2 - Etre d'un matériau résistant aux hydrocarbures ;

3.3 - Résister sans dommages ni déformations à une température de 80 °C ;

3.4 - Résister à une pression d'éclatement égale à cinq fois la pression maximale d'utilisation ;

3.5 - Comporter une marque d'identification indélébile permettant à l'usager le remplacement correct de ces raccords ainsi qu'un contrôle aisé lors des visites de sécurité ;

3.6 - Etre toujours accessibles ; leur montage ne doit pas présenter de torsions anormales ni de courbures trop prononcées risquant de les détériorer ; elles ne doivent pas présenter de risques d'usure par frottement sur des pièces métalliques adjacentes, sauf protections spéciales.

3.7 - La fixation des sections souples aux tuyautages rigides est effectuée :

3.7.1 - Soit par des raccords à vis ;

3.7.2 - Soit par deux colliers de serrage : dans ce cas, les embouts des tuyautages rigides doivent être conçus pour éviter toutes possibilités d'arrachement du raccord souple et les colliers sont conformes aux prescriptions de l'article 26 du présent arrêté.

3.8 - La continuité électrique du tuyautage de combustible doit être assurée depuis le remplissage, sur le pont, jusqu'au moteur.

#### Art. 24.— Carburateurs.

1 - Les carburateurs sont munis d'un dispositif anti-retour de flammes.

2 - Ils doivent comporter une cuvette d'égoutture recouverte d'une toile métallique à mailles serrées. Cette cuvette doit être amovible pour permettre facilement la récupération des égouttures. Un système équivalent, permettant l'absorption de l'essence par un dispositif efficace, peut être admis.

#### Art. 25.— Echappement moteur.

1 - La ligne d'échappement doit être munie d'un dispositif de silencieux efficace et d'un dispositif efficace pour éviter toute entrée d'eau dans le moteur.

Les joints sont en nombre aussi réduit que possible.

2 - Les tuyaux d'échappement et le silencieux sont efficacement refroidis ou au moins munis d'un calorifugeage dans les parties du navire où une élévation de température peut être dangereuse. Les calorifugeages ne doivent pas pouvoir s'imbiber d'huile ni de combustible.

3 - Le cuivre ne doit pas être utilisé pour l'échappement des moteurs diésel.

4 - Les sections souples des tuyaux d'échappement doivent répondre aux conditions suivantes :

4.1 - Etre convenablement fixées, toujours accessibles ; leur disposition dans le compartiment moteur ne doit pas présenter de risque d'usure anormale par vibrations et frottements sur des pièces métalliques adjacentes.

4.2 - Sur les moteurs à échappement sec, être métalliques d'un type et d'un matériau approuvés par la commission régionale de sécurité.

4.3 - Sur les moteurs à échappement humide, être d'un matériau résistant aux hydrocarbures et à une température de 100 °C ; une marque d'identification indélébile doit permettre à l'usager de reconnaître sans erreur la destination de ce type de raccord.

4.4 - Les sections souples peuvent être fixées par des colliers de serrage, dans les mêmes conditions d'efficacité que celles exigées pour les sections souples des tuyauteries d'alimentation en combustible.

#### Art. 26.— Colliers de serrage.

1 - Tout collier de serrage visé dans la présente réglementation doit répondre aux conditions suivantes :

1.1 - Etre en matériau incorrodable ;

1.2 - Etre monté de manière propre à éviter un écrasement ou une coupure du raccord souple.

2 - Les colliers dont le serrage est seulement assuré par la tension d'un ressort sont interdits.

#### Art. 27.— Moteurs hors-bord.

1 - Les moteurs hors-bord doivent être installés dans un puits spécial, conçu de telle manière que toute entrée d'eau accidentelle dans ce compartiment n'entraîne pas l'invasion d'une autre partie du navire, sauf si le puits débouche sur un cockpit étanche et autovideur.

2 - Dans tous les cas, une ventilation efficace de ce compartiment doit être assurée.

#### Art. 28.— Electricité - Généralités.

1 - Les tensions aux bornes des appareils utilisateurs ne doivent pas dépasser les valeurs ci-après :

Courant continu et alternatif :

1.1 - Force motrice : 250 volts.

1.2 - Eclairage et appareils électrodomestiques : 150 volts.

1.3 - Appareils portatifs des locaux humides :

- en continu : 50 volts

- en alternatif : 24 volts.

2 - Les installations sont classées d'après les tensions d'alimentation en deux catégories :

2.1 - *Catégorie A* - Tensions inférieures ou égales à 50 volts continu ou 24 volts alternatif.

2.2 - *Catégorie B* - Tensions supérieures à 50 volts continu ou 24 volts alternatif.

3 - Le câblage est effectué avec deux conducteurs isolés, sauf pour les accessoires des moteurs à explosion tels que démarreur ou système d'allumage qui sont toujours normalement à un seul conducteur avec retour par le moteur.

4 - Les canalisations électriques sont soigneusement isolées, elles sont protégées partout où il est nécessaire ; elles ne doivent pas passer dans les fonds ni dans les emplacements où il y aurait un risque d'immersion des câbles, même temporaire. Cette prescription peut ne pas être respectée pour les installations de la catégorie A si les câbles passent dans une gaine ou un conduit isolant et étanche.

Le revêtement des câbles doit pouvoir résister à l'eau de mer, à l'huile et aux hydrocarbures.

La section des câbles est proportionnée à l'intensité en service normal.

Pour les liaisons, on doit toujours utiliser des boîtes de jonction ou de dérivation, ou tout autre système équivalent, à l'exclusion des épissures.

5 - Suivant l'importance de l'installation, les circuits sont protégés par des fusibles ou des disjoncteurs.

6 - Lorsque des installations des deux catégories coexistent, les prises de courant doivent être d'un brochage différent et la tension utilisée indiquée par une plaque.

7 - On ne peut fixer sous un même collier des câbles alimentant des installations de catégories différentes à moins que ces câbles ne soient munis d'une gaine métallique mise à la masse.

8 - Les câblages doivent être installés de manière à éviter la création de champs magnétiques à proximité des compas magnétiques ou autres instruments de navigation sensibles à de tels champs perturbateurs.

#### Art. 29.— Installations.

1 - Installations de la catégorie A : aucune autre précaution spéciale n'est à prendre.

2 - Les installations de la catégorie B sont soumises aux règles suivantes :

2.1 - Tout le matériel utilisé doit être conçu et construit de telle manière qu'il puisse fonctionner sans danger pour les personnes embarquées malgré une exposition permanente à l'atmosphère saline, à l'humidité et aux vibrations.

2.2 - Les câbles doivent être d'un type agréé par l'administration et conformes aux normes de l'union technique de l'électricité.

2.3 - Les prises de courant situées à l'extérieur doivent être d'un type étanche avec système de fermeture.

2.4 - Les parties normalement sous tension des installations accessibles aux personnes embarquées doivent être enfermées dans des coffrets ou enveloppes dont les parties métalliques sont mises à la masse. Les parties métalliques accessibles fixes qui ne sont pas normalement sous tension et les parties métalliques découvertes des machines et de l'équipement électrique qui peuvent être mises sous tension fortuitement doivent être mises à la masse.

Les parties métalliques directement accessibles des appareils portatifs doivent être mises à la masse. Cette précaution n'est pas obligatoire en ce qui concerne le petit appareillage et les appareils électro-domestiques de faible puissance à condition qu'ils soient construits et montés de manière à éviter tout danger d'accident dans les conditions normales d'utilisation.

Chaque tronçon de gaine ou d'armure métallique des câbles doit être mis à la masse.

2.5 - Sur les navires métalliques, la masse est constituée par la coque.

Sur les navires non métallique, il doit exister une prise de masse efficace, spécialement conçue et installée pour ce seul usage et toujours en contact avec la mer.

Les mises à la masse sont assurées de façon permanente au moyen de conducteurs de section convenable soigneusement fixés et protégés contre toute détérioration.

Ces conducteurs de masse sont reliés :

- soit à la coque si celle-ci est métallique ; dans ce cas, la disposition des appareils peut assurer cette liaison de manière efficace ;

- soit à un conducteur relié à la prise de masse du navire, si la coque n'est pas métallique.

2.6 - Les prises de courant nécessaires à l'alimentation du réseau du bord par un réseau terrestre doivent être munies d'une prise de masse incorporée destinée à être reliée à la prise de terre du réseau terrestre.

L'appareillage est conçu de telle manière que la mise à la terre s'effectue toujours en premier lieu.

Cette prise de courant est munie d'un interrupteur et protégée contre les surcharges et court-circuits à l'exception du fil de terre qui est relié directement à la masse du navire.

#### Art. 30.— Batteries d'accumulateurs.

1 - Les batteries d'accumulateurs doivent être fixées de façon à prévenir tout risque de désarrimage quelle que soit la violence des mouvements en cours de navigation. Elles ne peuvent pas être placées sous un réservoir de combustible ni sous tout accessoire tel que vanne, filtre, etc., relatif au combustible.

Le risque de déversement d'électrolyte doit être prévu.

2 - Les batteries à électrolyte acide sont placées dans un bac en plomb, en plastique renforcé ou matériau équivalent, résistant aux acides, propre à recueillir les écoulements d'électrolyte.

3 - Les batteries sont convenablement ventilées. Si elles sont placées dans un caisson ou un compartiment spécial, celui-ci doit être ventilé d'une manière efficace avec un dégagement haut vers l'extérieur et une arrivée d'air à la base.

4 - Un coupe-batterie est installé le plus près possible de celle-ci ; il doit permettre d'isoler toute l'installation.

5 - Dans le cas où le démarrage des moteurs est assuré électriquement, la batterie d'accumulateurs affectée à cet usage doit pouvoir effectuer sans recharge et dans les circonstances normales d'utilisation six démarrages consécutifs au minimum.

6 - Les batteries ne doivent pas être placées dans les locaux d'habitation.

7 - Les batteries de sauvegarde doivent être situées au-dessus de la ligne de flottaison.

#### CHAPITRE IV - Sauvetage - Epuisement.

##### Art. 31.— Engins de sauvetage collectifs.

1 - Le type de l'engin de sauvetage collectif devant être embarqué à bord de tout navire, visé au présent titre, est défini par le tableau ci-après.

La capacité totale du ou des engins embarqués doit permettre de recevoir toutes les personnes présentes à bord.

	Catégorie de navigation					
	1ère	2e	3e	4e	5e	6e
	Classe de radeaux pneumatiques de sauvetage			Autres engins		
Navigation professionnelle	II	II	IV	Engins flottants	Engins flottants	Engins flottants
Navigation de plaisance	II	II	IV	Engins flottants	Engins flottants	



2 - Les spécifications et classes des radeaux pneumatiques de sauvetage sont définies par arrêté du ministre des transports.

3 - Les caractéristiques des engins flottants sont définies à l'article 32 ci-après.

4 - Lorsque des engins flottants sont exigés, la bouée de sauvetage prescrite par l'article 32 suivant peut tenir lieu d'engins flottants pour une personne.

5 - Pour la navigation en 4e et 5e catégorie, un radeau pneumatique de sauvetage peut être considéré comme équivalent à un engin flottant pour un nombre de personnes double de celui pour lequel le radeau a été approuvé.

6 - Les navires pratiquant une navigation de 3e, 4e ou 5e catégorie sont dispensés de l'embarquement d'engins de sauvetage collectifs lorsqu'ils satisfont aux conditions d'insubmersibilité définies par les articles 34, 35, 36 et 37 ci-après.

7 - Les navires pratiquant une navigation professionnelle de 4e et 5e catégorie transportant un ou plusieurs passagers, doivent posséder un radeau pneumatique de sauvetage de la classe IV.

#### Art. 32.— Engins de sauvetage individuels.

1 - Tout navire visé au présent titre doit avoir en un emplacement d'où elle peut être facilement jetée à la mer une bouée de sauvetage d'un type approuvé.

Sur les navires effectuant une navigation de 1ère, 2e et 3e catégorie, cette bouée est dotée d'une source lumineuse de caractéristiques conformes à la réglementation en vigueur.

2 - Il doit y avoir à bord de tous les navires visés au présent titre autant de brassières de sauvetage approuvées que de personnes à bord, et une ou plusieurs brassières supplémentaires, dans la proportion de 10 % du nombre de personnes à bord. Les brassières doivent être facilement accessibles. La bouée et les brassières devront porter le nom ou le numéro d'immatriculation du navire.

#### Art. 33.— Engins flottants.

1 - L'expression "engin flottant" désigne un matériel flottant autre que les radeaux pneumatiques, bouées et brassières de sauvetage, destiné à supporter un nombre déterminé de personnes qui se trouvent dans l'eau.

2 - Pour être approuvé, un engin flottant doit satisfaire aux conditions suivantes.

2.1 - La flottabilité minimale doit être de 14,5 kg par personne supportée.

2.2 - La flottabilité est assurée par l'un des moyens suivants :

2.2.1 - Matériel tel que liège de bonne qualité, balsa ou équivalent, à l'exclusion du kapok.

2.2.2 - Matière plastique expansée à cellules fermées résistante aux hydrocarbures ; le fabricant doit apporter la preuve à l'administration que ce matériau possède une faible pourcentage d'absorption d'eau et que sa flottabilité n'est pas affectée par le vieillissement comme pièce d'aménagement ou d'ameublement.

2.2.3 - Par des caissons à air.

2.2.4 - Par insufflation de gaz conservé sous pression ; sous réserve des conditions supplémentaires suivantes :

2.2.4.1 - Les caractéristiques des tissus constituant l'engin sont d'une qualité et d'une résistance au moins égales à ceux utilisés pour les radeaux pneumatiques de sauvetage ;

2.2.4.2 - Le gonflement est assuré par un ou plusieurs réservoirs de gaz comprimé, mis en œuvre par un système de percussion à l'exclusion des vannes manœuvrées à la main ; ces réservoirs peuvent être des cartouches non rechargeables.

2.3 - Il doit être peint de couleur orange sur ses faces ou revêtu d'un tissu en textile artificiel de cette couleur.

2.4 - Il doit être utilisable quelle que soit la face sur laquelle il flotte.

2.5 - Il doit être muni d'une filière en guirlande solidement attachée sur le pourtour.

#### Art. 34.— Conditions d'approbation de l'insubmersibilité des navires.

Un navire ne peut être déclaré insubmersible s'il n'a pas fait l'objet d'une approbation spéciale de la commission régionale de sécurité.

#### Art. 35.— Documents à fournir.

1 - Le constructeur désireux de faire approuver l'insubmersibilité d'un navire doit fournir les plans et documents suivants :

1.1 - Un plan des formes donnant la disposition des réserves de flottabilité et les cotes principales les concernant.

1.2 - Un document donnant tous renseignements sur les volumes de flottabilité, volumes, matière, mode de fixation et résistance de ces modes de fixation, si nécessaire.

1.3 - Un devis de poids complet, navire armé avec moteur et approvisionnements normaux. Chaque rubrique de ce devis doit donner le poids spécifique des matériaux utilisés.

2 - En outre, si elle le juge utile, la commission régionale de sécurité peut demander que soit effectué des essais conformément à l'article 37.

#### Art. 36.— Réserves de flottabilité.

1 - Les réserves de flottabilité sont constituées soit par des matières expansées soit par des volumes gonflables en cas de besoin par insufflation d'un gaz sous pression. Les caissons à air faisant partie intégrante de la coque ne sont pas admis.

2 - Les matières expansées sont à cellules fermées. Une vérification de pourcentage d'absorption d'eau par le matériau peut être demandée.

3 - Les réserves gonflables sont conformes aux dispositions ci-après :

3.1 - Les tissus ont des caractéristiques au moins équivalentes à celles des tissus utilisés pour les radeaux pneumatiques de sauvetage approuvés.

3.2 - La bouteille de gaz comprimée doit être de capacité suffisante pour assurer après gonflement correct des réserves de flottabilité une marge de sécurité permettant l'ajustage de la pression en cas de pertes ou fuites. Cette bouteille est située à l'abri, à l'intérieur du navire en un emplacement accessible en cas d'invasion partielle.

Il doit exister un manomètre permettant de contrôler la pression à l'intérieur de la bouteille.

Le gonflement des réserves de flottabilité doit être assuré en moins de deux minutes.

### Art. 37.— Essais du prototype.

1. - Le prototype du navire pourvu de ses réserves de flottabilité est soumis aux essais ci-après en présence d'une commission de deux membres désignés par le président de la commission régionale de sécurité :

1.1 - Le navire est armé pour la mer avec son équipage normal ou un poids équivalent convenablement réparti. Pour cet essai, le matériel qui risque d'être détérioré par l'eau peut être remplacé par un poids équivalent situé au même emplacement.

1.2 - Le navire est progressivement envahi par la mer dans toutes ses parties accessibles soit par une arrivée d'eau extérieure soit par une ouverture dans la coque. Cet envahissement est poursuivi jusqu'à obtention de l'équilibre entre le niveau de la mer et celui de l'eau à l'intérieur du navire.

1.3 - A divers stades de l'envahissement, il est effectué des essais de stabilité transversale en donnant au navire une gîte progressive pouvant aller jusqu'à 90°. Cette gîte est provoquée par le moyen le plus approprié au type et à la dimension du navire.

1.4 - La commission vérifie :

Le franc-bord avant et arrière à la fin de l'envahissement ;

Le redressement du navire après suppression des moments inclinants.

1.5 - Le rapport rendant compte des essais est adressé à la commission régionale de sécurité qui décide de l'approbation de l'insubmersibilité.

Si celle-ci est accordée, une mention spéciale est portée sur les plans et documents prévus à l'article 11.

### Art. 38.— Epuisement - Assèchement.

1 - Les moyens d'épuisement sont déterminés dans les conditions ci-après :

Navigation professionnelle	Navigation de plaisance	
	A voile	A moteur
1 pompe mécanique ou 1 pompe électrique plus 1 pompe à bras fixe.	1 pompe à bras fixe.	1 pompe mécanique ou 1 pompe électrique plus 1 pompe à bras fixe ou portative.

2. - Les navires de plaisance à moteur effectuant une navigation de 6e catégorie pourront n'avoir qu'une pompe à bras fixe ou portative d'un débit suffisant.

3. - Les aspirations des pompes doivent être munies de crépines pouvant être facilement démontées et nettoyées.

4. - En outre tous les navires doivent être munis de seaux ou d'écopes en nombre suffisant.

## CHAPITRE V - Protection contre l'incendie.

### Art. 39.— Extincteurs.

1. - Tout navire pourvu d'un ou plusieurs moteurs intérieurs doit posséder un ou plusieurs extincteurs approuvés par arrêté du ministre des transports et d'une efficacité totale conforme au tableau ci-dessous. Les extincteurs reconnus équivalents par la commission régionale de sécurité peuvent remplacer des extincteurs approuvés.

Puissance réelle maximum totale

Efficacité du ou des extincteurs

P	20 cv	1 extincteur foyer type 8 B.
P	50 cv	1 extincteur foyer type 13 B
P	200 cv	extincteur foyer type 21 B ou autant d'extincteurs foyer type 13 B que de fois 50 cv (la tranche entamée comptant tranche entière).
P	400 cv	1 extincteur foyer type 34 B ou 2 extincteurs foyer type 21 B ou 1 extincteur foyer type 21 B et autant d'extincteurs complémentaires qu'il est nécessaire pour aboutir au total 34 B.

2. - Tout navire habitable, quel que soit son mode de propulsion, doit posséder au moins un extincteur approuvé, équivalent à celui requis pour un moteur de 50 cv maximum.

3. - Les extincteurs doivent se trouver à un emplacement facilement accessible et éloignés d'une source prévisible d'incendie.

4. - Les appareils dont l'agent extincteur est constitué par de l'anhydride carbonique ne sont pas autorisés à l'intérieur des locaux habités.

5. - Lorsque le navire possède une installation électrique de la catégorie B, un des extincteurs doit être diélectrique.

### Art. 40.— Extinction par eau sous pression.

Sur les navires à passagers pourvu d'un ou plusieurs moteurs intérieurs il doit y avoir, en plus des extincteurs, un système d'extinction par eau sous pression.

1. - Il sera alimenté efficacement :

- soit par une pompe électrique ou mécanique, indépendante ou attelée.

- soit par le circuit de refroidissement de l'appareil propulsif, la prise d'alimentation étant branchée sur la partie froide du circuit.

- soit par une pompe d'épuisement, à condition qu'un jeu de vannes isole l'aspiration à la cale lors de l'utilisation de ce circuit en collecteur d'incendie.

2. - A l'autre extrémité de ce collecteur seront adaptés un robinet et une manche flexible dont le matériau sera suffisamment résistant à la chaleur.

## CHAPITRE VI - Installations et appareils à gaz de pétrole liquéfié.

### Art. 41.—

1. - Installation dont les bouteilles contiennent un poids de gaz liquéfié supérieur à 3 kilogrammes.

1.1 - Les bouteilles de gaz doivent être entreposées hors des locaux habités, dans un local situé sur le pont, spécialement aménagé à cet effet, convenablement ventilé et muni notamment d'une ouverture à la partie basse permettant l'évacuation du gaz en cas de fuite. Cette ouverture doit être située de telle manière que les gaz provenant de fuites éventuelles ne puissent pénétrer à l'intérieur du navire.



1.2 - Les bouteilles de gaz peuvent être exceptionnellement stockées sous le pont à condition :

1.2.1 - Que le compartiment soit étanche aux gaz et accessible du pont ;

1.2.2 - Qu'une conduite d'évacuation du gaz provenant de fuites éventuelles parte de la base du compartiment, toujours située au-dessus de la flottaison, et débouche à l'extérieur, sur la coque, au-dessus de la flottaison ;

1.2.3 - Que toutes dispositions soient prises pour que les bouteilles ne soient pas soumises à une température excessive par rayonnement solaire ou par toute autre source de chaleur.

1.3 - Quel que soit le mode de stockage choisi, il ne doit pas être entreposé plus d'une bouteille de rechange dans le local contenant la bouteille en service.

2. - Installations dont les bouteilles contiennent un poids de gaz liquéfié égal ou inférieur à 3 kilogrammes.

La bouteille de gaz de ces installations peut être située à l'intérieur du navire dans les trois cas ci-après :

2.1 - Lorsqu'elle est fixée aux brûleurs directement ou par l'intermédiaire d'un court tuyautage rigide ;

2.2 - Lorsqu'elle est du type à emballage perdu (cartouches) ;

2.3 - Lorsqu'elle est indépendante de l'appareil utilisateur, les conditions supplémentaires suivantes sont respectées ;

2.3.1 - La bouteille est munie d'un robinet d'arrêt en amont du détendeur ;

2.3.2 - Le raccord souple est conforme aux prescriptions du paragraphe 2.3.3. ci-après ;

2.3.3 - La bouteille n'alimente qu'un seul appareil et elle est convenablement fixée pour éviter les risques de désarrimage en cours de navigation ;

2.4 - Dans tous les cas, les bouteilles ou cartouches de rechange ne sont pas entreposées dans le local où est situé l'appareil utilisateur.

3. - Tuyautages.

3.1 - Tuyautages fixes :

Les tuyautages fixes sont métalliques ; le matériau utilisé est l'acier, le cuivre, ou un alliage cuivreux, ou tout autre matériau équivalent ;

Les tuyautages sont convenablement fixés et protégés partout où ils risquent de subir des chocs. Les jonctions sont réduites au minimum et toujours brasées ou soudées ; si des jonctions mécaniques sont indispensables pour un démontage éventuel de l'installation, celles-ci sont placées à l'extérieur.

3.2 - Tuyautages souples :

3.2.1 - Un tuyau souple d'une longueur maximale de 1,50 mètres est admis à l'arrivée aux appareils. Ces sections souples sont conformes à la norme française en vigueur. Les fixations sont assurées par des colliers de serrage.

Il doit rester visible sur toute sa longueur et être disposé de manière à ne pouvoir être atteint par les flammes, ni détérioré par les gaz de combustion, les parties chaudes des appareils ou les débordements de produits chauds ;

3.2.2 - Un robinet individuel d'arrêt, placé à proximité immédiate de chaque appareil d'utilisation et situé en

amont de l'embout éventuel pour tuyau souple, doit permettre d'isoler cet appareil.

4. - Les réfrigérateurs à gaz ne peuvent être autorisés à l'intérieur des navires qu'aux conditions suivantes :

4.1 - L'appareil est muni d'un dispositif coupant automatiquement l'arrivée du gaz lorsque la veilleuse s'éteint ;

4.2 - L'appareillage du réfrigérateur (notamment le brûleur et la veilleuse) est enfermé dans une gaine spéciale isolée de l'intérieur du navire ; il doit exister un conduit d'évacuation des gaz brûlés vers l'extérieur ;

4.3 - L'appareil et son installation à bord sont soumis à l'approbation de la commission régionale de sécurité.

## CHAPITRE VII - Habitabilité et hygiène.

### Art. 42.— Habitabilité.

1. - Les locaux affectés au couchage des personnes embarquées doivent être suffisamment aérés.

2. - Aucun tuyautage d'évacuation des gaz du moteur ne doit passer dans les locaux fermés affectés aux personnes embarquées s'il n'est pris des précautions particulières pour assurer une isolation satisfaisante et éviter les corrosions et les fuites.

3. - Aucun couchage ne doit être installé dans le compartiment du moteur et ce compartiment doit être suffisamment isolé des postes de couchage pour que les gaz du moteur ne puissent pénétrer dans ces derniers.

4. - Sur les navires à passagers chaque passager assis devra disposer de 0,50 m de largeur de siège ; en outre, un espace de 0,70 m sera maintenu entre 2 rangées de sièges placées l'une devant l'autre.

### Art. 43.— Eau potable.

Les navires effectuant une navigation de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> catégorie doivent embarquer une quantité d'eau potable suffisante en rapport avec la durée du voyage à entreprendre et le nombre de personnes embarquées.

### Art. 44.— Matériel médical et pharmaceutique.

Tout navire doit être pourvu d'un matériel médical et pharmaceutique fixé dans les conditions suivantes :

1. - Il existe trois types de boîte de secours : n° 1, n° 2, et n° 3. La composition de ces boîtes de secours est donnée par les tableaux en annexe.

2. - Suivant la catégorie de navigation pratiquée, les navires doivent embarquer :

2.1 - en 5<sup>e</sup> catégorie : une boîte de secours n° 1

2.2 - en 4<sup>e</sup> catégorie : une boîte de secours n° 2

2.3 - en 3<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> catégorie : une boîte de secours n° 3.

2.4 - En première catégorie : au minimum une boîte de secours n° 3, qui sera complétée en fonction de la durée du voyage, des parages fréquentés et du nombre de personnes embarquées ; la nomenclature des médicaments et appareillages sera soumise à visa lors de la visite de portance.

3. - Le matériel et les médicaments sont contenus dans une boîte en métal ou matériau équivalent, munie d'un couvercle assurant une fermeture étanche.

**CHAPITRE VIII - Appareils, documents et instruments nautiques. Objets d'armement et de rechange. Sécurité de la navigation. Messages de détresse et de danger.**

**Art. 45.— Feux de navigation.**

1. - Les navires doivent posséder les feux ou fanaux prescrits par le règlement pour prévenir les abordages en mer.

1.1 - Les feux doivent avoir les intensités lumineuses minimales suivantes :

Feu blanc mât	: 15 candélas.
Feu de poupe	: 6 candélas.
Feu de côté coloré	: 10 candélas.

Ces intensités lumineuses correspondent respectivement, dans des conditions normales d'utilisation, à des ampoules électriques de 15,6 et 10 watts.

1.2 - Les fanaux doivent éclairer dans le secteur réglementaire et seulement dans ce secteur.

1.3 - Lorsque les écrans colorés ne sont pas en verre, le matériau utilisé doit satisfaire aux conditions suivantes :

Etre teinté dans la masse.

Résister au vieillissement : particulièrement en ce qui concerne les colorants utilisés qui ne doivent pas subir de modifications en dehors des tolérances admises, sous l'influence de la lumière solaire ou artificielle, de la chaleur et des éléments marins.

Etre d'une épaisseur suffisante.

1.4 - Les écrans colorés constitués par une feuille mince superposée à un verre ou par une peinture ou un vernis ne sont pas autorisés.

2. - Les navires d'un LBC inférieur à 25 effectuant une navigation de 5e et 6e catégorie qui ne naviguent habituellement que de jour peuvent être dispensés de l'obligation de posséder ces feux.

3. - Les fanaux doivent être montés en des emplacements où ils ne peuvent être masqués par les voiles ou autres apparaux en cours de navigation.

Au montage, les fanaux doivent être orientés convenablement afin de respecter les secteurs de visibilité et bloqués en position.

4. - Aucun feu additionnel non réglementaire pouvant prêter à confusion ne doit être allumé en même temps que les feux prescrits par les règlements. Les interrupteurs ou circuits d'allumage doivent être prévus en conséquence.

**Art. 46.— Passerelle de navigation ou poste de pilotage.**

1. - A bord des navires à moteur, la passerelle de navigation ou le poste de pilotage doit être assez élevé pour offrir une excellente visibilité sur un secteur d'horizon aussi étendu que possible.

2. - Les appareils et accessoires de sécurité concernant le sauvetage, l'incendie ou l'épuisement doivent comporter des indications d'utilisation écrites en français ou en tahitien.

**Art. 47.— Compas.**

1. - Tout navire doit être muni :

1.1 - Si le navire effectue une navigation de 1ère catégorie, de deux compas dont l'un doit pouvoir être utilisé pour les relèvements.

1.2 - Si le navire effectue une navigation de 2e et 3e catégorie d'un compas de route et d'un appareil de visée

permettant de prendre des relèvements (compas de relèvement ou taximètre).

1.3 - Si le navire effectue une navigation de 4e et 5e catégorie, d'un compas de route.

2. - Les compas des navires effectuant une navigation de 1ère, 2e et 3e catégorie doivent être d'un type approuvé.

3. - A bord des navires effectuant une navigation de 1ère, 2e et 3e catégorie la courbe de déviation de chaque compas doit être affichée. En cas de déviations trop importantes, le compas doit être compensé.

4. - Les compas doivent être soustraits aux actions perturbatrices telles que installations radio-électriques, circuits électriques non prévus spécialement, etc...

5. - Les compas non approuvés admis pour les navigations de 4e et 5e catégorie doivent répondre aux spécifications minimales suivantes :

5.1 - Ils doivent être du type liquide.

5.2 - Le diamètre de la rose n'est pas inférieur à 50 mm ; elle est graduée en degrés ; l'écart maximal entre deux divisions consécutives est de 5 degrés.

5.3 - Le diamètre de la cuvette n'est pas inférieur à 80 mm hors tout.

Le compas reste efficace et ses caractéristiques sont conservées lorsque le navire prend une gîte pouvant atteindre 40 degrés, au moyen de l'emploi soit de la suspension à la cardan, soit d'une cuvette hémisphérique.

5.4 - Le système de fixation des compas à double usage, route et relèvement, doit être tel qu'il soit impossible de les replacer dans une mauvaise position par rapport à la ligne de foi.

**Art. 48.— Réflecteur radar.**

Tout navire effectuant une navigation de 1ère, 2e, 3e, 4e et 5e catégorie doit être muni d'un réflecteur radar.

**Art. 49.— Journal de bord.**

1. - Les navires effectuant une navigation de 1ère, 2e ou 3e catégorie doivent posséder un journal de bord.

1.1 - En toutes circonstances, les faits relatifs à la sécurité du navire ainsi que les conditions météorologiques et tous les événements intéressant la sauvegarde de la vie humaine en mer doivent être consignés par ordre chronologique sur le journal de bord.

1.2 - Les renseignements relatifs à la conduite du navire et à la tenue constante de l'estime doivent y figurer avec précision.

**Art. 50.— Instruments et documents nautiques. Matériel d'armement. Objets de rechange.**

1. - Les navires sont pourvus, selon leur catégorie de navigation, des appareils, instruments et documents nautiques ainsi que des objets d'armement et de rechange prévus dans les tableaux A et B ci-après.

2. - Les signaux de détresse mentionnés dans le tableau A doivent être d'un type approuvé. Les caractéristiques de ces signaux pyrotechniques sont définies à l'article 51 ci-après.

3. - Tout ensemble de signaux pyrotechniques prévu pour une catégorie de navigation peut être remplacé par l'ensemble afférent à la catégorie supérieure.

4. - La composition et les caractéristiques minimales des lignes de mouillage prévues au tableau B sont définies à l'article 52 ci-après.

## 5. - TABLEAU A.— Instruments et documents nautiques.

Appareils	Catégories				Observations
	1ère et 2e	3e	4e	5e	
Montre	1				
Baromètre	1	1			
Jumelles marine	1	1			
Sonde à main	1				
Loch enregistreur	1	1			
Miroir de signalisation	1	1	1	1	
Signaux de détresse par fusée parachute	4	4			
Signaux de détresse par fusée à étoiles			6		
Signaux fumigènes flottants	2	2	2		
Feux rouges automatiques à main	6	6	3	3	
Pavillon national	1	1	1	1	
Pavillon N et C	1	1	1	1	
Ouvrages N° 1 du SH	1	1			
Ouvrages N° 2 B et 2 C du SH					
Rapporteur	1	1	1		ou instrument équivalent
Compas pointes sèches	1	1	1		
Code international des signaux	1				
Lampe torche étanche	1	1	1	1	

Ouvrages et documents nautiques, comprenant notamment un livre des phares ou extrait, et des cartes nécessaires au voyage entrepris ou à la région fréquentée pour les navires effectuant une navigation de 1ère, 2e, 3e ou 4e catégorie.

La ou les cartes de la région fréquentée pour les navires effectuant une navigation de 5e catégorie.

## 6. - Tableau B.

## 6.1 - Tous navires.

Un mât et une voilure amovibles de secours sur les navires du type bonitier.

Deux lignes de mouillage en 1ère, 2e ou 3e catégorie.

Une seule ligne de mouillage en 4e ou 5e catégorie.

Un marteau emmanché.

Une gaffe ou équivalent.

Une écope.

20 m de filins assortis pour les manœuvres courantes.

Un taquet ou une bitte d'amarrage et un chaumard à l'avant de caractéristiques suffisantes pour permettre le remorquage du navire.

Un filin permettant de remorquer le navire par mer agitée, s'il n'existe qu'une seule ligne de mouillage.

Tout navire visé au présent titre et dont la barre est commandée à distance doit disposer d'une barre franche de secours, à l'exception des navires à moteur hors-bord ou à transmission relevable.

Un dispositif apte à ralentir le navire en fuite et à le maintenir à un cap convenable par mauvais temps, pour les navires pratiquant une navigation de 1ère, 2e, 3e, 4e et 5e catégorie.

## 6.2 - Voiliers.

## 6.2.1 - Toutes catégories de navigation :

Un jeu de voiles permettant au navire de faire route.

Un jeu de manœuvres courantes complet, d'un matériau et d'un échantillonnage suffisant.

Un dispositif de réduction de la grand-voile.

Un harnais de sécurité par personne embarquée, sauf en 5e catégorie.

6.2.2 - Voiliers effectuant une navigation de 1ère, 2e et 3e catégorie.

Une voile de cape capable de ramener le navire dans le vent par gros temps et un tourmentin ; ces voiles sont d'un échantillonnage suffisant et adaptées à la taille du navire.

Un jeu d'écoutes de rechange.

Des poulies et manilles de rechange pour les manœuvres usuelles.

Une cisaille ou scie à métaux apte à couper les haubans.

6.3 - Navires à propulsion mécanique effectuant une navigation de 1ère, 2e, 3e et 4e catégorie.

6.3.1 - Objets de rechanges pour navires à moteur diesel :

Un jeu d'outils de démontage ;

Un injecteur avec son porte-injecteur ;

Une cartouche de filtre à gas-oil ;

Une courroie de générateur ;

Quelques boulons de dimensions courantes ;

Quelques tuyaux ou raccords souples avec colliers de serrage ;

Fusibles pour l'installation électrique.

6.3.2 - Objets de rechange pour navire à moteur à essence :

Un jeu d'outils de démontage comprenant notamment une clef à bougie ;

Un jeu de bougies d'allumage de rechange ;

Une courroie de générateur ;

Une bobine d'allumage et son condensateur ;

Quelques tuyaux ou raccords souples avec colliers de serrage ;

Quelques boulons de dimensions courantes ;

Fusibles pour l'installation électrique.

Art. 51.— Signaux pyrotechniques de détresse.

Les signaux pyrotechniques de détresse suivants :

Fusée à parachute ;

Fumigène flottant ;  
Fusée à étoiles.

Feu rouge automatique à main ;

doivent être de caractéristiques conformes à la réglementation en vigueur applicable aux navires de plus de 10 tonnes de jauge brute.

Art. 52.— *Lignes de mouillage.*

Les lignes de mouillage exigées en vertu de l'article 50 du présent arrêté sont conformes aux dispositions ci-après :

1. - La, ou les lignes de mouillage peuvent être constituées d'une longueur minimale de chaîne de 5 mètres et d'un orin en fibres polyamide d'une résistance au moins égale à celle de la chaîne.

2. - Le poids de l'ancre et la résistance de la ligne de mouillage sont en rapport avec le déplacement et le fardage du navire.

3. - La longueur de la ligne de mouillage doit être d'au moins 30 mètres.

## CHAPITRE IX

### CHAPITRE IX - Signaux de détresse.

Art. 53.— *Emploi injustifié des signaux de détresse.*

L'emploi d'un signal de détresse, sauf s'il s'agit de signaler qu'un navire ou un aéronef est en détresse, est interdit.

L'emploi, à terre ou en mer, d'un signal pouvant être confondu avec un signal de détresse, feu d'artifices notamment, est soumis à déclaration préalable auprès de la brigade de gendarmerie territorialement compétente.

Art. 54.— *Messages de détresse. Mesures à prendre par le capitaine.*

1. - Le capitaine d'un navire en mer qui reçoit, de quelque source que ce soit, un message indiquant qu'un navire ou un aéronef ou leurs embarcations ou radeaux de sauvetage se trouvent en détresse est tenu de se porter à toute vitesse au secours des personnes en détresse et de les en informer si possible. En cas d'impossibilité ou si, dans les circonstances spéciales où il se trouve, il n'estime ni raisonnable ni nécessaire de se porter à leur secours, il doit inscrire au journal de bord la raison pour laquelle il ne se porte pas au secours des personnes en détresse.

2. - Le capitaine d'un navire en détresse, après avoir consulté autant que cela peut être possible, les capitaines des navires qui ont répondu à son appel de secours, a le droit de réquisitionner tel ou tel de ces navires qu'il considère les plus capables de porter secours, et le ou les capitaines des navires réquisitionnés ont l'obligation de se soumettre à la réquisition en continuant à se rendre à toute vitesse au secours des personnes en détresse.

3. - Le capitaine d'un navire est libéré de l'obligation imposée par le paragraphe 1 du présent article, lorsqu'il apprend qu'un ou plusieurs navires, autres que le sien, ont été réquisitionnés et se rendent à la réquisition.

4. - Le capitaine d'un navire est libéré de l'obligation imposée par le paragraphe 1 du présent article et, si son navire a été réquisitionné, de l'obligation imposée par le paragraphe 2, s'il est informé, par les personnes en détresse, ou par le capitaine d'un autre navire qui est arrivé auprès de ces personnes, que le secours n'est plus nécessaire.

Art. 55.— *Signaux de sauvetage.*

1. - Au cours d'opérations de recherche ou de sauvetage, des signaux particuliers peuvent être effectués :

1.1 - Par les stations ou les unités maritimes de sauvetage dans leurs communications avec les navires ou les personnes en détresse, et réciproquement ;

1.2 - Par les avions pour guider les navires.

2. - La signification internationale de ces signaux est précisée dans les publications du service central hydrographique de la marine et doit être connue des personnes exerçant le commandement d'un navire.

## TITRE III - Dérégations.

Art. 56.— *Dérégations.*

1. - Une dérogation exceptionnelle concernant la catégorie de navigation peut être accordée par l'administrateur des affaires maritimes pour un voyage ou une traversée, ou dans le cadre de manifestations sportives ou folkloriques.

2. - Toutefois, les navires agréés en 5e catégorie peuvent, à titre exceptionnel, effectuer des traversées interîles de 4e catégorie sous réserve de posséder, en plus du matériel de sécurité et d'armement de leur catégorie, le matériel suivant :

- un moteur de secours à poste.
- six fusées à étoiles.
- une radio-balise de détresse.

En outre, le départ et l'arrivée du navire devront être signalés dans les meilleurs délais, respectivement au point d'arrivée et au point de départ par tous moyens de communication appropriés.

3. - Des dérogations sur certains points de la présente réglementation peuvent être accordées dans le cas de prototypes expérimentaux, pour une navigation déterminée.

Les demandes doivent être soumises à la commission régionale de sécurité, qui estimera si les équipages donnent toutes garanties de compétence et d'expérience et indiquera toutes prescriptions qu'elle jugera utiles pour la sécurité des équipages et des tiers.

## TITRE IV - Sanctions - Recours.

Art. 57.— *Sanctions.*

Est punie d'une amende de 500 à 6.500 francs CP et d'un emprisonnement de un à dix jours ou de l'une de ces deux peines seulement toute personne qui enfreint les prescriptions de la présente délibération.

Est punie des mêmes peines, toute personne qui vend à un utilisateur des matériels de sécurité n'ayant pas obtenu l'approbation ou l'autorisation d'usage exigée.

Les peines d'amende prévues au présent article peuvent être portées à 36.000 FCP en cas de récidive.

Art. 58.— *Recours.*

Les décisions prises par l'administrateur des affaires maritimes peuvent être portées dans un délai de quinze jours devant le conseil de gouvernement de la Polynésie française. Ce dernier statue dans un délai de quinze jours après avis de la commission régionale de sécurité.

Sauf décision contraire du conseil de gouvernement, le recours administratif prévu au présent article n'est pas suspensif.

## TITRE V - Dispositions transitoires.

Art. 59.— Sous réserve des dispositions de l'article 60, la présente délibération entrera en vigueur un an après sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

sauf en ce qui concerne les dispositions de l'article 8 qui n'entreront en vigueur qu'après un délai supplémentaire d'une année.

Art. 60.— Les navires construits avant la date de publication de la présente réglementation ou commandés avant cette date hors du territoire, ne seront pas soumis aux dispositions des articles 14 à 18, 20 à 29, 42, 46, de la présente réglementation si l'application de ces articles doit soulever des difficultés importantes.

Art. 61.— La délivrance de la carte de circulation prévue à l'article 6 sera dispensée de droit de timbre jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1978.

Art. 62.— Des arrêtés du conseil de gouvernement fixeront en tant que de besoin les modalités d'application de la présente délibération.

Art. 63.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,  
André PORLIER.

Le président,  
John TEARIKI.

### ANNEXE I

*Echantillonnage des plaques transparentes des fenêtres, sabords, hublots et en général toutes ouvertures dans la coque et les superstructures.*

Les tableaux d'échantillonnage sont utilisés dans les conditions ci-après :

1. - Sont considérées comme plaques appuyées les garnitures fixées aux hiloires (ou bordé) par les moyens suivants :

1.1 - Encadrement bois vissé.

1.2 - Vissage direct sur l'hiloire.

1.3 - Utilisation d'un joint élastique du type parebrise automobile.

2. - Sont considérées comme plaques encastrées les garnitures fixées aux hiloires (ou bordé) par les moyens suivants :

2.1 - Hublots ou sabords où les garnitures sont maintenues par un contreplaqué métallique.

2.2 - Garnitures serrées par un encadrement métallique rigide, vissé ou boulonné à faible intervalle.

3. - Peuvent également être considérées comme plaques encastrées les garnitures qui, par thermo-formage ou tout autre procédé, possèdent un double rebord sur leur pourtour. Dans ce cas, la fixation est assurée par vissage ou boulonnage à faible intervalle.

4. - Les tableaux I, II et III sont utilisés pour les ouvertures verticales situées sur la coque et les superstructures des voiliers, ainsi que sur la coque des navires à moteur.

5. - Le tableau IV est utilisé pour les panneaux de pont ou de superstructures susceptibles de supporter une charge localisée telle que le poids d'un homme ou la chute d'un espar. Seul l'usage de plaques encastrées est admis pour ce type d'ouverture.

6. - Les tableaux V et VI sont utilisés pour les superstructures des navires à moteur.

7. - Les épaisseurs et les dimensions des ouvertures sont données en millimètres.

#### TABLEAU I

Ouvertures rectangulaires ou carrées.— Plaques appuyées.

Dimensions en millimètres	200	300	400	500
200	5			
300	5	6		
400	5	6	8	
500	6	8	10	12
600	6	8	10	12
700	6	9	12	14
1.000	6	10	12	14

Dimensions inférieures à 200 x 200 : 5 mm.

#### TABLEAU II

Ouvertures rectangulaires ou carrées.— Plaques encastrées.

Dimensions en millimètres	300	400	500
300	5		
400	6	6	
500	6	6	8
600	6	6	8
700	6	8	10
1.000	6	8	10

Dimensions inférieures à 300 x 300 : 5 mm.

#### TABLEAU III

Ouvertures rondes.

Dimensions en millimètres	Encastrées	Appuyées
100	5	5
150	5	5
200	5	6
300	5	6

#### TABLEAU IV

Ouvertures rectangulaires ou carrées.— Panneau de pont ou roof, surfaces horizontales.— Plaques encastrées uniquement.

Dimensions en millimètres	100	200	300	400	500	600
100	5					
200	5	5				
300	5	5	6			
400	5	5	6	8		
500	5	6	8	10		
600	5	6	8	10	12	12

TABLEAU V

Navires à moteur.- Plaques encastrées rectangulaires ou carrées.

Dimensions en millimètres	500	600	700	1.000
500	5			
600	5	5		
700	5	6	6	
1.000	5	6	8	9
1.200	6	8	8	9
1.400	6	8	9	9
1.600	6	8	10	10

Dimensions inférieures à 500 x 500 : 5 mm.

TABLEAU VI

Navires à moteur.- Plaques appuyées rectangulaires ou carrées.

Dimensions en millimètres	500	600	700	800	900	1.000
300	5					
400	5	5				
500	5	6	6			
600	5	6	6	8		
700	5	6	6	8	9	
1.000	5	6	8	9	10	12
1.200	6	6	8	10	10	12
1.400	6	8	9	10	10	12
1.600	6	8	9	10	12	12

Dimensions inférieures à 300 x 300 : 5 mm.

## ANNEXE II

## Boîte de secours N° 1

Désignation	Quantités
Pansements tout préparés :	
Grand modèle	1 boîte
Petit modèle	1 boîte
Antiseptique local de type ammonium quaternaire	1 tube
Crème antiactinique	1 tube
Bande velpeau en 5 cm de large	1

## Boîte de secours N° 2.

Pansements tout préparés :	
Grand modèle	1 boîte
Petit modèle	1 boîte
Coton	1 paquet
Compresses en boîte	1 paquet
Alcool à 90°	125 cm <sup>3</sup>
Antiseptique local de type ammonium quaternaire	1 tube
Sulfamide ou antibiotique de contact	1 flacon
Aspirine	20 comprimés
Comprimés antinaupathiques (facultatif)	20 comprimés

Désignation	Quantités
Collyre antiactinique	20 comprimés
Crème antiactinique	1 flacon
Doigtier	1
Bande velpeau en 5 cm de large	1
Bande velpeau en 25 cm de large	1

## Boîte de secours N° 3.

Désignation	Quantités
Pansements tout préparés :	
Grand modèle	1 boîte
Petit modèle	1 boîte
Coton	1 paquet
Compresses en boîte	1 paquet
Alcool à 90°	125 cm <sup>3</sup>
Antiseptique local de type ammonium quaternaire	1 tube
Sulfamide ou antibiotique de contact	1 flacon
Antihémorragique de contact	1 flacon
Pansements gras pour brûlures	1 boîte
Aspirine	20 comprimés
Comprimés antinaupathiques (facultatif)	20 comprimés
Comprimés antidiarrhéiques	20 comprimés
Antibiotique à large spectre, par voie buccale	32 comprimés dragéifiés
Antispasmodique	comprimés ou ampoules injectables avec néces-saire à injection.
Collyre antiactinique	1 flacon
Crème antiactinique	1 tube
Doigtier	1
Bandage costal	1
Bande velpeau en 5 cm de large	2
Attelle gonflable (facultative)	1

## SOMMAIRE

TITRE Ier	Généralités.
	Champ d'application - Définitions - Zones de navigation
	Titres - Marques extérieures - Contrôles - Commandement.
TITRE II	Dispositions techniques.
Chapitre Ier	Approbations et contrôles
Chapitre II	Construction
Chapitre III	Appareil propulsif et électricité
Chapitre IV	Sauvetage - Epuisement
Chapitre V	Incendie
Chapitre VI	Installations et appareils à gaz de pétrole liquéfié
Chapitre VII	Habitabilité et hygiène
Chapitre VIII	Matériel de navigation et d'armement
Chapitre IX	Signaux de détresse.
TITRE III	Déroptions.
TITRE IV	Sanctions et Recours.
TITRE V	Dispositions transitoires.

**DELIBERATION n° 78-19 du 2 février 1978 portant modification de la délibération n° 77-134 du 29 novembre 1977, relative à diverses règles auxquelles doivent satisfaire les navires français d'une jauge brute inférieure à 10 tonnes.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 77-134 du 29 novembre 1977 portant sur les diverses règles auxquelles doivent satisfaire les navires français d'une jauge brute inférieure à 10 tonnes ;

Vu la lettre n° 1194 AM de M. le haut-commissaire, en date du 30 décembre 1977 ;

Vu l'arrêté n° 5835 AA du 6 décembre 1977 convoquant l'assemblée territoriale en session budgétaire ;

Vu le rapport n° 19-78 du 30 janvier 1978 de la commission des affaires administratives ;

Dans sa séance du 2 février 1978,

Adopte :

Article 1er.— L'article 58 de la délibération n° 77-134 du 29 novembre 1977 susvisée, est modifié comme suit :

Au lieu de :

" Les décisions prises par l'administrateur des affaires maritimes peuvent être portées dans un délai de quinze jours devant le conseil de gouvernement de la Polynésie française. Ce dernier statue dans un délai de quinze jours après avis de la commission régionale de sécurité.

" Sauf décision contraire du conseil de gouvernement, le recours administratif prévu au présent article n'est pas suspensif ".

lire :

Les décisions prises par l'administrateur des affaires maritimes peuvent être portées dans un délai de quinze jours devant le haut-commissaire de la Polynésie française. Ce dernier statue dans un délai de quinze jours après avis de la commission régionale de sécurité.

Il en avise le conseil de gouvernement.

Sauf décision contraire du haut-commissaire, le recours administratif prévu au présent article n'est pas suspensif.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,

Marc DAVIO.

Le président,

Frantz VANIZETTE.

**ARRETE n° 928 AA du 2 mars 1978 rendant exécutoire la délibération n° 78-24 du 2 février 1978 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 78-24 du 2 février 1978 de l'assemblée territoriale de la Po-

lynésie française accordant, en occupation temporaire, un emplacement de domaine public maritime à Nunue (Bora-Bora), au profit de la S.C.I. Taamatua.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mars 1978.

Paul COUSSERAN.

**DELIBERATION n° 78-24 du 2 février 1978 accordant, en occupation temporaire, un emplacement de domaine public maritime à Nunue (Bora-Bora), au profit de la S.C.I. Taamatua.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 74 du 16 octobre 1958 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant réglementation en matière de baux domaniaux et d'occupations temporaires du domaine public maritime ;

Vu la demande de la société civile immobilière Taamatua ;

Vu les avis des autorités administratives et élues consultées et de la sous-commission des monuments et des sites des îles Sous-le-Vent ;

Vu la lettre n° 65 DOM du 15 décembre 1977 du conseil de gouvernement approuvée dans sa séance du 7 décembre 1977 ;

Vu l'arrêté n° 5835 AA du 6 décembre 1977 convoquant l'assemblée territoriale en session budgétaire ;

Vu le rapport n° 24-78 du 31 janvier 1978, de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 2 février 1978,

Adopte :

Article 1er.— Est accordé, au profit de la S.C.I. Taamatua, en occupation temporaire, un emplacement de domaine public maritime, d'une superficie de 5.500 m<sup>2</sup> (dont 2.200 m<sup>2</sup> feront l'objet de remblais) sis à Nunue (Bora-Bora), au droit de la terre Taamatua, et tel qu'il figure en liséré vert au plan joint au dossier en date du mois de novembre 1977.

Art. 2.— La présente occupation temporaire, consentie pour une durée de trente (30) années consécutives, est faite sous les conditions résolutives suivantes :

1°) la société devra s'assurer la maîtrise de la terre Taamatua dans le délai de six (6) mois pour compter de la date de l'arrêté rendant exécutoire la délibération ;

2°) elle s'engage en outre à affecter exclusivement l'emplacement concédé à l'implantation d'installations hôtelières ou touristiques de style polynésien.

En cas d'affectation outre que celle prévue ou à défaut de réalisation du complexe hôtelier dans le délai de cinq (5) années, la concession sera nulle de plein droit.

Art. 3.— La société devra mettre en oeuvre tous les moyens propres à assurer la protection du milieu naturel.

Elle sera tenue, afin de ne pas gêner la navigation maritime, de se conformer aux instructions du service des travaux publics, des mines, de l'infrastructure et de l'aménagement quant à l'éclairage de l'hôtel.

Enfin, elle devra assurer la continuité du passage public en front de mer.

Art. 4.— Les constructions et installations seront subordonnées à la délivrance du permis de construire conformément à la réglementation en la matière.

Art. 5.— La société concessionnaire sera seule tenue à toutes les garanties que cette occupation, remblais, installations et constructions à y édifier pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Elle fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le territoire.

Art. 6.— A l'expiration ou à la résiliation de la concession, les remblais et constructions de toute nature devront être enlevés par la société et à ses frais, sauf avis contraire du territoire.

Art. 7.— La redevance annuelle de l'occupation est fixée à vingt sept mille cinq cents francs (27.500 F) payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete.

Toute modification du tarif applicable aux occupations du domaine public maritime entraînera la révision d'office du montant de la redevance.

Art. 8.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,  
Marc DAVIO.

Le président,  
Frantz VANIZETTE.

DECISION n° 166 AA du 3 mars 1978 habilitant Me Labbé à soutenir la défense du territoire dans l'affaire qui l'oppose à Me Lejeune.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 21 - 3° - d) et 25,

Décide :

Article 1er.— Me Labbé, avocat au conseil d'Etat, est habilité à soutenir la défense du territoire dans l'affaire qui l'oppose à Me Lejeune.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président,

Le suppléant,

J. AMARU.

Vu et rendu exécutoire,  
le 3 mars 1978.

Le haut-commissaire,  
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 169 ER du 3 mars 1978 fixant le montant des primes au reboisement de première et deuxième catégories.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 78-10 du 26 janvier 1978 modifiant la délibération n° 66-51 du 28 avril 1966 instituant une prime au reboisement,

Arrête :

Article 1er.— Conformément au titre III article 16 de la délibération n° 78-10 du 26 janvier 1978 le montant des primes au reboisement est fixé comme suit :

Prime au reboisement de deuxième catégorie : 9.000 francs par hectare.

Prime au reboisement de première catégorie : 15.000 francs par hectare

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président,

Le suppléant,

J. AMARU.

Vu et rendu exécutoire,  
le 3 mars 1978.

Le haut-commissaire,  
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 171 DOM du 3 mars 1978 accordant, en concession temporaire, un emplacement de domaine public maritime à Vaiaau (commune de Tumaraa).

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 74 du 16 octobre 1958 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant réglementation en matière de baux domaniaux et d'occupations temporaires du domaine public maritime ;

Vu les avis des autorités administratives et élues consultées et de la sous-commission des monuments naturels et des sites des îles Sous-le-Vent ;

En ayant délibéré en séance du 1er mars 1978,

Décide :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Etienne Schlumberger, la concession temporaire d'un emplacement de domaine public maritime, d'une superficie de 183 m<sup>2</sup>, sis au regard de l'îlot Moturoa 2 à Vaiaau (commune de Tumaraa), destiné à l'implantation d'une maison d'habitation de style Polynésien et d'un ponton d'accès.

Art. 2.— Cette concession est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives et moyennant une redevance annuelle de trois mille six cent soixante francs (3.660 F), payable à la caisse des domaines à Papeete. Cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

Art. 3.— A l'expiration ou à la résiliation de la concession, le concessionnaire sera tenu d'enlever toutes les installations qu'il aura établies sur l'emplacement maritime, sans indemnité.



Art. 4.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

*Le suppléant,*

J. AMARU.

Vu et rendu exécutoire,

le 3 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*

Paul COUSSERAN.

DECISION n° 172 DOM du 3 mars 1978 accordant la concession définitive d'un emplacement de domaine public maritime à Mataiea - commune de Teva I Uta, au profit des consorts Adams.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 71-97 du 1er juillet 1971 de l'assemblée territoriale rendue exécutoire par arrêté n° 2772 AA du 26 août 1971 approuvant un contrat-type de concessions maritimes ;

Vu les avis des autorités administratives et élues consultées et de la commission des monuments naturels et des sites ;

En ayant délibéré en séance du 1er mars 1978,

Décide :

Article 1er.— Est accordée gratuitement, aux clauses et conditions du contrat-type de concession maritime approuvé par l'assemblée territoriale le 1er juillet 1971, au profit de Mlle Sally et M. Etienne Adams, la concession définitive d'un emplacement de domaine public maritime, d'une superficie de 320 m<sup>2</sup>, sis à Mataiea, au droit du lot n° 1 des terres Ahototeina-Maruahutu et Ahototuana 1 et 2.

Art. 2.— Conditions particulières

1°) *Utilité publique*

Sur simple déclaration d'utilité publique, les concessionnaires s'engagent à rétrocéder au territoire, la totalité ou partie de l'emplacement présentement concédé moyennant une indemnité calculée selon les modalités fixées par l'article 9 de l'arrêté n° 1586 E du 8 décembre 1951 déterminant le mode d'aliénation des terres domaniales.

A la demande de la commune de Teva I Uta, le territoire pourra dans les mêmes conditions d'utilité publique, et par décision du conseil de gouvernement, renoncer au profit de ladite commune au bénéfice de la rétrocession prévue au précédent alinéa.

2°) *Cession de terrain à titre de participation par offre de concours*

Cette concession est consentie sous la condition résolutoire pour les consorts Adams susnommés de céder en retour gratuitement, et à titre de participation par offre de concours au territoire, une parcelle du lot n° 1 des terres Ahototeina-Maruahutu et Ahototuana 1 et 2, d'une superficie de 163 m<sup>2</sup>, nécessaire à l'élargissement de la route de ceinture.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président,

*Le suppléant,*

J. AMARU.

Vu et rendu exécutoire,

le 3 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 176 I.R.M./FT du 3 mars 1978 portant approbation de la délibération n° 1 I.R.M./A.2 du 10 janvier 1978 du conseil d'administration de l'institut de recherches médicales Louis Malardé.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment l'article 21, 2° et l'article 45 2e § ;

Vu le décret n° 49-1301 du 26 septembre 1949 portant création de l'institut de recherches médicales des Etablissements français de l'Océanie, promulgué par arrêté n° 1160 APA du 3 novembre 1949 ;

Vu l'arrêté n° 2670 FT du 9 novembre 1961 relatif à la réglementation comptable applicable à l'institut de recherches médicales de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer notamment les articles 149 et 150 ;

Vu la délibération n° 1 I.R.M./A.2 en date du 10 janvier 1978 du conseil d'administration de l'institut de recherches médicales Louis Malardé ;

Dans sa séance du 1er mars 1978,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée la délibération n° 1 I.R.M./A.2 du 10 janvier 1978 du conseil d'administration de l'institut de recherches médicales Louis Malardé, portant d'une part ouverture de crédits provisoires au budget de l'institut au titre du mois de janvier 1978 et d'autre part prélèvement sur le fonds de réserve et de prévoyance d'une somme de : un million quatre vingt deux mille deux cent trente cinq francs (1.082.235 FCP).

Art. 2.— Le chef du service des finances territoriales, contrôleur financier de l'institut Malardé, le trésorier-payeur général, agent-comptable de l'institut, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

*Le suppléant,*

J. AMARU.

Vu et rendu exécutoire,

le 3 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 179 AU du 3 mars 1978 complétant la liste des locaux ouverts au public d'une nouvelle partie du Centre Vaima et complétant les dispositions de l'arrêté n° 499 AU du 3 février 1977.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, portant code d'aménagement du territoire, rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 et plus particulièrement ses articles 218 à 225 ;

Vu le permis de construire n° 74-252 du 4 février 1976 délivré par le maire de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 499 AU du 3 février 1977, autorisant l'ouverture au public d'une partie d'un centre commercial à Papeete, et plus particulièrement son article 2, complété

par les arrêtés n° 801 AU du 23 février 1977, n° 158 AU du 30 septembre 1977 ;

Vu les compte-rendus des visites de contrôle de la commission des établissements classés et de la sécurité faites les 20 et 21 janvier 1977, 15 et 16 février 1977, 18 mars 1977, 27 mai et 13 juin 1977, 27 juin 1977, 31 mai, 13 juin et 20 juillet 1977, 20 juillet 1977, 26 juillet 1977, 18 octobre 1977, 16 novembre 1977, 29 novembre 1977, et 6 janvier 1978 ;

Sur rapport n° 268 A.D du 20 février 1978 du chef du service de l'aménagement du territoire, président de la commission des établissements classés et de la sécurité ;

En ayant délibéré en séance du 1er mars 1978,

#### Arrête :

Article 1er.— Les tableaux de l'article 3 de l'arrêté n° 499 AU du 3 février 1977, autorisant l'ouverture au public de certains locaux du centre commercial dit "Centre Vaima" sis à Papeete, sont complétés comme il est dit ci-dessous.

Lot	Preneur	Activités	Enseigne
9	M. Morgan	Vente de fleurs et d'animaux	"Flore-Faune Tahiti-Aquarium"
13	"Air New Zeland"	Compagnie aérienne Agence de voyages	"Air New-Zeland"
19	M. Mac Cholet et Cie	Photographie (anciennement Jean-Charles "Bottier")	"Lipp Studio Photo"
26	M. B. Mayerus	Lingerie-Bonneterie	"Miss Tigris"
33	MM. Chanson et Pangier	Curios, Photo, Ciné	"Polynésien Curios", "Photo Express"
49	M. H. Geffroy	Jouets, prêt à porter	"Vaima Junior"
56	M. Passagrilli	Salon de thé-glacier	"Bananas"
58	Mme Jacqueline Montaron	Prêt à porter (anciennement Made-moiselle)	"Tahiti Plage"
A	S.A. Hachette Pacifique	Librairie Hachette Journaux	"Le Kiosque"

Art. 2.— Les autres prescriptions de l'arrêté n° 499 AU du 3 février 1977 restent inchangées.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 3 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président,

Le suppléant,

J. AMARU.

Vu et rendu exécutoire,  
le 3 mars 1978.

Le haut-commissaire,  
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 947 FT du 3 mars 1978 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justifications présentées,

#### Arrête :

Article 1er.— Une subvention de trois cent mille francs (300.000 F) est accordée pour l'année 1977 au cercle aéronautique de Tahiti.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 44-01, article 25, exercice 1977.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mars 1978.

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 182 SE du 6 mars 1978 autorisant le service de l'équipement à consentir des cessions pour toutes prestations de services rendues par les navires de la flotille administrative et fixant les tarifs de ces cessions.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 63 ;

Vu l'arrêté n° 3185 SG du 13 septembre 1973 portant réorganisation du service territorial de l'équipement ;

Sur le rapport du chef du service de l'équipement ;

En ayant délibéré dans sa séance du 22 février 1978,

Arrête :

Article 1er.— Le service de l'équipement, devra effectuer des cessions pour toutes les prestations de services rendues par les navires administratifs et par application des tarifs fixés à l'article 2.

Art. 2.— Les tarifs de cessions prévus à l'article premier sont fixés comme suit :

N° du tarif	Nature du transport	Unités	TARIFS APPLICABLES		
			De Papeete à Moorea	De Papeete aux ISLV	De Papeete aux Tuamotu-Gambier Marquises-Australes
			ET VICE-VERSA		
I — FRET					
1	Marchandises générales	T ou m3	1.000	1.195	8.500
2	Matériaux de construction, agrégats-ciments- agglomérés, bois de construction, fer à béton, tôles etc.	T ou m3	975	1.170	4.500
3	Denrées alimentaires	T	840	1.000	8.500
4	Produits agricoles	T	400	600	TG-Australes = 3.000 Marquises = 8.500
	— Pastèques				
a 4	en provenance de Huahine-Raiatea	U	—	10	—
4 b	en provenance de Bora-Bora	U	—	15	—
4 c	en provenance de Maupiti	U	—	25	—
	— Pandanus				
4 d	en provenance de Maupiti	M3	—	1.125	—
4 e	en provenance des Australes	M3	—	—	2.700
5	— Bétail sur pied				
5 a	Chevaux, boeufs, vaches, génisses, veaux	tête	500	750	2.500
5 b	porcs, chèvres, moutons	tête	250	300	300
6	— Hydrocarbures				
6 a	en vrac	M3	650	1.125	3.000
6 b	en fût	fût	160	270	720
7	— Véhicules automobiles				
7 a	Voitures légères	U	1.500	13.000	35.000
7 b	Poids lourds (camions, trucks)	U	15.000	20.000	80.000
8	Englins automoteurs ou tractés	T ou m3	1.000	1.200	5.000
II — PASSAGES					
9	Passagers de pont sans nourriture	U	200	550	Tarifs fixés par arrêté n° 167 du 12 janvier 1977
10	Passagers cabine, sans nourriture	U	—	980	
11	Enfant de moins de 12 ans scolaire, passager de pont sans nourriture	U	100	275	
III — LOCATIONS					
12	à la journée de 24 heures		Toute fraction d'heure commencée devra être comptée comme heure pleine		
12 a	Tonu = 160.000				
12 b	Meherio = 149.000				
13	à l'heure de navigation		Le temps d'escale à quai ou au mouillage, moteur stoppé ne sera décompté que s'il représente plus de 20 % de la durée du voyage calculée entre l'heure de départ de Papeete et l'heure de retour à Papeete.		
13 a	Tonu = 6.700				
13 b	Meherio = 6.200				
14	à l'heure d'escale				
14 a	Tonu = 4.900				
14 b	Meherio = 4.700				

Art. 3.— Les tarifs fixés à l'article 2 précédent s'appliquent aux transports généraux pour les collectivités publiques. Ils seront majorés de 10 % lorsque les prestations seront effectuées pour le compte des particuliers. Ils seront minorés pour les transports concernant les services publics du territoire ou de l'Etat qui seraient payés sur des budgets d'équipement, d'entretien ou de fonctionnement ; les taux de réduction seront de 20 % pour les îles du Vent et les îles Sous-le-Vent, de 30 % pour les îles Marquises et de 35 % pour les Tuamotu-Gambier ainsi que pour les îles Australes.

Les modifications des tarifs du frêt et des passages maritimes applicables à l'armement privé local et homologués par le service des affaires économiques entraîneront un ajustement correspondant des tarifs précités, par décision du conseil de gouvernement, sur proposition du chef du service de l'équipement.

Art. 4.— Les recettes provenant de cessions seront versées au budget du territoire et prises en compte au chapitre 30-20, article 15 nouveau intitulé " flotille administrative ".

En contrepartie il sera ouvert un crédit au chapitre 30-11, sous une rubrique particulière intitulée " fonctionnement dépenses accidentelles bateaux ", qui sera distincte de la rubrique déjà inscrite intitulée " entretien bateaux ".

Art. 5.— Lorsque l'estimatif de la dépense de transport sera évaluable soit au volume (m3) soit au poids (T), il sera retenu le tarif résultant le plus élevé.

Art. 6.— Le présent arrêté, pris pour servir et valoir ce que de droit sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 6 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 6 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*  
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 948 FT du 3 mars 1978 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 76-77 du 30 juillet 1976 de l'assemblée territoriale portant réorganisation de la chambre d'agriculture et d'élevage de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 7-77 du 12 décembre 1977 de la chambre d'agriculture et d'élevage approuvant son budget de l'exercice 1978, rendue exécutoire par arrêté n° 86 AE du 3 février 1978 ;

Vu les inscriptions budgétaires,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de treize millions de francs (13.000.000) est accordée pour l'année 1978 à la chambre d'agriculture et d'élevage de la Polynésie française.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 43-01, article 40, exercice 1978.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mars 1978.

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 949 BAC du 3 mars 1978 fixant le montant des subventions accordées pour l'équipement des communes du territoire au titre de la section générale du FIDES, tranche 1977.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1628 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal en Polynésie française ;

Vu la résolution n° 37 du 22 décembre 1977 du comité directeur du FIDES, autorisant l'ouverture au titre de la tranche 1977 de la section générale du FIDES - équipement des communes - de subventions au profit des communes de Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Sont accordées pour l'équipement des communes du territoire, au titre de la tranche 1977 du FIDES, section générale, équipement de communes, les subventions d'un montant global de un million neuf cent quatre vingt six mille sept cent trente huit francs français (1.986.738 FF) soit trente six millions cent vingt deux mille cinq cent neuf francs CFP (36.122.509 F CFP) figurant aux tableaux ci-après qui fixent par chapitre, pour chaque commune intéressée et pour chaque opération le montant total de la subvention accordée, et le montant des versements qui seront effectués, compte tenu des crédits de paiement ouverts :

(Voir tableaux pages suivantes).

Chap.	Art.	Désignation des opérations	Autorisations de programme 1977		Crédits de paiement 1978	
			FF	CFP	FF	CFP
74-62		<b>TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS</b>				
	1	Aménagement de routes				
		Commune de Rurutu				
		Route Avera-Hauti par Naairoa et Narui	221.238	4.022.509	221.238	4.022.509
		Commune de Rurutu				
		Aménagement route Moerai-Avera	165.000	3.000.000	165.000	3.000.000
		Commune de Fakarava				
		Piste desserte de cocoteraie	167.750	3.050.000	167.750	3.050.000
		Commune de Tahuata				
		Route de développement agricole vallée de Motopu	82.500	1.500.000	82.500	1.500.000
	3	Ouvrages portuaires				
		Commune de Fatu Hiva				
		Construction d'un wharf et de routes d'accès à Omoa	247.500	4.500.000	247.500	4.500.000
		Commune de Rangiroa				
		Allongement du quai de Ohotu	110.000	2.000.000	110.000	2.000.000
		Total chapitre 74-62	<u>993.988</u>	<u>18.072.509</u>	<u>993.988</u>	<u>18.072.509</u>
74-76		<b>TRAVAUX URBAINS ET RURAUX</b>				
	1	Travaux d'électrification				
		Commune de Nuku Hiva				
		Installation d'une centrale thermique et d'un réseau de distribution en haute et basse tension	387.750	7.050.000	387.750	7.050.000
	2	Travaux hydrauliques				
		Commune de Tumarua				
		Amélioration du réseau d'eau de Tevaitoa	110.000	2.000.000	110.000	2.000.000
	5	Bâtiments				
		Commune de Rangiroa				
		Construction d'un bloc sanitaire dans l'île de Mataiva	55.000	1.000.000	55.000	1.000.000
		Commune de Punaauia				
		Mise en viabilité du terrain et construction du groupe cuisine et réfectoire de l'école primaire d'Outumaoro	440.000	8.000.000	440.000	8.000.000
		Total chapitre 74-76	<u>992.750</u>	<u>18.050.000</u>	<u>992.750</u>	<u>18.050.000</u>
		<b>RECAPITULATION GENERALE</b>				
74-62		TRANSPORT ET COMMUNICATIONS	993.988	18.072.509	993.988	18.072.509
74-76		TRAVAUX URBAINS ET RURAUX	992.750	18.050.000	992.750	18.050.000
		TOTAL GENERAL	<u>1.986.738</u>	<u>36.122.509</u>	<u>1.986.738</u>	<u>36.122.509</u>

Art. 2.— Le chef du service du plan, ordonnateur secondaire, délégué, les chefs de subdivision administrative, et le trésorier payeur général de la Polynésie française, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mars 1978.

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 184 IRM/FT du 6 mars 1978 approuvant la délibération n° 2 IRM du 2 février 1978 du conseil d'administration de l'institut de recherches médicales Louis Malardé, portant approbation du budget de l'institut pour l'exercice 1978.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,  
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment l'article 21, 2° et l'article 45, 2e § ;

Vu le décret n° 49-1301 du 26 septembre 1949 portant création de l'institut de recherches médicales des Etablissements français de l'Océanie, promulgué par arrêté n° 1160 APA du 3 novembre 1949 ;

Vu l'arrêté n° 2670 FT du 9 novembre 1961 relatif à la réglementation comptable applicable à l'institut de recherches médicales de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer notamment les articles 149 et 150 ;

Vu le procès-verbal n° 90 I.R.M. du 1er février 1978, de la réunion du conseil d'administration de l'institut de recherches médicales Louis Malardé tenue le 19 janvier 1978 en la bibliothèque de l'institut ;

Vu la délibération n° 2 I.R.M. du 2 février 1978 du conseil d'administration de l'institut de recherches médicales Louis Malardé ;

Dans sa séance du 1er mars 1978,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée la délibération n° 2 I.R.M. du 2 février 1978 du conseil d'administration de l'institut de recherches médicales Louis Malardé portant approbation du budget de l'institut pour l'exercice 1978.

Art. 2.— Le chef du service des finances territoriales, contrôleur financier de l'institut Malardé, le trésorier-payeur général, agent-comptable de l'institut, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

J. AMARU.

Vu et rendu exécutoire,

le 6 mars 1978.

Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 957 AA du 6 mars 1978 rendant exécutoires les délibérations n°s 78-36, 78-37 et 78-38 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Sont rendues exécutoires les délibérations ci-après de la commission permanente de l'assemblée territoriale : - n° 78-36 du 23 février 1978 modifiant la délibération n° 61-124 du 24 octobre 1961 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ; - n° 78-37 du 23 février 1978 modifiant la délibération n° 67-110 du 24 août 1967 portant institution d'un régime de retraite des travailleurs salariés

de la Polynésie française ; - n° 78-38 du 23 février 1978 modifiant la délibération n° 74-11 du 25 janvier 1974 portant institution d'un régime de retraite en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprises.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 mars 1978.

Paul COUSSERAN.

DELIBERATION n° 78-36 du 23 février 1978 modifiant la délibération n° 61-124 du 24 octobre 1961 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment ses articles 44 et 45 ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret modifié n° 57-245 du 24 février 1957 sur la réparation et la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération modifiée n° 61-124 du 24 octobre 1961 fixant les modalités d'application du décret modifié n° 57-245 du 24 février 1957 sur la réparation et la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer, spécialement ses articles 50, 51 et 73 ;

Vu les avis exprimés par le conseil d'administration de la caisse de prévoyance sociale et la commission consultative du travail, lors de leurs séances des 13 décembre 1977 et 17 janvier 1978 ;

Vu la lettre n° 23 TLS du 17 janvier 1978 du conseil de gouvernement, approuvée dans sa séance du 15 février ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 41-78 en date du 23 février 1978 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 février 1978,

Adopte :

Article 1er.— Les dispositions des articles 50, 51 et 73 de la délibération n° 61-124 du 24 octobre 1961 sont abrogées et remplacées par les dispositions ci-après :

"Art. 50.— Les rentes dues pour la réparation d'un accident mortel ou entraînant une réduction de capacité au moins égale à 10 % ne peuvent être calculées sur un salaire annuel inférieur à un salaire de référence fixé à (101 x 2080 x 1,40) 297.055 CFP au 1er janvier 1978.

"Ce salaire de référence sera revalorisé de plein droit en fonction de l'élévation du coût de la vie par application du coefficient de variation de l'indice officiel des prix de détail à la consommation familiale retenu pour l'augmentation du S.M.I.G. "

"Art. 51.— Si le salaire réel annuel de la victime est supérieur au salaire annuel de référence fixé à l'article 50, il n'entre intégralement en compte pour le calcul des rentes que s'il ne dépasse pas trois fois le montant dudit salaire annuel de référence.

" S'il le dépasse, l'excédent n'est compté que pour un tiers. Il n'est pas tenu compte de la fraction dépassant neuf fois le montant du salaire annuel de référence ".

" Art. 73.— La revalorisation des rentes d'accidents du travail ou de maladie professionnelle ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente au moins égale à 10 % est effectuée en fonction de l'élévation du coût de la vie par application du coefficient de variation de l'indice officiel des prix de détail à la consommation familiale retenu pour l'augmentation du S.M.I.G. ".

Art. 2.— Les dispositions de la présente délibération, prise pour servir et valoir ce que de droit, sont applicables pour compter du 1er mars 1978.

Le secrétaire,  
André PORLIER.

Le président,  
John TEARIKI.

*DELIBERATION n° 78-37 du 23 février 1978 modifiant la délibération n° 67-110 du 24 août 1967 portant institution d'un régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française.*

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération modifiée n° 67-110 du 24 août 1967 portant institution d'un régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française, spécialement ses articles 7, 10 et 19 ;

Vu les avis exprimés par le conseil d'administration de la caisse de prévoyance sociale et la commission consultative du travail, lors de leurs séances des 13 décembre 1977 et 17 janvier 1978 ;

Vu la lettre n° 23 TLS du 17 février 1978, approuvée en conseil de gouvernement le 15 février 1978 ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 41-78 en date du 23 février 1978 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 février 1978,

Adopte :

Article 1er.— Les dispositions des articles 7, 10 et 19 de la délibération n° 67-110 du 24 août 1967 sont abrogées et remplacées par les dispositions ci-après :

" Art. 7.— La pension de retraite est calculée d'après l'ensemble des salaires perçus durant l'activité salariée de chaque intéressé. Chaque année, un certain nombre de point de retraite est porté au compte de l'assuré. Ce nombre est obtenu en divisant le montant de la cotisation annuelle de base par le salaire horaire de référence qui est fixé à 101 FCP pour compter du 1er janvier 1978.

" Ce salaire subira les fluctuations du coût de la vie par application du coefficient de variation de l'indice officiel des prix de détail à la consommation familiale retenu pour l'augmentation du S.M.I.G.

" La valeur du point est égale au salaire horaire de référence multiplié par le coefficient obtenu en divisant l'élé-

ment annuel de retraite garanti prévu à l'article 2 par le taux global de cotisation fixée à l'article 28 :

$$VP = \text{Sal. hor. réf.} \times 1,7 = \text{Sal. hor. réf.} \times 0,3777$$

4,5

" En cas de variation de l'indice officiel des prix de détail à la consommation familiale au cours d'une même année, le salaire de référence retenu sera le dernier fixé dans l'année après application des coefficients de variation de cet indice retenus pour l'augmentation du S.M.I.G. ".

" Art. 10.— En ce qui concerne les périodes prévues ci-dessus, le nombre de points pour chaque année de cotisation est obtenu en divisant les cotisations afférentes à l'exercice annuel par le salaire horaire de référence de l'année en cause, tel que défini à l'article 7.

" Le prix de rachat du point sera celui en vigueur au moment de l'opération ".

" Art. 19.— Les dispositions de l'arrêté n° 357 TLS du 8 février 1961 sur l'aide aux vieux travailleurs salariés et les textes modificatifs subséquents continueront à produire effet pour tous ceux d'entre eux admis au bénéfice de ce régime jusqu'à la date limite du 31 mars 1978 ".

Art. 2.— Les dispositions de la présente délibération, prise pour servir et valoir ce que de droit, sont applicables pour compter du 1er février 1978.

Le secrétaire,  
André PORLIER.

Le président,  
John TEARIKI.

*DELIBERATION n° 78-38 du 23 février 1978 modifiant la délibération n° 74-11 du 25 janvier 1974 portant institution d'un régime de retraite en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprises.*

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment ses articles 44 et 45 ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 74-11 du 25 janvier 1974 portant institution d'un régime de retraite en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprises, spécialement son article 4 ;

Vu les avis exprimés par le conseil d'administration de la caisse de prévoyance sociale et la commission consultative du travail, lors de leurs séances des 13 décembre 1977 et 17 janvier 1978 ;

Vu la lettre n° 23 TLS du 17 février 1978, approuvée en conseil de gouvernement le 15 février 1978 ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 41-78 en date du 23 février 1978 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 février 1978,

Adopte :

Article 1er.— Le bénéfice des dispositions de la délibération n° 74-11 du 25 janvier 1974 portant institution d'un

régime de retraite en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprises est étendu aux membres des professions libérales.

Art. 2.— Les dispositions de l'article 4 de la délibération n° 74-11 du 25 janvier 1974 sont abrogées et remplacées par les dispositions ci-après :

" Art. 4.— Le bénéficiaire qui désire racheter des cotisations pourra le faire s'il justifie de dix ans d'activité professionnelle ayant donné lieu à cotisation. Toutefois, et jusqu'au 31 décembre 1982, ce rachat pourra être effectué sans condition d'ancienneté ".

Art. 3.— Les dispositions de la présente délibération, prise pour servir et valoir ce que de droit, sont applicables pour compter du 1er mars 1978.

Le secrétaire,  
André PORLIER.

Le président,  
John TEARIKI.

ARRETE n° 974 FT du 7 mars 1978 portant extension des attributions d'une régie d'avances.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3050 AE du 20 septembre 1966 instituant une régie d'avances pour le paiement de la subvention au transport du coprah ;

Vu l'arrêté n° 4092 FT du 20 décembre 1972 chargeant le gestionnaire de la régie du règlement de la subvention due aux armateurs pour le transport des hydrocarbures ;

Vu l'arrêté n° 5630 AE du 29 septembre 1976 portant extension des attributions de la régie d'avances créée par arrêté n° 3050 du 20 septembre 1976 ;

Vu la décision n° 150 du 22 février 1978 portant réglementation des prix de vente de certaines denrées alimentaires importées ;

Sur proposition du chef du service des affaires économiques ;

Vu l'accord du trésorier-payeur général,

Arrête :

Article 1er.— Les frais de transport des produits cités à l'article 1 de la décision n° 150 du 22 février 1978 seront réglés aux armateurs par la régie d'avances créée par arrêté n° 3050 AE du 20 septembre 1966.

Art. 2.— Le montant maximal de cette régie d'avances est porté à vingt quatre millions de francs.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 mars 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 983 DOM du 7 mars 1978 désaffectant une parcelle du domaine militaire de Mahina et autorisant l'échange sans soulte avec un terrain appartenant à la mission catholique de Tahiti sis à Arue.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'instruction ministérielle n° 15092 CAB/AM du 14 août 1952 relative à l'affectation et la désaffectation des immeubles domaniaux de l'Etat ;

Vu la décision ministérielle n° 000033 DEF/DCG/D du 5 janvier 1978 autorisant l'échange d'une parcelle du domaine militaire avec un terrain de la mission catholique ;

Vu le code du domaine de l'Etat ;

Vu l'avis du service des domaines ;

Vu le décret du 25 juin 1934 réglementant le transfert des propriétés immobilières dans le territoire,

Arrête :

Article 1er.— Est désaffectée et remise au domaine privé de l'Etat, en vue d'un échange sans soulte, une parcelle de terrain détachée du domaine militaire dénommée " Centre Technique du C.E.A. ", sise à Mahina, d'une superficie de 26.232 m<sup>2</sup>, telle que cette parcelle figure au plan dressé le 30 janvier 1978 par le service topographique de la D.I.M. en Polynésie française.

Art. 2.— Est autorisé l'échange sans soulte de la parcelle indiquée ci-dessus avec une parcelle de terre de 8.744 m<sup>2</sup> dépendant de la terre Papaoa, sis à Arue, et appartenant au conseil d'administration de la mission catholique de Tahiti.

Art. 3.— Tous les frais et honoraires de l'échange seront à la charge de l'Etat - ministère de la défense.

Art. 4.— Le chef du service des domaines-Etat et le directeur de l'infrastructure et du matériel en Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 mars 1978.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 989 FT du 7 mars 1978 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 74-27 du 7 mars 1974 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant création d'un établissement public territorial dénommé Musée de Tahiti et des îles ;



Vu la délibération n° 77-9 du 5 décembre 1977 du conseil d'administration du Musée de Tahiti et des îles, rendue exécutoire par arrêté n° 149 SGA/AA du 22 février 1978, adoptant le budget de l'exercice 1978 ;

Vu les inscriptions budgétaires,

**Arrête :**

Article 1er.— Une subvention de *douze millions cinq cent vingt cinq mille francs* (12.525.000) est accordée pour l'année 1978 au musée de Tahiti et des îles.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement: chapitre 43-01, article 50, exercice 1978.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 990 FT du 7 mars 1978 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires,

**Arrête :**

Article 1er.— Une subvention de *trois millions de francs* (3.000.000 F) est accordée à l'école de musique.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 44-01, article 50, exercice 1978.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1028 FT du 9 mars 1978 autorisant le versement d'un fonds de concours.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu les inscriptions budgétaires,

**Arrête :**

Article 1er.— Est autorisé le versement à l'Office des postes et télécommunications d'un fonds de concours de *trois millions deux cent quarante mille francs* (3.240.000 F) pour la rémunération pendant l'année 1978 des gérants de stations radios électriques ouvertes à la demande du territoire.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 43-01, article 60, exercice 1978.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*

par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1030 DOM du 9 mars 1978 autorisant l'aliénation au profit de Mme Jeanne Vahinetua Teaha, d'une parcelle de terrain dépendant du domaine militaire à Pirae.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'instruction ministérielle n° 15092 CAB/AM du 14 août 1952 relative à l'affectation et à la désaffectation des immeubles domaniaux de l'Etat ;

Vu la décision ministérielle n° 2786 D du ministère des armées en date du 19 juin 1969 ;

Vu l'arrêté n° 2964 CAB/MIL du 13 octobre 1970 désaffectant deux parcelles du domaine privé militaire ;

Vu l'arrêté n° 1016 DOM du 8 mars 1977 portant modification de l'arrêté n° 2964 CAB/MIL du 13 octobre 1970 ;

Vu l'arrêté n° 446 DOM du 1er février 1978,

**Arrête :**

Article 1er.— Est autorisée, au profit de Mme Jeanne Vahinetua Teaha, l'aliénation d'une parcelle de terrain dépendant du domaine militaire dite " Vaiaa 1 " (lot A) à Pirae, d'une superficie de 50,40 m<sup>2</sup>, moyennant le prix principal de *cinquante mille quatre cents francs* (50.400 F).

Telle que ladite parcelle figure en teinte rouge au plan dressé le 20 septembre 1961 par le géomètre C. Helme.

Art. 2.— Tous les frais, droits et honoraires de cette opération seront à la charge de l'acquéreur.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 9 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1031 DOM du 9 mars 1978 *autorisant l'aliénation au profit de M. et Mme Terimake Faraire d'une parcelle de terrain dépendant du domaine militaire à Pirae.*

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'instruction ministérielle n° 15092 CAB/AM du 14 août 1952 relative à l'affectation et la désaffectation des immeubles domaniaux de l'Etat ;

Vu la décision ministérielle n° 2786 D du ministère des armées en date du 19 juin 1969 ;

Vu l'arrêté n° 2964 CAB/MIL du 13 octobre 1970 désaffectant deux parcelles du domaine privé militaire ;

Vu l'arrêté n° 1016 DOM du 8 mars 1977 portant modification de l'arrêté n° 2964 CAB/MIL du 13 octobre 1970 ;

Vu l'arrêté n° 446 DOM du 1er février 1978,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée, au profit de M. et Mme Terimake Faraire, l'aliénation d'une parcelle de terrain dépendant du domaine militaire dite " Vaiaa 1 " (lot C) à Pirae, d'une superficie de 42 m<sup>2</sup>, moyennant le prix principal de *quarante deux mille francs* (42.000 F).

Telle que ladite parcelle figure en teinte rouge au plan dressé le 20 septembre 1961 par le géomètre C. Helme.

Art. 2.— Tous les frais, droits et honoraires de cette opération seront à la charge des acquéreurs.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 9 mars 1978.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1035 J du 9 mars 1978 *accordant un congé à Maître Lejeune (Marcel) notaire, et portant nomination de M. Redon Yves en qualité d'intérimaire.*

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la demande de congé de Me Lejeune en date du 7 mars 1978 ;

Vu l'article 88 du décret n° 57-1002 du 12 septembre 1957 déterminant le statut du notariat en Polynésie française ;

Vu l'avis de M. le procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel, chef du service judiciaire,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 3 avril 1978, un congé de trois semaines est accordé à Me Lejeune (Marcel) notaire à Papeete.

Art. 2.— A compter de la même date et pendant l'absence de Me Lejeune, Me Redon Yves est nommé notaire intérimaire. Il cessera ses fonctions deux jours après le retour du notaire titulaire.

Avant d'entrer en fonctions, Me Redon prêtera le serment d'usage.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 9 mars 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1036 AA du 9 mars 1978 *rendant exécutoire la délibération n° 78-33 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.*

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, Chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 78-33 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale modifiant la délibération n° 75-24 du 25 janvier 1975 portant création du fonds spécial pour l'amélioration de la cocoteraie.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 mars 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 78-33 du 23 février 1978 *modifiant la délibération n° 75-24 du 25 janvier 1975 portant création du fonds spécial pour l'amélioration de la cocoteraie.*

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 75-24 du 25 janvier 1975 portant création du fonds spécial pour l'amélioration de la cocoteraie ;

Vu la délibération n° 78-25 du 2 février 1978 modifiant la délibération n° 75-24 du 25 janvier 1975 susvisée ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre 030 du 22 février 1978 du conseil de gouvernement approuvée en séance le même jour ;

Vu le rapport n° 39-78 de la commission permanente en date du 23 février 1978 ;

Dans sa séance du 23 février 1978,

Adopte :

Article 1er.— Les articles 1er et 4 de la délibération n° 75-24 du 25 janvier 1975 sont modifiés ainsi qu'il suit :

" article 1er nouveau

Il est créé en Polynésie française un fonds spécial pour l'amélioration de la cocoteraie.

Article 4 nouveau

Les dépenses du fonds sont constituées :

- 1 - par le financement des programmes de recherche dont l'exécution pourra éventuellement être confiée à un organisme spécialisé ;
- 2 - par le financement de la création et l'entretien de champs semenciers ;
- 3 - par les travaux d'aménagement, d'amélioration et d'entretien de la cocoteraie, y compris les frais de main-d'œuvre et de personnel ;
- 4 - par l'acquisition et l'entretien de tous matériels ;
- 5 - par l'acquisition de matériaux ;
- 6 - par l'attribution de primes,

a) au renouvellement ainsi qu'à l'extension avec ou sans défrichement de cocoteraies et par la distribution d'engrais.

b) à l'équipement des coopératives.

- 7 - par le paiement des frais de transport de manutention et de déplacements ;
- 8 - par les frais de secrétariat du fonds."

Art. 2.— Il est ajouté après l'article 7 de la délibération n° 75-24 du 25 janvier 1975 un article 7 bis intitulé comme suit :

" Article 7 bis

Des arrêtés du conseil de gouvernement seront pris pour l'application des dispositions de la présente délibération "

Art. 3.— La délibération n° 78-25 du 2 février 1978 est abrogée.

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,  
André PORLIER.

Le président,  
John TEARIKI.

ARRETE n° 1037 FT du 9 mars 1978 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 49-1301 du 26 septembre 1949 portant création de l'Institut de recherches médicales des Etablissements français de l'Océanie promulgué par arrêté n° 1160 APA du 3 novembre 1949 ;

Vu l'arrêté n° 2670 FT du 9 novembre 1961 relatif à la réglementation comptable applicable à l'Institut de recherches médicales de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 184 IRM/FT du 6 mars 1978 approuvant le budget 1978 de l'Institut de recherches médicales " Louis Malardé " ;

Vu les inscriptions budgétaires,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de quarante quatre millions de francs (44.000.000) est accordée pour l'année 1978 à l'Institut de recherches médicales " Louis Malardé ".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget territorial chapitre 43-01, article 10, exercice 1978.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 mars 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1038 FT du 9 mars 1978 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, Chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justifications présentées,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de cinq millions cinq cent cinquante mille francs (5.550.000) est accordée pour l'année 1978 à l'académie tahitienne Fare Vanaa.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 44-01, article 33, exercice 1978.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 mars 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1057 AA du 10 mars 1978 modifiant l'arrêté n° 675 AA du 15 février 1978 portant désignation des présidents des bureaux de vote pour l'élection des députés représentant le territoire de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Vu l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer modifiée et complétée par les lois n° 59-959 du 31 juillet 1959, n° 61-819 du 29 juillet 1961, n° 66-1023 du 29 décembre 1966 et n° 77-1340 du 8 décembre 1977 ;

Vu le décret modifié n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 ;

Vu le décret n° 78-66 du 28 janvier 1978 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des députés représentants à l'Assemblée nationale des territoires de la Polynésie française et des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 674 AA du 15 février 1978 relatif aux bureaux de vote pour les élections législatives des 12 et 26 mars 1978 ;

Vu l'arrêté n° 675 AA du 15 février 1978 portant désignation des présidents des bureaux de vote pour l'élection des députés représentant le territoire de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 675 AA du 15 février 1978 susvisé est ainsi modifié :

Au lieu de :

#### DEUXIEME CIRCONSCRIPTION (EST)

##### B - SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES MARQUISES

###### 1 - Commune de Nuku-Hiva

*Bureau de vote de Taipivai*

Président : Toata Tekohuaitiiku

*Bureau de vote de Hatiheu*

Président : Toata Tekohuatiikuku

Lire :

#### DEUXIEME CIRCONSCRIPTION (EST)

##### B - SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES MARQUISES

###### 1 - Commune de Nuku-Hiva

*Bureau de vote de Taipivai*

Président : Haiti Ernest

*Bureau de vote de Hatiheu*

Président : Katupa Severin.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence, partout où besoin sera.

Papeete, le 10 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1065 DOM du 10 mars 1978 autorisant l'aliénation au profit de particuliers d'une parcelle de terrain dépendant du domaine militaire à Pirae.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'instruction ministérielle n° 15092 CAB/AM du 14 août 1952 relative à l'affectation et la désaffectation des immeubles domaniaux de l'Etat ;

Vu la décision ministérielle n° 2786 D du ministère des armées en date du 19 juin 1969 ;

Vu l'arrêté n° 2964 CAB/MIL du 13 octobre 1970 désaffectant deux parcelles du domaine privé militaire ;

Vu l'arrêté n° 1016 DOM du 8 mars 1977 portant modification de l'arrêté n° 2964 CAB/MIL du 13 octobre 1970 ;

Vu l'arrêté n° 446 DOM du 1er février 1978,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée, au profit de Mme Faustine Bernadino épouse Tchat, Mme Emélie Bernadino épouse Tairui et M. Valentin a Tepa, l'aliénation d'une parcelle de terrain dépendant du domaine militaire dite " Vaiaa 1 " (lot B) à Pirae, d'une superficie de 33,60 m<sup>2</sup>, moyennant le prix principal de trente trois mille six cents francs (33.600 F).

Telle que ladite parcelle figure en teinte rouge au plan dressé le 20 septembre 1961 par le géomètre C. Helme.

Art. 2.— Tous les frais, droits et honoraires de cette opération seront à la charge du territoire.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1066 FT du 10 mars 1978 accordant une avance sur subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires,

**Arrête :**

Article 1er.— Une avance de quatre millions de francs (4.000.000 F) sur sa subvention 1978 est accordée au comité territorial des sports.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 44-01, article 13, exercice 1978.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*

*Par délégation :*

*Le secrétaire général,*

**J.-R. GARNIER.**

ARRETE n° 1067 FT du 10 mars 1978 accordant une subvention.

**Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,**

**Officier de la Légion d'Honneur,**

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justifications présentées,

**Arrête :**

Article 1er.— Une subvention de sept millions deux cent mille francs (7.200.000 F) est accordée à l'enseignement Sanito pour le fonctionnement de ses centres de formation préprofessionnelle et professionnelle pendant l'année 1978.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 46-11, article 40, exercice 1978.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*

*Par délégation :*

*Le secrétaire général,*

**J.-R. GARNIER.**

**DECISION n° 189 TP du 13 mars 1978 déclarant cessibles immédiatement les parcelles de terre nécessaires à la réalisation des travaux de raccordement de la route de ceinture à la route de dégagement Ouest de Papeete, ainsi que de certaines suremprises et de voies de désenclavement nécessitées par cet ouvrage, dans la commune de Punaauia.**

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-63 du 30 juillet 1976 approuvant les projets, plans et devis relatifs à la réalisation des travaux de raccordement de la route de ceinture à la route de dégagement Ouest de Papeete, rendue exécutoire par arrêté n° 4967 AA du 25 août 1976 ;

Vu la convention n° 71-121 du 2 avril 1971 passée entre le territoire de la Polynésie française et la société d'équipement de Tahiti et des îles (S.E.T.I.L.) en vue de la réalisation des réserves foncières et ses avenants n°s 5 et 6 des 22 novembre 1976 et 77-404 du 23 novembre 1977 ;

Vu l'arrêté n° 7234 TP du 3 décembre 1976 ordonnant les enquêtes conjointes, administrative préalable à la déclaration d'utilité publique, et parcellaire, concernant la réalisation des travaux de raccordement de la route de ceinture à la route de dégagement Ouest de Papeete ;

Vu le rapport de la commission d'enquête ;

Vu l'arrêté n° 1354 TP du 24 mars 1977 déclarant d'utilité publique les travaux de raccordement de la route de ceinture à la route de dégagement Ouest de Papeete, dans la commune de Punaauia ;

Vu l'arrêté n° 248 TP du 28 octobre 1977 ordonnant la publication des plans des parcelles de terrain nécessitées par des suremprises et la création de voies de désenclavement concernant la réalisation des travaux de raccordement de la route de ceinture à la route de dégagement Ouest de Papeete, dans la commune de Punaauia ;

Vu le dossier constitué par les plans parcellaires et un répertoire des propriétés situées sur la commune de Punaauia, dont la cession est nécessaire en totalité ou en partie pour exécuter cette opération, lequel dossier précise :

1°) - la superficie des propriétés atteintes ;

2°) - les noms des propriétaires tels qu'ils sont inscrits à la matrice des rôles ;

Vu les pièces constitutives des dossiers des enquêtes précitées ;

Vu les procès-verbaux des commissions d'enquête créées en application de l'article 6 de l'arrêté n° 7234 TP du 3 décembre 1977 et de l'article 5 de l'arrêté n° 248 TP du 28 octobre 1977 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 22 février 1978,

**Décide :**

Article 1er.— Sont déclarées cessibles immédiatement, conformément aux dossiers ci-dessus visés, les parcelles de terre sises dans la commune de Punaauia et nécessaires à la réalisation des travaux de raccordement de la route de ceinture à la route de dégagement Ouest de Papeete, ainsi que de certaines suremprises et de voies de désenclavement nécessitées par cet ouvrage, telles que ces parcelles sont désignées au tableau ci-après :

N° du plan parcellaire	Désignation des terres	Superficies à acquérir	Noms des propriétaires connus ou supposés (tels que ces renseignements ont été recueillis par l'expropriant)	Observations
02	Teiviroa 2, Ariitu 1 parcelles A	172 m2	M. Pépé Tchen et Mme Lopez Evelyne son épouse	
03	Teiviroa 2, Ariitu 1 parcelles B	545 m2	Mme Veuve Pierre Fagu née Crane Patricia	
04	Ariitu 3 (partie)	1.270 m2	Mme Chungue Ginette épouse Siu	
05	Atipuhi lot 1	1.090 m2	M. Paraurahi Urei, Tematahau Tehahe, Mme Te- rouru Taimoe	
06	Atipuhi lot 2	276 m2	Mlle Jordan Françoise	
07	Tunaiti 1 lot 1	416 m2	Consorts Irea Fuller	Jugement en cours
08	Tunaiti 2 lot 1	1.476 m2	Consorts Irea Fuller	Jugement en cours
09	M. Deam Yven Chau	396 m2	M. Dean Yven Chau	
09	Tefautea	396 m2	M. Dean Yven Shan	
10	Tefautea	550 m2	Succession William Fuller	
11	Tepaturoa	400 m2	M. Félix Fuller et Mme Eugénie Galenon son épouse	
12	Outuroa Atiio 1	896 m2	Société com. immob. africaine des chargeurs réunis	
13	Atiio 2 (partie)	20 m2	Société com. immob. africaine des chargeurs réunis	
14	Outuroa Atiio 1	513 m2	M. Eric Drollet et Mme Isabelle Puairau son épouse	
15	Atiio 2 (partie)	500 m2	Mme Lucas Madeleine Cécile	
16	Tenupa, Tahaumareva, Tapatate, Teruatata, Rahaupara	2.389 m2	Conseil d'administration de la mission catholique	
17	Tearu 1 (partie)	1.427 m2	Mme Amélie Kainuku épouse David	
18	Tenupa, Tahaumareva, Tapatate, Teruatatara- haupara	1.680 m2	Mme Amélie David née Kainuku épouse M. Jean David	
19	Tepaehehe Mataanaana	1.601 m2	Succession Viriamu Fuller	Jugement en cours
20	Mataanaana et Tearofai (partie)	360 m2	Mme Veuve Hayem née Brault	
21	Teava (partie)	194 m2	M. Francis Fuller et Mme Marthe Vivish son épouse	
22	Tepua (partie)	148 m2	Mme Veuve Hayem	
23	Teari Taputuarai	110 m2	M. Gratien Taputuarai	
23 bis	Teari Taputuarai	84 m2	Mme Veuve Aroarii Taputuarai	
24	Punaauia	48 m2	M. Taputuarai Antonio	
24 bis	Punaauia	33 m2	Consorts Taputuarai	
25	Mataanaana	224 m2	Héritiers Raitae-Fuller	
26	Mataanaana et Tearaofai (partie)	542 m2	Succession Fuller S.C.I. Mataanaana en cours de revendication	
27	Teaoa (partie)	408 m2	Mme Maeva Fuller épouse Dauphin Léopold	
28	Tepua (partie)	407 m2	M. Jean Bres	
29	Teari Taputuarai	647 m2	Succession Teari Taputuarai	
30	Taputuarai	305 m2	M. Atoni Taputuarai et Mme Teata a Raa son épouse	
31	Teari Taputuarai	363 m2	M. Atoni Taputuarai	
32	Punaauia (Partie route Taina)	4 m2	SCET COOP	
34	Punaauia (Partie)	209 m2	Mme Marthe Collos épouse Savoie	
35	Dom. Vaipoo	238 m2	SCI Papearia du front de mer	
42	Papearia			
36	Punaauia lot G parcelle 1	22 m2	M. Léogite Stéphane	
37	Dom. Papearia lot 14	154 m2	Mlle Gooding Frideane, M. Gooding Gilles	
44	Dom. Vaipoo ou Papearia lot 14	31 m2	Mlle Gooding	
39	Dom. Vaipoo			
46	ou Papearia lot 15	175 m2	Mme Christine Smidt épouse Brémont Jean	
40	Punaauia	26 m2	M. Rey Joseph Louis et Mme Bally Germaine son épouse	
41	Dom. Papearia (partie)	217 m2	Mme Marie Voirin épouse Massal	

N° du plan parcellaire	Désignation des terres	Superficies à acquérir	Noms des propriétaires connus ou supposés (tels que ces renseignements ont été recueillis par l'expropriant)	Observations
43	Papeari (Marina "Lotus")	1.939 m2		
45	»		SCI "Lotus"	
48	»			
47	Papearia	101 m2	M. Tracqui Pierre, Mme Jeanine Fond son épouse	
49	Papearia	64 m2	Mme Suzanne Chabain	
50	Papearia lot 18	113 m2	M. Claude Roux	
51	Papearia lot 3	62 m2	M. Marcel Izyschmart	
52	Papearia lot 19	178 m2	SCI "Résidence Lotus"	
53	Papearia lot 4	40 m2	M. Renaud Laroche	
54	Papearia lot 9	37 m2	M. Resnay Nicolas	
55	Papearia lot 5	170 m2	Mme Teraiefa Teamotuaitau dite Pépé	
56	Papearia lot 10	35 m2	M. Charles Pambrun	
57	Papearia lots 19 et 20	542 m2	Succession M. Carl Rehnborg	
58	Papearia lot 11	21 m2	M. Georges Pambrun dit Tetua	
60	Papearia lot 12	14 m2	M. Henri Charles Pambrun	

Art. 2.— M. le chef du service des travaux publics, des mines, de l'infrastructure et de l'aménagement, M. le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, M. le maire de Punaauia, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 13 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 13 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*  
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 190 E du 13 mars 1978 déclarant cessibles immédiatement les parcelles de terres supplémentaires nécessaires à la réalisation de deux accès aux propriétés enclavées dans le quartier Ahititera.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 6796 TP du 15 novembre 1976 ordonnant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire ;

Vu l'arrêté n° 799 TP du 23 février 1977 déclarant d'utilité publique les travaux de désenclavement du quartier Ahititera à Arue, et cessibles immédiatement les parcelles nécessaires à la réalisation des travaux ;

Vu l'arrêté n° 401 TP du 26 décembre 1977 ordonnant une enquête parcellaire complémentaire relative à l'acquisition de deux parcelles supplémentaires de la terre Faretahora, et nécessaires dans le cadre de l'opération " Désenclavement Ahititera " à la réalisation de voies d'accès à des propriétés enclavées ;

Vu les pièces constitutives du dossier d'enquête parcellaire ;

Vu le procès-verbal de la commission d'enquête parcellaire complémentaire en date du 13 février 1978 ;

En ayant délibéré en sa séance du 8 mars 1978,

**Arrête :**

Article 1er.— Sont déclarées cessibles immédiatement, conformément aux plans parcellaires susvisés, les propriétés ou parcelles de terre ci-après désignées et nécessaires aux travaux de réalisation de voies d'accès à des propriétés enclavées, dans le cadre de l'opération " Désenclavement du quartier Ahititera " dans la commune d'Arue.

N° et désignation de la terre	Superficie	Noms des propriétaires
1 a) : Faretahora	22 m2	Héritiers et ayants droit de Vahinerii Domingo et de Tetuaitea à Raihauhi
b) : (parcelles)	98 m2	
Total	120 m2	

Art. 2.— Le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, le maire d'Arue, le chef de service de l'équipement et le chef du service des domaines et de l'enregistrement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de



l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 13 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*  
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 191 CD du 13 mars 1978 approuvant le rôle de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, de la perception des îles du Vent, perçu au profit du budget local, pour l'exercice 1978.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs subséquents, notamment les articles 100 et 160 bis ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6132 FT du 23 décembre 1977 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget local ordinaire de l'exercice 1978 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur général ;

En ayant délibéré en séance du 8 mars 1978,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvé le rôle de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, de la perception des îles du Vent, perçu au profit du budget local, pour l'exercice 1978, et s'élevant à la somme totale de : cinq millions neuf cent trois mille huit cent treize francs (5.903.813.—) savoir :

#### PERCEPTION DES ILES DU VENT

##### Rôle n° 11 — Exercice 1978

##### I — Recettes du budget local :

Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	5.891.273 »
Total	5.891.273 »

##### II — Recettes à imputer au compte n° 61-06 :

Sommes à répartir	12.540 »
Total	12.540 »

Total de la perception 5.903.813 »

TOTAL GENERAL 5.903.813 »

La date de mise en recouvrement du rôle visé ci-dessus est fixée au 31 mars 1978.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 13 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*  
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 192 AC.DIR/INFRA du 13 mars 1978 approuvant le dossier technique concernant la construction d'une aérogare et d'un logement ainsi que la réalisation du balisage lumineux sur l'aérodrome de Manihi (Archipel des Tuamotu).

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le dossier technique d'aménagement de l'aérodrome de Manihi comprenant en particulier les plans SIA n°s 2434, 2449, 2450/01, 2450/02, 2451, les détails estimatifs, la notice explicative et les devis descriptifs ;

Sur la proposition du directeur de l'aviation civile ;

En ayant délibéré dans sa séance du 8 mars 1978,

Décide :

Article unique.— Le dossier technique relatif à la construction d'une aérogare, d'un logement et d'un bâtiment technique ainsi que la réalisation du balisage lumineux sur l'aérodrome de Manihi est approuvé.

Papeete, le 13 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 13 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*  
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 193 SCG du 13 mars 1978 relative à l'envoi sur le territoire d'une mission chargée d'analyser sur place les besoins de la navigation interinsulaire et de définir les spécifications des navires susceptibles de répondre à ces besoins.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 8 mars 1978,

Décide :

Article 1er.— Une mission chargée d'analyser sur place les besoins de la navigation interinsulaire et de définir les spécifications des navires susceptibles de répondre à ces besoins, se rendra sur le territoire dans la troisième semaine du mois de mars et pour une durée d'une quinzaine de jours.

Art. 2.— Elle sera composée de trois missionnaires dont les frais de transport, y compris à l'intérieur de la Polynésie française, et les frais d'hébergement seront à la charge du territoire.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget territorial, chapitre 39-10, article 80.

Art. 4.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 13 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 13 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*  
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 195 PECHE du 13 mars 1978 ouvrant la pêche des trocas dans les lagons de Moorea.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu l'arrêté n° 836 ELV du 11 avril 1962 interdisant la pêche des trocas en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1449 AA du 2 mai 1967 portant création et organisation du service de la pêche ;

Vu l'arrêté n° 145 AA du 13 janvier 1971 rendant exécutoire la délibération n° 70-112 du 29 octobre 1970 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, réglementant la pêche du troca ;

En ayant délibéré dans sa séance du 8 mars 1978,

Arrête :

Article 1er.— La pêche du troca dans les lagons de Moorea est ouverte à compter du 28 mars 1978 jusqu'à concurrence des quotas de pêche suivantes :

- Afareaitu	:	10 tonnes
- Paopao	:	10 tonnes
- Haapiti	:	16 tonnes
- Papetoai	:	15 tonnes
- Teavaro	:	5 tonnes

56 tonnes

Art. 2.— La pêche sera fermée par décision du chef du service de la pêche dès que les quotas indiqués à l'article 1er seront atteints pour chacun des secteurs sans pour autant se prolonger au delà du 31 mai 1978.

Art. 3.— Les jours et horaires de pêche seront fixés par le comité de surveillance de chaque secteur de pêche considéré en accord avec le service de la pêche (annexes).

Art. 4.— Est interdite la pêche des trocas :

- situés dans les zones de réserve ;
- marqués pour les recherches scientifiques ;
- de taille inférieure à 8 cm, mesurés à leur base et dans leur diamètre le plus grand ;
- en dehors des jours et heures fixés à l'article 3 précédent.
- de taille supérieure à 12 centimètres, mesurés à leur base et dans leur diamètre le plus grand ;

Art. 5.— Les coquilles de trocas devront être débarrassées de leurs corps soit par immersion dans l'eau bouillante pendant 15 à 20 minutes soit à l'aide d'un crochet métallique.

Tout troca dont le temps d'immersion dans l'eau bouillante aura été supérieur à trente minutes sera considéré comme invendable et sera détruit par les agents de contrôle du service de la pêche.

Art. 6.— Seront seuls autorisés à acheter des trocas les titulaires munis de cartes professionnelles d'acheteurs de trocas délivrées par le chef du service de la pêche.

Art. 7.— Tous les trocas pêchés doivent être présentés au comité de surveillance des ventes et leur origine authentifiée par un certificat délivré par le maire.

Art. 8.— Sur les lieux de plonge, le transport du troca vivant ou non est interdit entre le coucher et le lever du soleil. Toutefois, l'embarquement et le transport des trocas qui ont été présentés et agréés par le comité de surveillance des ventes sont autorisés à tout moment.

Art. 9.— La surveillance de la pêche des trocas sera exercée par les agents du service de la pêche.

Art. 10.— L'application des peines en cas d'infractions sera celle prévue par la délibération n° 70-112 du 29 octobre 1970 de l'assemblée territoriale.

Art. 11.— Le chef de la subdivision des îles du Vent, le chef du service de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

*Le haut-commissaire,*  
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 198 AA du 13 mars 1978 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive piroguiers de Faaa-Tere Matai.

Vu la lettre du 9 février 1978 de M. H. Laughlin, président de l'association sportive piroguiers de Faaa-Tere Matai ;

En ayant délibéré dans sa séance du 8 mars 1978,

Arrête :

Article 1er.— M. H. Laughlin, président de l'association sportive piroguiers de Faaa-Tere-Matai, est autorisé

à organiser une tombola au capital d'émission de 22.000.000 francs composé de 220.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le vendredi 14 juillet 1978 à Papeete.

Art. 2.— Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné aux œuvres de l'association sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de 10 billets. Tout vendeur d'un carnet aura droit à un billet gratuit.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront les suivants :

1er lot	5.000.000
2e lot	1.000.000
3e lot	1.000.000
4e lot	500.000
5e lot	500.000
6e lot	100.000
7e lot	100.000
8e lot	100.000
9e lot	100.000
10e lot	100.000
11e lot	50.000
12e lot	50.000
13e lot	50.000
14e lot	50.000
15e lot	50.000

ARRETE n° 1068 BAC du 13 mars 1978 fixant les indemnités maximales pour l'exercice des fonctions de maire et adjoint.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971, relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef lieu Papeete ;

Vu le décret du 18 mai 1945 érigeant en commune de plein exercice la commune d'Uturoa ;

Vu l'arrêté n° 173 AA du 30 juin 1965 instituant les communes de Faaa et Pirae ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française et notamment son article 3 rendant applicable à la Polynésie française, dans une rédaction spécifique, l'article L 123.4 du code des communes,

Arrête :

Article 1er.— Les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions de maire et adjoint des communes de la Polynésie française sont fixées par référence aux indices

des traitements des fonctionnaires des corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française conformément au tableau ci-après :

Population de la commune	Indemnités des maires Indices de référence (Majorés du 1er juillet 1976)	Indemnités des adjoints Pourcentage de l'indemnité du maire
moins de 501 habitants	55	50 %
de 501 à 1.000 habitants	70	50 %
de 1.001 à 2.000 habitants	90	50 %
de 2.001 à 3.000 habitants	120	50 %
de 3.001 à 5.000 habitants	150	45 %
de 5.001 à 9.000 habitants	180	40 %
de 9.001 à 15.000 habitants	210	40 %
de 15.001 à 30.000 habitants	260	40 %

Art. 2.— Conformément aux dispositions de l'article L 153.4 du code des communes, le maire-délégué d'une commune associée perçoit l'indemnité correspondant à l'exercice effectif des fonctions de maire fixée conformément au tableau ci-dessus et compte tenu de la population de la commune associée.

Art. 3.— Les conseils municipaux ont la faculté de décider, par délibération, d'allouer aux maires, adjoints et maires-délégués des indemnités constantes au cours de l'année civile nonobstant les variations subies par le barème de rémunération des fonctionnaires des corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Dans ce cas, les indemnités sont calculées par application du barème de rémunération en vigueur au 1er janvier de l'année civile.

Art. 4.— Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et notamment l'arrêté modifié n° 2925 BAC du 18 septembre 1972, prend effet à compter du 1er mars 1978.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 13 mars 1978.

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 201 CD du 14 mars 1978 approuvant le rôle de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, de la perception des îles Sous-le-Vent, perçu au profit du budget local, pour l'exercice 1978.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier et les actes modificatifs subséquents, notamment les articles 150 et 160 bis ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6132 FT du 23 décembre 1977 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget local ordinaire de l'exercice 1978 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur général ;

En ayant délibéré en séance du 8 mars 1978,

### Arrête :

Article 1er.— Est approuvé le rôle de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, de la perception des Iles Sous-le-Vent, perçu au profit du budget local, pour l'exercice 1978, et s'élevant à la somme totale de : *cent trente-quatre mille sept cent soixante-trois francs (134.763.—)*, savoir :

#### PERCEPTION DES ILES SOUS-LE-VENT

##### Rôle n° 12 — Exercice 1978

##### I — Recettes du budget local :

Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	133.763 »
Total	133.763 »

##### II — Recettes à imputer au compte n° 61-06 :

Sommes à répartir	995 »
Total	995 »

Total de la perception.	134.763 »
-------------------------	-----------

TOTAL GENERAL	134.763 »
---------------	-----------

La date de mise en recouvrement du rôle visé ci-dessus est fixée au 31 mars 1978.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 14 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1096 PLAN du 14 mars 1978 *allouant une subvention à l'association maison des jeunes - maison de la culture de Polynésie française pour la création d'une unité cinématographique.*

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la résolution n° 17 du 28 juin 1977 du comité directeur du FIDES ;

Vu la décision n° 1531 du 16 janvier 1978 de l'ordonnateur principal portant délégation de crédits,

### Arrête :

Article 1er.— Une subvention d'un montant de *cent soixante dix mille FF (170.000.—)*, soit *trois millions quatre vingt dix mille neuf cent neuf (3.090.909)*, sur la tranche 1977 de la section générale du FIDES, est allouée à l'association "maison des jeunes - maison de la culture" de Polynésie française pour la création d'une unité cinématographique.

Art. 2.— La présente subvention sera versée en une seule fois au compte de l'association, n° 1224/35941 S chez la banque de l'Indochine et de Suez.

La dépense correspondante est imputable au chapitre 7074, article 9, du programme 1976-1980, tranche 1977, de la section générale du FIDES.

Art. 3.— Le chef du service du plan, ordonnateur secondaire délégué du FIDES, et le trésorier-payeur général de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1110 AA du 14 mars 1978 *rendant exécutoires les délibérations n°s 78-34 et 78-35 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.*

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

### Arrête :

Article 1er.— Sont rendues exécutoires les délibérations ci-après de la commission permanente de l'assemblée territoriale : - n° 78-34 du 23 février 1978 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique (construction de logements sociaux au lotissement Tahina à Uturoa-Raiatea), - n° 78-35 du 23 février 1978 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique (construction de logements sociaux à Tautira).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

**DELIBERATION n° 78-34 du 23 février 1978 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 portant organisation de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 26 FT du 17 février 1978 du conseil de gouvernement approuvée en séance du 15 février 1978 ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 40-78 en date du 23 février 1978 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 février 1978,

**Adopte :**

Article 1er.— Le haut-commissaire, chef du territoire, est habilité à signer une convention de prêt de cent soixante sept millions CP (167.000.000 CP) soit neuf millions cent quatre vingt cinq mille francs français (9.185.000 FF) avec la caisse centrale de coopération économique pour le financement des travaux de construction de 50 logements sociaux au lotissement Tahina à Uturoa (Raïatea).

Art. 2.— Afin de permettre le remboursement de ce prêt, le territoire s'engage à inscrire chaque année au budget les sommes nécessaires pour assurer l'amortissement du prêt et le paiement des intérêts.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

**Le secrétaire,**  
André PORLIER.

**Le président,**  
John TEARIKI.

**DELIBERATION n° 78-35 du 23 février 1978 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 26 FT du 17 février 1978 du conseil de gouvernement approuvée en séance du 15 février 1978 ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 de l'assemblée territoriale portant délégation de pouvoirs à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 40-78 en date du 23 février 1978 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 février 1978,

**Adopte :**

Article 1er.— Le haut-commissaire, chef du territoire, est habilité à signer une convention de prêt de cent quarante quatre millions CP (144.000.000 CP) soit sept millions neuf cent vingt mille francs français (7.920.000 FF), avec la caisse centrale de coopération économique pour le

financement des travaux de construction de 60 logements sociaux à Tautira.

Art. 2.— Afin de permettre le remboursement de ce prêt le territoire s'engage à inscrire chaque année au budget les sommes nécessaires pour assurer l'amortissement du prêt et le paiement des intérêts.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

**Le secrétaire,**  
André PORLIER.

**Le président,**  
John TEARIKI.

**ARRETE n° 1111 AA du 14 mars 1978 rendant exécutoire la délibération n° 78-39 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

**Arrête :**

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 78-39 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant modification du budget de fonctionnement 1978 (réparation de dégâts causés par des calamités publiques).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 mars 1978.

**Le haut-commissaire,**

**Par délégation :**

**Le secrétaire général,**  
J.-R. GARNIER.

**DELIBERATION n° 78-39 du 23 février 1978 portant modification du budget de fonctionnement 1978.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 78-9 du 21 janvier 1978 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1978 ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 22 février 1978 ;

Dans sa séance du 23 février 1978,

**Adopte :**

Article 1er.— Le budget de fonctionnement 1978 est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Intitulé	Recettes en +	Dépenses en +
<del>40-50</del> <del>50-60</del>	10	Avances de la C.P.S.	30.000.000	
39-11	89	Provisions pour réparation de dégâts causés par des calamités publiques		30.000.000

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,  
André PORLIER.

Le président,  
John TEARIKI.

ARRETE n° 1115 AA du 14 mars 1978 rendant exécutoire la délibération n° 78-29 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 78-29 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant réglementation des carrières à Tahiti-Moorea et Raiatea, avec interdiction d'extractions dans les lits des rivières et les bords de mer.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 mars 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 78-29 du 23 février 1978 portant réglementation des carrières à Tahiti-Moorea et Raiatea, avec interdiction d'extractions dans les lits des rivières et les bords de mer.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 77-142 du 29 décembre 1977 portant réglementation des carrières à Tahiti-Moorea et Raiatea, avec interdiction d'extractions dans les lits des rivières et les bords de mer ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant délégation de pouvoirs à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 21 TP du 3 février 1978 du conseil de gouvernement, approuvée lors de sa séance du 25 janvier 1978 ;

Vu le rapport n° 32-78 du 23 février 1978 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 février 1978,

Adopte :

Article 1er.— L'article 12 de la délibération n° 77-142 du 29 décembre 1977 susvisée est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

" Article 12 nouveau.— Le curage et la rectification des rivages de la mer et du lit des cours d'eau sont effectués, en tant que de besoin, par le service des travaux publics ou par les entrepreneurs qu'il désigne à cet effet.

" Lorsque ces travaux entraînent des extractions de matériaux d'un volume supérieur à ce qui est nécessaire à leur bonne exécution - notamment au comblement de l'ancien lit - ils sont soumis à l'accord préalable du conseil de gouvernement et donnent lieu à paiement, par l'entrepreneur éventuellement concerné, d'une redevance proportionnelle au volume des matériaux excédentaires, estimé par le service des travaux publics.

" Le prix du mètre cube de matériaux est fixé comme prévu à l'article 10 ci-dessus.

" La redevance est versée d'avance et en une seule fois à la caisse des domaines de Papeete selon un état fourni par le service des travaux publics et des mines."

Le reste sans changement.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,  
André PORLIER.

Le président,  
John TEARIKI.

ARRETE n° 1116 AA du 14 mars 1978 rendant exécutoire la délibération n° 78-30 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 78-30 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, modifiant la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 instituant un régime d'assurance maladie invalidité au profit des travailleurs salariés.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 mars 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 78-30 du 23 février 1978 modifiant la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 instituant un régime d'assurance maladie invalidité au profit des travailleurs salariés.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment ses articles 44 et 45 ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 instituant un régime d'assurance maladie invalidité au profit des travailleurs salariés et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la délibération n° 78-12 du 26 janvier 1978 modifiant la délibération n° 74-22 susvisée ;

Vu le vœu émis par le conseil d'administration de la caisse de prévoyance sociale et l'avis de la commission consultative du travail en leurs séances des 13 décembre 1977 et 17 janvier 1978 ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant délégation de pouvoirs à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 19 TLS du 3 février 1978 du conseil du gouvernement, approuvée dans sa séance du 1er février 1978 ;

Vu le rapport n° 33-78 du 23 février 1978 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 février 1978,

Adopte :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 15, alinéa 1er de la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

" Article 15.— Le remboursement des prestations en nature s'effectue à raison de 80 % des tarifs."

Le reste de l'article sans changement.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,  
André PORLIER.

Le président,  
John TEARIKI.

ARRETE n° 1117 AA du 14 mars 1978 rendant exécutoire la délibération n° 78-31 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 78-31 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale accordant une prolongation de dérogation au monopole du pavillon au navire " Weser Broker".

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 mars 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 78-31 du 23 février 1978 accordant une prolongation de dérogation au monopole du pavillon au navire " Weser Broker".

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 de l'assemblée territoriale portant réglementation du service des douanes en Polynésie française, et notamment son article 179 ;

Vu la délibération n° 77-67 du 16 juin 1977 accordant une dérogation au monopole du pavillon prévu par l'article 179 de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 ;

Vu la lettre n° 13 AM du 1er février 1978 du conseil de gouvernement, approuvée dans sa séance du 18 janvier 1978 ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 36-78 en date du 23 février 1978 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 février 1978,

Adopte :

Article 1er.— La dérogation au monopole de pavillon accordée pour une durée d'un an au navire allemand " Weser Broker " est prolongée pour une nouvelle période d'une durée équivalente.

Art. 2.— Outre les conditions définies par la délibération du 16 juin 1977, l'armateur sera tenu d'embarquer, en qualité de matelot, 5 marins professionnels de nationalité française qui se porteront volontaires.

Ces marins seront engagés aux mêmes conditions qu'à bord des navires de la flotille locale.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,  
André PORLIER.

Le président,  
John TEARIKI.

ARRETE n° 1131 PLAN du 15 mars 1978 allouant une subvention à la direction de l'enseignement catholique pour la construction d'une annexe maternelle à l'école du Sacré Coeur à Taravao.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la résolution n° 44 du 22 décembre 1977 du comité directeur du F.I.D.E.S.,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention d'un montant de trois cent mille francs (300.000 FF) soit cinq millions quatre cent cinquante quatre mille cinq cent quarante cinq francs CP (5.454.545 FCP) sur la tranche 1977 de la section générale du FIDES, est allouée à la direction de l'enseignement catholique, compte n° 1221/18 300 S chez la Banque de l'Indochine et de Suez pour la construction d'une annexe maternelle à l'école du Sacré Coeur à Taravao.



Art. 2.— La dépense correspondante est imputable au chapitre 7072, article 1 du programme 1976-1980, tranche annuelle 1977.

Art. 3.— La direction de l'enseignement catholique est au regard du présent arrêté, considérée comme le maître de l'ouvrage à réaliser et, à ce titre, comme responsable de l'emploi des fonds.

Art. 4.— La présente subvention sera versée comme suit :

- un million huit cent mille FCP (99.000 FF) au démarrage des travaux, sur la demande de la direction de l'enseignement catholique ;
- un million huit cent mille FCP (99.000 FF) à la fin du gros oeuvre, dûment constaté par le service de l'équipement ;
- un million huit cent cinquante quatre mille cinq cent quarante cinq FCP (102.000 FF) à la fin des travaux, sur production d'un procès-verbal de réception provisoire, visé par le service de l'équipement.

Art. 5.— Le maître de l'ouvrage ou son délégué soumettra les travaux, objet de la présente subvention, au contrôle administratif prévu au paragraphe III de la circulaire n° 7 AE/PLAN du 8 janvier 1960 notamment en ce qui concerne les contrôles financier et technique et les conditions de réception provisoire et définitive.

Art. 6.— Le chef du service du Plan, ordonnateur secondaire délégué, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, le chef du service de l'équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 15 mars 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

DECISION n° 202 TLS du 17 mars 1978 modifiant l'article 13 de l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956, portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés de la Polynésie française et les articles 41 à 43 de l'arrêté n° 1385 IT du 10 octobre 1956 fixant le règlement intérieur de la caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, spécialement ses articles 116 et 237 ;

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés de la Polynésie française, notamment son article 13 ;

Vu l'arrêté n° 1385 IT du 10 octobre 1956 fixant le règlement intérieur de la caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française, notamment ses articles 41 et 43 ;

Vu les avis exprimés par le conseil d'administration de la caisse de prévoyance sociale et la commission consulta-

tive du travail en leurs séances des 26 octobre et 29 novembre 1977 ;

Vu l'avis exprimé par l'assemblée territoriale le 26 janvier 1978 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 21 décembre 1977,

Décide :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 13 de l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 sont abrogées et remplacées par les dispositions ci-après :

" Art. 13.— Outre les allocations prénatales et de maternité prévues aux chapitres I et II du présent titre, les femmes salariées perçoivent pendant la période qui précède et qui suit l'accouchement, une indemnité journalière égale à la moitié du salaire effectivement perçu au moment de la suspension du contrat de travail.

" Cette période est de quatorze semaines consécutives dont huit semaines postérieures à la délivrance. Du fait, soit d'un état pathologique, attesté par certificat médical comme résultant de la grossesse ou des couches, soit d'impossibilité de reprendre le travail à l'issue du congé postnatal en raison de problèmes liés à la prématurité du nouveau-né, prématurité attestée par certificat médical du médecin spécialiste concerné (obstétricien ou pédiatre), la période de suspension peut être prolongée de la durée de cet état pathologique ou de l'impossibilité de reprendre le travail sans pouvoir excéder onze semaines après la date de l'accouchement.

" Quand l'accouchement a lieu avant la date présumée, la période de suspension du contrat de travail pourra être prolongée jusqu'à l'accomplissement des quatorze ou, si nécessaire, des dix-sept semaines de suspension du contrat auxquelles la salariée a droit.

" Les conditions d'attribution et de paiement de cette indemnité sont déterminées au règlement intérieur de la caisse de prévoyance sociale "

Art. 2.— Les dispositions des articles 41 et 43 de l'arrêté n° 1385 IT du 10 octobre 1956 sont abrogées et remplacées par les dispositions ci-dessous :

" Art. 41.— L'indemnité journalière prévue à l'article 116 modifié du code du travail des territoires d'outre-mer est versée à la femme salariée pour la durée de l'arrêt du travail dans les limites de six semaines avant et huit semaines après l'accouchement "

" Art. 43.— Dans les cas d'un repos supplémentaire octroyé dans les conditions prévues à l'article 13 modifié de l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956, l'arrêt du travail peut être prolongé jusqu'à concurrence de trois semaines.

" L'indemnité journalière est due sous réserve d'une demande adressée à la caisse accompagnée :

" 1°) d'un certificat médical constatant l'inaptitude à reprendre le travail à l'expiration de la période de huit semaines suivant les couches et établissant que cette inaptitude résulte de maladie consécutive à la grossesse ou aux couches ou à des problèmes posés par la prématurité du nouveau-né ;

" 2°) d'une attestation de l'employeur que le travail n'a pas été repris à l'expiration de la période de huit semaines "

Art. 3.— La présente décision, qui prendra effet pour compter du premier jour du mois qui suit sa publication

au *Journal officiel* de la Polynésie française, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 17 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 17 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*  
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 203 AA du 17 mars 1978 portant récépissé de déclaration d'exploitation d'une officine de pharmacie sise à Papeete, Rue Colette. (N° 7).

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu ensemble la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie et notamment ses articles L. 514, L. 574 et L. 575, et le décret n° 55-1122 du 16 août 1953, promulgués par arrêté n° 1331 AA du 30 septembre 1955 ;

Vu l'instruction ministérielle n° 3776 DSS du 16 mai 1956 sur l'exercice de la pharmacie dans les territoires d'outre-mer (titre I - chapitre IV) ;

Vu la demande d'enregistrement de déclaration d'exploitation d'une officine de pharmacie sise à Papeete, en date du 25 novembre 1977 de Mme Tekuataoa, née Rey, pharmacien ;

Considérant que Mme Tekuataoa Geneviève, de nationalité française justifie :

1°) être âgée de plus de 25 ans comme étant née à Nogaro (Gers), le 23 juin 1944 ;

2°) être titulaire du diplôme de pharmacien délivré le 3 juin 1970, n° 33-109, par l'Académie de Bordeaux ;

3°) être propriétaire de l'officine qu'elle exploite suivant acte passé devant Me Jean Solari, notaire à Papeete ;

4°) son inscription conditionnelle au tableau F de l'ordre des pharmaciens sous le n° 36.020 ;

Sur proposition du directeur de la santé publique ;

En ayant délibéré en séance du 17 mars 1978,

Arrête :

Article 1er.— Est enregistrée sous le n° 7, conformément à l'article L. 574 du code de la santé publique, la déclaration datée du 25 novembre 1977 de Mme Geneviève Tekuataoa, pharmacien, faisant connaître qu'elle exploite l'officine de pharmacie sise à Papeete, rue Colette, objet de la licence n° 14 délivrée à Mme Suzanne Faugerat-Lynch par arrêté n° 4073 AA du 11 octobre 1974.

Art. 2.— Si pour une raison quelconque, l'officine susvisée cessait d'être exploitée, le pharmacien propriétaire ou ses héritiers devront renvoyer la présente licence au service des affaires administratives.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 17 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 17 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*  
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1163 FT du 17 mars 1978 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justifications présentées,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention d'un million cinq cent mille francs (1.500.000 CP) est accordée pour l'année 1978 à la maison des jeunes, maison de la culture de Teva I Uta.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 44-01, article 11, exercice 1978.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 17 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*  
J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1189 AA du 20 mars 1978 rendant exécutoire la délibération n° 78-32 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

## Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 78-32 du 23 février 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique (réaménagement de l'aérodrome de Moorea-Temae).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

*DELIBERATION n° 78-32 du 23 février 1978 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique.*

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 25 FT du 17 février 1978 du conseil de gouvernement approuvée dans sa séance du 15 février 1978 ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 38-78 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 février 1978,

## Adopte :

Article 1er.— Le haut-commissaire, chef du territoire est habilité à signer une convention de prêt de trente millions CP (30.000.000 CP) soit un million six cent cinquante mille francs français (1.650.000 FF) avec la caisse centrale de coopération économique pour le financement des travaux de réaménagement de l'aérodrome de Moorea-Temae.

Art. 2.— Afin de permettre le remboursement de ce prêt le territoire s'engage à inscrire chaque année au budget les sommes nécessaires pour assurer l'amortissement du prêt et le paiement des intérêts.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,  
Marc DAVIO.

Le président,  
Frantz VANIZETTE.

*DECISION n° 215 AE du 21 mars 1978 modifiant l'arrêté n° 3352 AE du 6 juillet 1977, abrogeant l'arrêté n° 4177 AE du 29 décembre 1972 créant un nouvel indice officiel du coût de la vie et instituant l'indice des prix de détail à la consommation familiale.*

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu l'arrêté n° 1258 AE du 3 novembre 1958 créant un indice officiel du coût de la vie ;

Vu l'arrêté n° 4177 AE du 29 décembre 1972 ;

Vu l'arrêté n° 3352 AE du 6 juillet 1977 ;

Vu la décision n° 240 AE du 28 octobre 1977 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en séance du 17 mars 1978,

## Décide :

Article 1er.— L'article 4 de l'arrêté n° 3352 AE du 6 juillet 1977 susvisé et modifié par la décision n° 240 AE du 28 octobre 1977 est modifié comme suit :

" L'indice officiel des prix de détail à la consommation familiale est établi par une commission paritaire ainsi composée :

- Le chef du service des affaires économiques, président ;
- Six représentants des organisations patronales ;
- Six représentants des syndicats d'employés ou ouvriers ;
- Un représentant de l'association pour l'information et la défense des consommateurs de Polynésie... "

Le reste de l'arrêté sans changement.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 21 mars 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 21 mars 1978.

Le haut-commissaire,  
Paul COUSSERAN.

*ARRETE n° 1241 FT du 21 mars 1978 relatif à l'index de correction des fonctionnaires des cadres territoriaux.*

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 portant création des corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1784 FT du 17 juillet 1979 portant revalorisation des traitements des fonctionnaires des cadres territoriaux,

## Arrête :

Article 1er.— Le taux de l'index de correction applicable aux rémunérations des fonctionnaires des cadres territoriaux est fixé à 2,08 %.

Art. 2.— Le présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 6225 FT du 20 décembre 1977 prendra effet à compter du 1er avril 1978. Il sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 21 mars 1978.

*Le haut-commissaire,*

*Par délégation :*

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

## SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

DECISION n° 85 AE du 8 mars 1978 homologuant le prix de vente au détail des cigarettes et tabacs.

Le chef du service des affaires économiques,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 74-2 du 9 janvier 1974 rendue exécutoire par arrêté n° 139 FT du 16 janvier 1974 fixant les taux des droits de consommation applicables aux tabacs lors de leur mise à la consommation sur le territoire ;

Vu la délibération n° 74-5 du 9 janvier 1974 rendue exécutoire par arrêté n° 139 FT du 16 janvier 1974 portant suppression du comptoir général d'achat et de vente des tabacs ;

Vu la délibération n° 75-61 du 30 mai 1974 rendue exécutoire par arrêté n° 2014 AE du 1er juin 1974, modifiant et complétant la délibération n° 74-2 du 9 janvier 1974 susvisée, fixant les taux de droits de consommation applicables aux tabacs ;

Vu l'arrêté n° 2015 AE du 1er juin 1974, approuvé en conseil de gouvernement dans sa séance du 1er juin 1974, déterminant le décompte d'établissement du prix de vente des cigarettes, cigares, cigarillos et tabacs sur le territoire de la Polynésie française, et habilitant le chef du service des affaires économiques à homologuer, sur justifications comptables, tout nouveau prix de vente au détail de marques de cigarettes, cigares, cigarillos et tabacs à la consommation sur le territoire ;

Vu les justifications comptables,

Décide :

Article 1er.— Sont homologués pour compter du 13 mars 1978, les nouveaux prix de vente au détail, des cigarettes, tabacs ci-après :

### Cigarettes :

*Bastos bleues* 2.100 FCP les 1.000 unités, soit 42 FCP le paquet

*Bastos filtre* 2.250 FCP les 1.000 unités, soit 45 FCP le paquet

*Bastos Minty* 2.900 FCP les 1.000 unités, soit 58 FCP le paquet

### Tabacs :

*St Bruno* 2.305 FCP le kilo, soit 115 FCP le paquet de 50 grs

*Old Port* 2.255 FCP le kilo, soit 112 FCP le paquet de 50 grs

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 8 mars 1978.

L. SAVOIE.

## SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES DU VENT

DECISION n° 910 IDV/A du 2 mars 1978 autorisant le lotissement "Résidence Pamatai" à Faaa, route de Pamatai (M. Roger Lehartel).

*Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,*

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements ;

Vu la demande d'autorisation déposée par Maître Eric Lequerré, le 5 décembre 1977, pour le compte de M. Roger Lehartel, concernant la réalisation d'un lotissement sur une partie des terres Hopetoi et Uahu sises dans la commune de Faaa, route de Pamatai, à dénommer "Résidence Pamatai" ;

Vu l'avis du maire de la commune de Faaa ;

Vu les avis des services consultés ;

Vu l'avis favorable du chef du service de l'aménagement du territoire,

Décide :

Article 1er.— Le lotissement en quatorze (14) lots destinés à la vente consentie pour l'habitation sur une partie des terres Hopetoi et Uahu sises dans la commune de Faaa, route de Pamatai, demandé par Maître Eric Lequerré pour le compte de M. Roger Lehartel, est autorisé sous les réserves des articles ci-après.

Art. 2.— Les terrassements devront conduire à des talus dont la pente maximale admissible est de 3/2 en déblais et 1/1 en remblais.

La route d'accès devra être bitumée et aménagée avec un fossé bétonné côté montagne, et deux exutoires d'évacuation des eaux pluviales sous la route d'accès.

L'accès à chaque terrasse se fera avec une pente en profil en long, inférieure à 20 %, et un aménagement permettant la continuité de l'assainissement le long de la route. Pour les lots non terrassés, l'accès sera néanmoins aménagé.

Le tournant situé à l'angle sud/sud-est de la parcelle lotie devra être amélioré, avec un rayon de courbure de 20 mètres minimum.

Il sera prévu à l'extrémité de la voie du lotissement une aire de retournement permettant la manoeuvre aisée des véhicules des services publics.

Art. 3.— Chaque terrasse située en amont de la voie du lotissement sera aménagée de façon que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas rejetées vers les lots voisins ou directement vers la voie hors du fossé bétonné.

Art. 4.— Le cadre du cahier des charges sera modifié selon les prescriptions et observations détaillées dans la note annexée et portant sur les points suivants :

Chapitre 3 - Etat descriptif en division

Chapitre 6 - Conditions particulières. Obligations à la charge du lotisseur et des acquéreurs.

Préliminaires.

Art. 15.— Implantation. Surface et hauteur des constructions.

Art. 17.— Autorisation de travaux.

Art. 5.— Tous les travaux d'aménagement seront réalisés pour qu'il ne soit pas porté préjudice aux propriétés riveraines, voisines ou en aval.

Art. 6.— Le dossier définitif du lotissement, rectifié en fonction des prescriptions de la présente décision et de la note annexée, et le cahier des charges correspondant seront soumis, pour approbation, avant toute demande de certificat prévu à l'article 44 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961.

Art. 7.— La présente décision et le dossier du lotissement approuvé sont mis à la disposition du public au secrétariat de la mairie de Fa'a et au secrétariat du service de l'aménagement du territoire.

Papeete, le 2 mars 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de la subdivision administrative  
des îles du Vent,  
J.-J. DELARCE.

NOTE D'OBSERVATIONS annexée à la décision n° 910 IDV/A du 2 mars 1978 concernant le projet de cahier des charges applicables au lotissement " Résidence Pamatat ".

Si le cadre du cahier des charges proposé donne satisfaction dans l'ensemble, il conviendrait toutefois de reprendre certaines de ses dispositions dans le détail en fonction des observations suivantes.

1) Chapitre 3.— Etat descriptif de division

Lot 5 : Il conviendrait de préciser que ce lot peut être destiné à l'édification d'un immeuble commercial ou artisanal (conformément aux dispositions de l'article 12 du chapitre 5).

2) Chapitre 6.— Conditions particulières. Obligations à la charge du lotisseur et des acquéreurs

A — Obligations à la charge du lotisseur - Paragraphe 2

Au lieu de :

" Ces travaux seront exécutés sous le contrôle des autorités administratives compétentes et leur bonne exécution sera valablement constatée par la délivrance du certificat de conformité prévu par la réglementation en vigueur ".

lire :

" Ces travaux seront exécutés sous la responsabilité du lotisseur. Leur exécution, conformément à la présente décision, sera valablement constatée par la délivrance du certificat de conformité prévu par la réglementation en vigueur, mais sans que la responsabilité de l'administration puisse en être engagée en matière de responsabilité civile ou de garantie de bonne exécution au sens du " code civil ".

B — Obligations à la charge des acquéreurs

1°) Pour des questions d'homogénéités des indications et de simplification des contrôles, il serait préférable de n'imposer de limitation qu'à la seule surface couverte, sans mention particulière en ce qui concerne la surface construite (dont la détermination exacte peut toujours prêter à discussion : problèmes de vérandas, galeries, couloirs et escaliers extérieurs).

2°) Il y aurait lieu de préciser :

1. - la hauteur limite des constructions et les modalités de détermination de cette hauteur limite par rapport au terrain naturel ou au terrain livré à l'acquéreur ;

2. - si la construction de plusieurs niveaux inférieurs est autorisée et leur nombre maximum ;

3. - la hauteur limite de construction sur le lot 5 dans le cas d'un immeuble commercial ou artisanal (règles générales du code d'aménagement du territoire par exemple).

Art. 17.— Autorisation de travaux

Le paragraphe 3 pouvant prêter à confusion, il conviendrait de le supprimer, étant entendu que tout projet de construction devra comporter l'avis du lotisseur et après lui, celui de l'association syndicale une fois qu'elle sera créée.

DECISION n° 950 IDV/A du 6 mars 1978 autorisant le lotissement d'une partie du lot 2 du domaine Papehuet à Paëa P.K. 19 (M. Gaston Montaron).

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements ;

Vu la demande d'autorisation déposée par Me Eric Lequerré le 31 janvier 1978 pour le compte de M. Gaston Montaron, concernant la réalisation d'un lotissement sur une partie du lot n° 2 du domaine Papehuet sis dans la commune de Paëa P.K. 19 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Paëa ;

Vu les avis des services consultés ;

Vu l'avis favorable du chef du service de l'aménagement du territoire,

Décide :

Article 1er.— Le lotissement en 11 lots, destinés à la vente consentie pour l'habitation et le commerce sur une partie du lot n° 2 du domaine Papehuet, sis dans la commune de Paëa, demandé par Maître Eric Lequerré pour le compte de M. Gaston Montaron, est autorisé sous les réserves des articles ci-après.

Art. 2.— Le territoire réserve ses droits en ce qui concerne la délimitation du domaine public fluvial longeant les lots 10 et 11, ainsi que celle du domaine public routier longeant les lots 1 et 2.

Art. 3.— Le cadre du cahier des charges sera modifié selon les prescriptions suivantes :

**Chapitre 6 : Conditions particulières - obligations à la charge du lotisseur et des acquéreurs.**

**A. — Obligations à la charge du lotisseur**

**Paragraphe 2. Au lieu de :**

" Ces travaux seront exécutés sous le contrôle des autorités administratives compétentes et leur bonne exécution sera valablement constatée par la délivrance du certificat prévu à l'article 44 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, mentionnant l'accomplissement des formalités prévues par ladite délibération ".

**Lire :**

" Les travaux seront exécutés sous la responsabilité du lotisseur ; leur exécution conformément à la présente décision sera valablement constatée par la délivrance du certificat de conformité prévu par la réglementation en vigueur, mais sans que la responsabilité de l'administration puisse en être engagée en matière de responsabilité civile ou de garantie de bonne exécution au sens du code civil ".

**B. — Obligation à la charge des acquéreurs**

**Art. 13. — Accès**

Le premier paragraphe de cet article sera supprimé. Il ne peut être envisagé l'accès à la route de ceinture autrement que par la voie du lotissement.

**Art. 15. — Implantation - surface et hauteur des constructions**

Pour des questions d'homogénéités des indications et de simplification des contrôles, il ne sera imposé de limitation qu'à la seule surface couverte, sans mention particulière en ce qui concerne la surface construite (dont la détermination exacte peut toujours prêter à discussion : problème des vérandas, galeries, couloirs et escaliers extérieurs).

**Art. 17. — Autorisation de travaux**

La rédaction actuelle de cet article prêtant à confusion, doit être entièrement reprise, le permis de construire étant la seule autorisation au sens strict du terme, l'association syndicale ou le lotisseur n'intervenant que pour un agrément préalable.

**Art. 4. —** Le dossier définitif du lotissement, rectifié en fonction de la présente décision, et le cahier des charges correspondant seront soumis pour approbation avant toute demande du certificat prévu à l'article 44 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961.

**Art. 5. —** La présente décision et le dossier du lotissement approuvé sont mis à la disposition du public au secrétariat de la mairie de Paea, et au secrétariat du service de l'aménagement du territoire.

Papeete, le 6 mars 1978.

Le haut-commissaire  
et par délégation :

Le chef de la subdivision administrative  
des îles du Vent,

J-J. DELARCE.

## AVIS OFFICIELS

### CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 27 janvier 1855, il est donné avis de l'ouverture

de la succession vacante de Mme Teonira Mapaeamara, veuve de M. Temotahu, demeurant à Afaahiti, née à Taku (Gambier) le 7 décembre 1892, décédée à Afaahiti (Tahiti) le 20 février 1978.

Les personnes qui auraient des droits à la succession sont invitées à les faire connaître et à en justifier au curateur de Papeete, soussigné.

Les créanciers de la succession sont également invités à produire leurs titres.

Le curateur aux successions  
et biens vacants,

Y. ALLAIN.

## SERVICE DES DOUANES

### COURS DES CHANGES pour l'application des droits et taxes de douane (Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

Période du 1er avril au 15 avril 1978

PAYS	DEVISES	COURS EN FRS. PACIF.
ETATS-UNIS.....	1 dollar U.S.A.	84, 68
CANADA.....	1 dollar canadien	75, 36
ALLEMAGNE OCCIDENTALE.....	1 deutsch mark	41, 53
AUTRICHE.....	1 schilling	5, 76
BELGIQUE.....	1 franc belge	2, 67
DANEMARK.....	1 couronne danoise	15, 15
GRANDE-BRETAGNE.....	1 Livre sterling	160, 27
ITALIE.....	100 liras	9, 91
NORVEGE.....	1 couronne norvég.	15, 89
PAYS-BAS.....	1 florin	38, 82
PORTUGAL.....	1 escudo	2, 61
SUEDE.....	1 couronne suéd.	18, 45
SUISSE.....	1 franc suisse	44, 43
AUSTRALIE.....	1 dollar	96, 92
NOUVELLE-ZELANDE.....	1 dollar	86, 83
HONG-KONG.....	1 dollar	18, 35
JAPON.....	100 yens	36, 83
ESPAGNE.....	1 peseta	1, 06
SINGAPOUR.....	1 dollar	36, 67

## SERVICE DE L'EQUIPEMENT

### EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE

Par ordonnance n° 303 du 16 février 1978 de M. le président du tribunal civil de première instance de Papeete, ont été déclarées expropriées au profit du territoire de la Polynésie française, les parcelles de terres nécessaires aux travaux de déviation de la route de ceinture au droit de l'aérodrome de Uturoa - Raiatea (îles Sous-le-Vent), dont l'utilité publique a été déclarée par arrêté n° 7617 TP du 23 décembre 1976, et telles que désignées au tableau ci-après :

N° P.V. cadastre	Désignation des terres	Superficie emprise	Noms des propriétaires inscrits au cadastre et ayants droit présumés
110	Lot de ville n° 1	211 m2	Succession Ralph Hart, Thérèse Neuffer, épouse Moua
112	Lot de ville n° 23	1.180 m2	Commune de Uturoa
113	Lot de ville n° 51	1.352 m2	(Succession Teiho V. a Teihotaata), Turaimana a Teapua, Temarii a Tahimanarii, Teriireite Toarai a Pepupehu, Mme Lina Lemaire et Mme Teriitaumihau
114	Lot de ville n° 9	208 m2	Teriiohaina a Teamo, James Deane (fils)
115	Faretara 1	1.080 m2	Succession Hunter
116	Faretara 2	1.580 m2	Yan Mea Sing n° 2408, Philippe Guillots
123	Ofaiputupu-Tepouotemaire		Josian Deane, SOCREDO
126	Motutapu dite Mihiaru (parcelle)	5.680 m2	Thomas Deane, Tu Deane
127 D	Motutapu dite Mihiaru parcelle D	560 m2	Succession Joseph Hunter représenté par Pierre Hunter, Tetuanui Tupaia dit Ohu Tupaia
127 D	Motutapu dite Mihiaru parcelle D	560 m2	Succession Joseph Hunter représenté par Pierre Hunter
127 B	Motutapu dite Mihiaru parcelle B	1.600 m2	James Edwin Hunter et Elisabeth Hunter, M. Damas Mote Hunter, Mme Mathilde Ariotima
127 A	Motutapu dite Mihiaru parcelle A	500 m2	Consorts Tetuanuiharuatipoo, Héritiers Urumaru Tetuanui a Tupaia
128	Motutapu dite Mihiaru parcelle	640 m2	P.m. territoire de la Polynésie française
130	Vaitemanu	3.400 m2	P.m. territoire de la Polynésie française
Sans n°	Lac Mana	4.800 m2	P.m. domaine public maritime
132	Tefarerii 1	800 m2	Succession Poopunea, Mme Paoaafaite, Mme Temahahe
133	Tefarerii 2	1.820 m2	Hau You n° 2182, Mme Teriitaumihau
134	Tefarerii 3	2.090 m2	Succession Matua a Uvini, M. Emile Neuffer
135	Tefarerii 4	2.940 m2	Succession Tetuanui a Haamanuia, Mme Tamahahe
136	Vaihoroe	1.880 m2	Succession Tetupueroo a Miriama Faapuraa, Jules Vernaoudon (administrateur séquestre)
Totaux		42.784 m2	

La présente publication est faite afin que les personnes qui auraient des privilèges ou hypothèques sur les immeubles expropriés, et généralement toutes personnes intéressées, aient à faire valoir leurs droits, conformément aux prescriptions du décret du 5 novembre 1936, réglant l'expropriation pour cause d'utilité publique en Polynésie française.

Papeete, le 10 mars 1978.

Le chef du service de l'équipement,  
A. ELLACOTT.

## SERVICE DU CADASTRE

### A V I S

OPERATIONS CADASTRALES effectuées en application des arrêtés n° 1534 AA du 2 avril 1975, rendant exécutoire la délibération de l'assemblée territoriale n° 75-21 du 24 janvier 1975, n° 5665 AA du 1er octobre 1976 rendant exécutoire la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-116 du 14 septembre 1976.

Les propriétaires de terrains situés sur la commune de Faaa sont avisés que des travaux cadastraux seront entrepris dans cette commune à partir du 1er juin 1978.

La commune de Faaa présente au point de vue cadastral deux zones distinctes :

#### I — ZONE NON ENCORE CADASTREE

Cette zone, en grande partie montagneuse, fera l'objet d'une délimitation par les agents du service du cadastre, conformément à la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-116 du 14 septembre 1976.

Des procès-verbaux de délimitation faisant état des titres présentés, seront rédigés et signés par les propriétaires selon la procédure habituelle.

#### II — ZONES DEJA CADASTREES EN 1922 ET 1951

Le plan cadastral sera refait dans ces zones pour tenir compte des modifications intervenues depuis les opérations de délimitation et de bornage. Les propriétaires sont invités à fournir aux géomètres du cadastre, tous documents susceptibles de leur donner des renseignements sur la position des limites de propriété, en particulier les plans de partage et les plans de lotissement.

A l'occasion des travaux dans ces zones, les propriétaires de terrains dont les limites ne seraient pas matérialisées par des signes permanents de délimitation, tels que murs, clôtures, bornes etc..., sont invités à borner leurs propriétés en accord avec leurs voisins, avant le passage des géomètres.

Papeete, le 14 mars 1978.

Le chef de service,  
P. LEDUC.

#### PARAU FAAITE

OHIPA TAOTIARAA FENUA o te rave hia mai te au i te mau faaueraa mana numera 1534 AA no te 2 no eperera 1975 o tei haamana i te faaotiraa mana a te apooraa rahi no te fenua nei numera 75-21 no te 24 no tenuare 1975, numera 5665 AA no te mahana matamua no atopa 1976 o tei haamana i te faaotiraa mana a te apooraa rahi no te fenua nei numera 76-116 no te 14 no tetepa 1976.

Te faaara hi'atu nei te mau fatu o te mau fenua e vai i te oire no Faaa e, e rave hia te mau ohipa taotiaraa



fenua i roto i taua oire râ mai te mahana matamua no tiunu 1978.

E riro te oire no Faaa i te faatuhaa hia e piti tuhaa faa maitai, oia hoi :

### I — TUHAA I ORE A I TAOTIA HIA

Te rahiraa o taua tuhaa râ e tuhaa moua ia, e rave hia râ te ohipa taotiaraa e te feia toroa no te piha toroa taniuniuraa fenua mai te au i te faaueraa mana a te apoora rahi no te fenua nei numera 76-116 no te 14 no tetepa 1976.

I muri aê, e hamani hia ia te mau parau taotiaraa ma te faahiti i te mau tiaraa i afai hia mai, e ia papai atoa hoi te mau fatu fenua i to ratou ioa i taua mau parau râ mai tei matau hia.

### II — TUHAA I TAOTIA AENA HIA I TE MATAHITI 1922 E I TE MATAHITI 1951

E faaapi hia te hoho'a fenua i roto i taua mau tuhaa râ no te faaafaroraa ia i te mau faahuru è raa i ite hia i muri mai i te mau ohipa taniuniuraa e te taotiaraa fenua i rave hia. Te ani hia'tu nei te mau fatu fenua ia hoho'a atu i te feia taniuniu fenua no te hau te mau parau atoa mai te mau parau hoho'a vavahiraa fenua e te mau parau hoho'a no te mau taotiaraa i roto i te hoe tuhaa fenua o tetahi mau fatu fenua, ei haamaramaramaraa ia i nia i te mau otia fenua.

No teie nei mau ohipa i roto i taua mau tuhaa râ, te ani hi'atu nei te mau fatu fenua i hoa râ, o tei ore â i taotia i to ratou mau fenua, mai te patu, te aua, te otia, e te vai atu â, ia faatitiaifaro i to ratou mau otia e te mau fatu fenua tapiri hou a haere atu ai te feia taniuniu fenua a te hau.

Papeete, te 14 no mati 1978.

*Te faatere piha toroa,*  
P. LEDUC.

### COMMUNE DE TAHAA

#### AVIS D'ADJUDICATION PUBLIQUE

Messieurs les entrepreneurs sont informés qu'une adjudication publique aura lieu à la mairie de Tahaa le vendredi 21 avril 1978 concernant la fourniture de carburant.

Tous renseignements à ce sujet pourront être obtenus auprès de la mairie de Tahaa à Patio ou de la subdivision administrative des I.S.L.V. à Uturoa ou du bureau des affaires communales à Papeete aux heures d'ouverture des bureaux.

Pour le maire absent :

*L'Adjoint,*  
TERIINOHO H.

#### ENQUETE

" de commodo et incommodo "

AVIS N° 78-13 A.

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire,

sur une demande formulée par M. Michel Stiehr en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène Lister de 8,5 KVA (refroidissement à air tournant à 1800 tr/mn) sur une parcelle de la terre " Tiahura " sise à Haapiti, à proximité de l'hôtel Hibiscus, côté mer dans la commune de Moorea-Maiao, commune associée de Haapiti. Une enquête de commodo et incommodo est ouverte à compter du 10 avril 1978 jusqu'au 24 avril 1978.

M. Kaimuko Mokoï, contrôleur d'urbanisme est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur : le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête (service de l'aménagement du territoire, immeuble administratif, rue du Commandant Destremeau à Papeete, tél. 2.46.50).

Papeete, le 15 mars 1978.

Le haut-commissaire et par délégation :  
*Le chef du service de l'aménagement du territoire,*  
F. DUPUY.

#### ENQUETE

" de commodo et incommodo "

AVIS N° 78-14 A

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Johnny Seow B.P. 235 en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une fabrique de glace comprenant : 1 compresseur frigorifique de 7,35 KVA à refroidissement à eau et une machine à glace " Model 6.000 ", totalisant une production horaire de 10.350 frigorie-heure, dans la commune de Faaa P.K. 3,800 dans un local du bâtiment (Tehaamatai) face à la station Nouvelle Vague, une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 10 avril 1978 jusqu'au 24 avril 1978.

M. William Ellacott, contrôleur d'urbanisme est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur : le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête (Service de l'aménagement du territoire, immeuble administratif, rue du commandant Destremeau à Papeete. tél. 2.46.50).

Papeete, le 14 mars 1978.

Le haut-commissaire et par délégation :  
*Le chef du service de l'aménagement du territoire,*  
F. DUPUY.

#### ENQUETE

" de commodo et incommodo "

AVIS N° 78-15 A

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44

du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Jean-François Millaud, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un élevage de 50 lapines, 5 lapins et 600 lapereaux dans la commune de Papeete, P.K. 40 côté mer sur la terre "Eugénie", une enquête de commodo et incommodo est ouverte à compter du 10 avril 1978 jusqu'au 9 mai 1978.

M. Philippe Raust, docteur vétérinaire de l'économie rurale est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur : le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête (service de l'économie rurale, section élevage Pirae Tél. 2.81.47).

Papeete, le 14 mars 1978.

Le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement  
du territoire,*  
F. DUPUY.

## ENQUÊTE

"de commodo et incommodo"

AVIS N° 78-16 A.

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. le maire de la commune de Punaauia en vue d'obtenir l'autorisation d'installer : un atelier de menuiserie avec 1 compresseur, 1 poste de soudure, 1 raboteuse, 1 scie à ruban, 1 scie circulaire, 1 machine combinée, 1 scie sauteuse ; un atelier de mécanique avec 1 compresseur, 1 poste de soudure et 1 cabine de peinture, dans le hangar municipal à implanter sur une parcelle de la terre "Atitue" appartenant à Jean-Jacques Lequerré, sise en face des bâtiments actuels de la mairie, entre les lotissements "Atitue" et "Punavai" dans la commune de Punaauia, une enquête de commodo et incommodo est ouverte à compter du 25 avril 1978 jusqu'au 24 mai 1978.

M. Marcel Cadousteau, contrôleur d'urbanisme est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur : le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête (service de l'aménagement du territoire, immeuble administratif, rue du Commandant Destremeau à Papeete, tél. 2.46.50).

Papeete, le 15 mars 1978.

Le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement  
du territoire,*  
F. DUPUY.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCES JUDICIAIRES

#### EXTRAITS DES MINUTES DU GREFFE DES TRIBUNAUX DE PAPEETE - ILE TAHITI

Suivant arrêt n° 50-25 en date du 23 février 1978 de la Cour Criminelle de la Polynésie française rendu dans l'affaire :

Ministère Public contre TETOKA Teraitua Daniela Tama,

Les assesseurs :

- AMERIO Jean-Claude, 34 ans, employé de commerce à Tahiti-Bull, demeurant à Papeete ;

- LE CAILL Emile, 59 ans, conseiller de gouvernement demeurant à Papeete ;

- TEAI André, 40 ans, employé E.D.T., demeurant à Bora Bora,

N'ayant pas répondu à l'appel bien que régulièrement cités et touchés et n'ayant pas fait connaître le motif de leur absence ont été condamnés à 500 francs C.P. d'amende chacun, par application des articles 70 du décret du 21 novembre 1933 et 396 du code d'instruction criminelle.

Impression et affichage de l'arrêt à leur frais a également été ordonné.

Pour extrait conforme :

*Le greffier*  
W. DEXTER.

Etude de Me Jean SOLARI, Notaire  
PAPEETE - TAHITI

#### CESSION DE DROITS INDIVIS DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte reçu par Maître Georgic CONDE, Notaire par intérim à PAPEETE, suppléant Maître Jean SOLARI, Notaire titulaire en congé, le 16 février 1978 enregistré à PAPEETE le 20 février 1978 folio 46 Bordereau 1277/11.

Monsieur René Adrien VILLA, entrepreneur, époux de Madame Tuia TETAURU demeurant à PUNAAUIA, lotissement TAINA N° 88

A cédé à :

Monsieur Jacques CADET, gérant de sociétés, demeurant à PUNAAUIA, P.K. 13 Lotissement Punavai Montagne,

tous ses droits indivis étant de moitié dans la société de fait existant entre Monsieur René VILLA susnommé et Monsieur Ricardo BARONIO, entrepreneur, demeurant à PUNAAUIA, Lotissement TAINA, ladite société de fait immatriculée au Registre du Commerce de PAPEETE, sous le numéro 140 B et exploitant un fonds de commerce de plomberie générale et adduction d'eau sis et exploité à PAPEETE, immeuble Grand Hôtel dénommé : "TAHITI SANITAIRE" avec tous ses éléments incorporels, matériel et mobilier.

Cette cession a eu lieu moyennant le prix principal de :  
**TROIS MILLIONS DE FRANCS CFP.**

Les oppositions seront reçues à **PAPEETE, 3, Avenue Bruat**, en l'étude de Maître Jean SOLARI, Notaire, où domicile a été élu à cet effet, dans les 10 jours de la présente insertion.

Pour deuxième insertion :

Jean SOLARI, Notaire.

**Etude de Maîtres GIRARD et GIRARD-GOUPIL  
AVOCATS**

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 6 juillet 1977, enregistré et signifié,

**ENTRE** : Madame Bianca BORDES, institutrice, demeurant à Faaa et ayant Me Denise GIRARD-GOUPIL pour avocat,

**ET** : Monsieur Alain ROUX, employé de commerce, demeurant à Patutoa Papeete.

Il appert que la séparation de corps entre les époux **ROUX-BORDES** a été prononcée en application des dispositions de l'article 233 du Code Civil.

Pour insertion légale,  
Denise GIRARD-GOUPIL.

**Etude de Mes R. COCHIN et GIAU, Avocats à Papeete**

Par jugement du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete du 16 novembre 1977, le divorce des époux **TIA-PARI Rebecca** et **Fernand DUDES** a été prononcé aux torts exclusifs du mari.

Pour extrait :  
R. COCHIN.

**Etude de Marguerite LIU-BOULOC — AVOCAT  
A PAPEETE (Tahiti)**

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal de Première Instance de Papeete le 7 décembre 1977 enregistré et signifié :

**Entre** : Mme Noémie DAVID, bibliothécaire à l'Ecole de PAMATAI ayant domicile élu en l'Etude de Me LIU-BOULOC ;

**Contre** : M. Roland MONTARON, demeurant à Auae (Faaa) ayant domicile élu en l'Etude de Me GIRARD-GOUPIL

Il appert que le divorce d'entre les époux **DAVID-MONTARON** a été prononcé aux torts réciproques.

Pour extrait :  
Me LIU-BOULOC.

**ANNONCES DIVERSES**

**SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE  
ET D'AQUACULTURE**

**EXTRAITS DE STATUTS (Modification)**

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée **PUPU RAVAAI NO RIKITEA**.

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de **RIKITEA**.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : **RIKITEA**.

**Composition du conseil d'Administration :**

<i>Président d'Honneur</i>	: PAEAMARA Lucas
<i>Président</i>	: PAEAMARA Alexis
<i>Vice-président</i>	: MATAITAI Hoatua
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: ROOPAMOA Iva
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: PAKAITI Tereporo
<i>1er assesseur</i>	: CARLSON Patrice
<i>2e assesseur</i>	: PAKAITI Mateo

Certificat de dépôt n° 119 du 19 janvier 1978.

**SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE  
ET D'AQUACULTURE**

**EXTRAITS DE STATUTS**

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée **TAKUME (Tuamotu)**.

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de **TAKUME**.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : **TAKUME**.

**Composition du conseil d'Administration :**

<i>Président</i>	: FORD Marcel
<i>Vice-président</i>	: TATIHOE Tuhoé
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: DEXTER Hervé
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: FORD Philippe
<i>1er assesseur</i>	: TETOKA Tukaoko
<i>2e assesseur</i>	: MAIFANO François

Certificat de dépôt n° 122 du 19 janvier 1978.

## SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS (MODIFICATION)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée TOAROA.

La circonscription territoriale comprend : Commune de PUNAAUIA.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à PUNAAUIA.

Composition du conseil d'Administration :

<i>Président</i>	: RAATIRAORE Marcel
<i>Vice-Président</i>	: TEPAVA Irène
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: VII Jacques
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: TEPAVA Germaine
<i>1er assesseur</i>	: HOPU Francis
<i>2e assesseur</i>	: AITAMAI Abel
<i>3e assesseur</i>	: TERIITAUMIHAIU David

Certificat de dépôt n° 134 du 24 janvier 1978.

## SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée HEIFARA.

La circonscription territoriale comprend : Commune de FAAONE (TAHITI).

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à FAAONE.

Composition du conseil d'Administration :

<i>Président</i>	: ROOFATA Robert
<i>Vice-Président</i>	: LUCAS Filbert
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: TINORUA Teraï
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: ROOFATA Jeannine
<i>1er assesseur</i>	: LUCAS Philippe
<i>2e assesseur</i>	: PERO Kuru

Certificat de dépôt n° 135 du 24 janvier 1978.

## SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée POE PARAU (TAKAPOTO).

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de TAKAPOTO.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : TAKAPOTO.

Composition du conseil d'Administration :

<i>Président</i>	: MAHEAHEA Polycarpe
<i>Vice-président</i>	: ARAKINO Xavier
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: Mme TEAHU Léa
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: HUATEKI Louise
<i>1er assesseur</i>	: SNOW Natua
<i>2e assesseur</i>	: TEFAU Tu

Certificat de dépôt n° 136 du 24 janvier 1978.

## SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS (MODIFICATION)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée POOHONU.

La circonscription territoriale comprend : Commune de PAEA.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : PAEA.

Composition du premier conseil d'Administration :

<i>Président d'Honneur</i>	: GRAFFE Jacquie
<i>Président</i>	: MAITI Etienne
<i>Vice-Président</i>	: KECK Marcel
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: TEINAORE Hamuta
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: TAURU Augustin
<i>1er assesseur</i>	: TAPUTUARAI Frédéric
<i>2e assesseur</i>	: LANTEREIS Sébastien

Certificat de dépôt n° 137 du 24 janvier 1978.

# SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

## EXTRAITS DE STATUTS

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée RAUTIRARE.

La circonscription territoriale comprend : Commune de MATAIEA.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à MATAIEA.

Composition du premier conseil d'Administration :

<i>Président d'Honneur</i>	: EBB Tinomana
<i>Président</i>	: DOOM Victor
<i>Vice-Président</i>	: TETUAITEROI Lucien
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: FATOA Siméon
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: TUARIHIONOA Puarai
<i>1er assesseur</i>	: TAURAATUA Vairaatua
<i>2e assesseur</i>	: TERE Tetauira

Certificat de dépôt n° 138 du 24 janvier 1978.

# SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

## EXTRAITS DE STATUTS (MODIFICATION)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée HINARAUREA (Hitiaa O Te Ra).

La circonscription territoriale comprend : Commune de HITIAA O TE RA.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à MAHAENA.

Composition du premier conseil d'Administration :

<i>Président</i>	: WHOLER Robert
<i>Vice-Président</i>	: METUA Itiore
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: DOMINGO Léon
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: NADEAU Théophile
<i>1er assesseur</i>	: VAITOARE John
<i>2e assesseur</i>	: TANE Max

Certificat de dépôt n° 139 du 24 janvier 1978.

# SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

## EXTRAITS DE STATUTS

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée TUBUAI NUI (AUSTRALES).

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de MATAURA.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : MATAURA.

Composition du conseil d'Administration :

<i>Président d'Honneur</i>	: FLORES Frédéric
<i>Président</i>	: TANEPAU Tahimata
<i>Vice-président</i>	: TEINAURI César
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: HAAPII Léonard
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: VIRIAMU Hareviriamu
<i>1er assesseur</i>	: HAUATA Puaihu
<i>2e assesseur</i>	: OPUU Tamatoa

Certificat de dépôt n° 204 du 1er février 1978.

# SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

## EXTRAITS DE STATUTS (Modification)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée PATIO (TAHAA).

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de PATIO.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : PATIO.

Composition du conseil d'Administration :

<i>Président</i>	: PANI Punuarui
<i>Vice-président</i>	: TERIIPAIA Teheiura
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: MARAE Ismaël
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: METUA Marcel
<i>1er assesseur</i>	: TEROROIARIA Tanereiatua
<i>2e assesseur</i>	: TERIHARUA Tinitua

Certificat de dépôt n° 205 du 1er février 1978.

## SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS (Modification)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée FAAAHA (TAHAA).

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de FAAAHA.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : FAAAHA.

#### Composition du conseil d'Administration :

Président	: ATGER Tevaeura
Vice-président	: LO SAM KIOU Tihoni
Secrétaire-trésorier	: REVA Doris
Secrétaire-trésorier adjoint	: MAIARII Pupure
1er assesseur	: FIRUU Zaïgue
2e assesseur	: HIO Samila

Certificat de dépôt n° 206 du 1er février 1978.

## SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS (Modification)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée HUAHINE (I.S.L.V.).

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de FARE.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : FARE.

#### Composition du conseil d'Administration :

Président	: BROTHERSON Milton
Vice-président	: FANIU Eddie
Secrétaire-trésorier	: TEPA Edouard
Secrétaire-trésorier adjoint	: WONG FO KOU I Henri
1er assesseur	: AH MIN Tooa
2e assesseur	: COLOMBANI Toussaint

Certificat de dépôt n° 207 du 1er février 1978.

## SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS (Modification)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée TIVA (TAHAA).

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de TIVA.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : TIVA.

#### Composition du conseil d'Administration :

Président	: TEMATARU Tuihani
Vice-président	: TIMIONA Viriamu
Secrétaire-trésorier	: HOLMAN Nicolas
Secrétaire-trésorier adjoint	: TEOHIU Ernest
1er assesseur	: BARFF Léonard
2e assesseur	: METUA Roger
3e assesseur	: TAPUTEA Iotua

Certificat de dépôt n° 208 du 1er février 1978.

## SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS (Modification)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée FETUNA (RAIATEA).

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de FETUNA.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : FETUNA.

#### Composition du conseil d'Administration :

Président	: RAAPOTO Henere
Vice-président	: HAAPA Lucien
Secrétaire-trésorier	: MU Eria
Secrétaire-trésorier adjoint	: TAUTOO Roopinia
1er assesseur	: AH LING Lanten
2e assesseur	: TERITEHAUMEA Tarepa

Certificat de dépôt n° 209 du 1er février 1978.

## SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS (Modification)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée TAPUAMU (TAHAA).

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de TAPUAMU.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : TAPUAMU.

#### Composition du conseil d'Administration :

<i>Président d'Honneur</i>	: TAMAHEU Pascal
<i>Président</i>	: PEU Tanetui
<i>Vice-président</i>	: TOA Remuera
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: AUNOA Louise
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	
<i>1er assesseur</i>	: TERIIPAIA Temarii
<i>2e assesseur</i>	: TINORUA Reiatua

Certificat de dépôt n° 210 du 1er février 1978.

## SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS (Modification)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée RARO MATA'I (RAI-ATEA).

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de UTUROA.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : UTUROA.

#### Composition du conseil d'Administration :

<i>Président</i>	: MILLAUD Wilfred
<i>Vice-président</i>	: PENI Gaby
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: HAGEL Karl
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: MILLAUD Eric
<i>1er assesseur</i>	: TIHOTITEHEI Mainquès
<i>2e assesseur</i>	: BRODIEN Boys Eric

Certificat de dépôt n° 211 du 1er février 1978.

## SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS (Modification)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée KAUKURA (TUAMOTU).

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de KAUKURA.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : KAUKURA.

#### Composition du conseil d'Administration :

<i>Président</i>	: TEHAAI Apera
<i>Vice-président</i>	: OTARE Maire
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: BELLAIS Apera
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: HOATUA Tetaira
<i>1er assesseur</i>	: TAUIRATEA Rino
<i>2e assesseur</i>	: RICHMOND Taumata

Certificat de dépôt n° 251 du 7 février 1978.

## SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS (Modification)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée PAARU (RURUTU).

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de MOERAI.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : MOERAI.

#### Composition du conseil d'Administration :

<i>Président</i>	: TEURUARII Solomona
<i>Vice-président</i>	: MARA Teriivaea
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: PARAU Carlson
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: MAMAE Moeaere
<i>1er assesseur</i>	: ARAIRE Teuivaea
<i>2e assesseur</i>	: TAPUTU Ariirai

Certificat de dépôt n° 252 du 7 février 1978.



## SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS (Modification)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée AHERE - MANIHI (TUAMOTU).

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de MANIHI.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : MANIHI.

#### Composition du conseil d'Administration :

<i>Président</i>	: TEHINA Tevahiatua
<i>Vice-président</i>	: UTIA Mata
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: Mme ESTALL Rei Urarii
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: NATUA Emilienne
<i>1er assesseur</i>	: HURI Mahuta
<i>2e assesseur</i>	: MAHINUI Mahuru

Certificat de dépôt n° 253 du 7 février 1978.

## SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS (Modification)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée TIARE MANIHI (TUAMOTU).

La circonscription territoriale comprend : Commune de Manihi.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : MANIHI.

#### Composition du conseil d'Administration :

<i>Président</i>	: FAURA Timi
<i>Vice-président</i>	: TERIETIA Puhiri
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: FAURA Tinihau
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: NICOLAS Tefau
<i>1er assesseur</i>	: TEPEA Temanihi
<i>2e assesseur</i>	: UTIA Teiho

Certificat de dépôt n° 254 du 7 février 1978.

## SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS (Modification)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée AHE (TUAMOTU).

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de AHE.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : AHE.

#### Composition du conseil d'Administration :

<i>Président d'Honneur</i>	: HURI Arii
<i>Président</i>	: BELLAIS Williams
<i>Vice-président</i>	: MARITERAGI Metuaro
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: MAIFANO Edouard
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: MARITERAGI Raumati
<i>1er assesseur</i>	: TEAO André
<i>2e assesseur</i>	: TUAUNU Tahiri

Certificat de dépôt n° 255 du 7 février 1978.

## SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée VAIAAU (RAIATEA).

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de VAIAAU.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : VAIAAU.

#### Composition du conseil d'Administration :

<i>Président</i>	: TCHONG TAI Stéfen
<i>Vice-président</i>	: TERITETOFA Pierrot
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: TCHONG TAI Georges
<i>Secrétaire-trésorier adjoint</i>	: HUNTER Austin
<i>1er assesseur</i>	: TUHE Uratua
<i>2e assesseur</i>	: PUAHIO François

Certificat de dépôt n° 256 du 7 février 1978.

## SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE PÊCHE ET D'AQUACULTURE

### EXTRAITS DE STATUTS (Modification)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée RAUTINI (ARUTUA-TUAMOTU).

La Circonscription Territoriale comprend : Commune de ARUTUA.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : ARUTUA.

#### Composition du conseil d'Administration :

Président	: PARKER Tumoana
Vice-président	: HARRYYS Pereti
Secrétaire-trésorier	: Mme PARKER Esther
Secrétaire-trésorier adjoint	: PARKER Ari
1er assesseur	: TEMARIKI Samuel
2e assesseur	: PAEA Makiroto

Certificat de dépôt n° 257 du 7 février 1978.

## SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE PÊCHE ET D'AQUACULTURE DE APATAKI

### EXTRAITS DE STATUTS (Modification)

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée : APATAKI.

La Circonscription Territoriale comprend : la section de commune de APATAKI.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à APATAKI.

#### Composition du conseil d'Administration

Président d'Honneur	: TAGATA Rua Heiau
Président	: TUIRA Jean
Vice-Président	: TUTEA Tamatea
Secrétaire-trésorier	: TEMAURI Tehau
Secrétaire-trésorier Adjoint	: TUIRA Pierre
1er assesseur	: PIRITIANO Morunga
2e assesseur	: KAUA Petero

Certificat de dépôt n° 322 du 20 février 1978.

### Seconde Insertion

Suivant acte sous seing privé en date à Papeete du 1er Février 1978, enregistré à Papeete le 8 février 1978, f° 44 Bord. 1226/10, Madame ARAM Ah Kui, commerçante a vendu à Madame GUINES Sylviane née JEUNE, le fonds de commerce de Négociant, qu'elle exploite à Papeete, Cours de l'Union Sacrée.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la présente insertion et seront reçues au siège du fonds vendu, où domicile a été élu.

Pour Seconde Insertion :

Mme GUINES Sylviane.

## ASSOCIATION DES ANCIENS ELEVES DU LYCEE TECHNIQUE DU TAAONE ET DE L'ANCIEN CENTRE D'APPRENTISSAGE DE PAPEETE

### Extraits de statuts

Il est formé une association dénommée : " Association des anciens élèves du Lycée technique industriel et commercial du Taaone et de l'ancien centre d'apprentissage de Papeete ".

Elle a pour but : De favoriser les contacts entre les anciens élèves du lycée technique et du centre d'apprentissage et de promouvoir l'enseignement technique en Polynésie française.

Son siège est fixé à PIRAE - Lycée technique, B.P. 436, Papeete et sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: M. ATENI Nicolas
1er Vice-président	: M. PAOFAI Claude
Secrétaire	: M. POROI Adrien
Secrétaire adjoint	: M. CERAN-JERUSALEM Léo
Trésorier	: M. PROKOPP Joseph
Trésorier Adjoint	: M. MOU KUI Hong Chin
Membre suppléant	: M. ELLACOTT Alvane
»	: M. TEMATUA Time

Récépissé n° 2628 AA du 16 février 1978.

### AMICALE DE LA BANQUE DE TAHITI

#### COMPOSITION DU BUREAU POUR 1978 :

Président d'Honneur	: M. PRADERE NIQUET Georges
Président	: M. SARTORE Jean-Paul
Vice-Présidente	: Mlle WINCHESTER Riva
Vice-Président	: M. MOORIA Vavitu
Secrétaire	: Mlle TEFAATAU Taty
Secrétaire adjoint	: M. ALLAIN Marc
Trésorier	: M. MAO KEO Joseph

## COOPERATIVE SCOLAIRE DU LYCEE TECHNIQUE DU TAAONE

### Extraits de statuts

A partir du 1er janvier 1978, il est formé entre les élèves du Lycée technique du TAAONE une coopérative scolaire dont le siège est celui de l'établissement.

Elle a pour but l'organisation de toutes activités péri et post scolaires.

### COMPOSITION DU BUREAU :

**Président** : M. F. CARNEIRO, proviseur du lycée technique ;

**Trésorier** : M. J. BOBBIA, intendant du lycée technique ;

**Membres de droit** :

M. GAZUIT, censeur

Mme de BUTTAFOCO, conseillère d'Education

2 Professeurs

2 Surveillants

4 Elèves

- M. HARBONVILLE Joël

- M. VERDEILLE Bernard

- Mlle TIUNU Emma

- Mlle TAHIMANARII Brigitte

Récépissé n° 2626 AA du 16 février 1978.

## SYNDICAT PROFESSIONNEL DES PECHEURS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

### Extraits de statuts

Il est formé entre tous les travailleurs de la pêche (pêcheurs), quel que soit leur âge et leur sexe, qui adhéreront aux présents statuts, un syndicat qui a pour titre : SYNDICAT PROFESSIONNEL DES PECHEURS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE. Son siège est établi à Papeete au siège social du Syndicat des Gens de Mer. Sa durée est illimitée.

Le Syndicat a pour but de défendre les intérêts économiques et sociaux de ses membres, de veiller à ce que leur salaire soit toujours rémunérateur et en rapport constant avec les besoins de la vie, etc...

### COMPOSITION DU BUREAU :

**Président** : HELME Henri Jean

**Secrétaire** : PIRITUA Philippe

**Trésorier** : ZINGUERLET Gaby

**Trésorier adjoint** : PAAHU Tetoofa

**Archiviste** : ORBECK Otto Fariua

Récépissé de dépôt n° 162 du 14 mars 1978.

D'un acte authentique reçu en l'Etude LEJEUNE, Notaire à PAPEETE le 22 Décembre 1977, il appert que les époux Gérard MOUX, commerçant, et Madame Yolande

Marthe Maharo CHIN FOO, employée de bureau, demeurant ensemble à PAPEETE, Chemin vicinal de Patutoa, ont adopté le régime de la séparation de biens en remplacement de la communauté légale de biens.

Requête commune a été faite au Greffe aux fins d'homologation.

Les contractants,  
MOUX - CHIN FOO.

## ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE GAUGUIN

### EXTRAITS DE STATUTS

Il est formé entre toutes les personnes qui adhéreront aux présents statuts une association conformément à la loi du 1er juillet 1901, sous la dénomination d'ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE GAUGUIN.

L'association a pour objet de favoriser le rayonnement du Musée, de contribuer à son enrichissement et d'y encourager toute activité culturelle. Le siège de l'association est au Musée GAUGUIN à Papeari. La durée de l'association est illimitée.

### COMPOSITION DU BUREAU :

**Président** : M. Paul Moortgat

**Vice-président** : M. P. Tere

**Secrétaire** : Mme N. Rutgers

**Trésorier** : Mlle Jeanne Laguesse

**Membre** : Mme M. de Chazeaux

» : Mme P. Laudon

» : M. Gérard Guyot

Récépissé n° 3533 du 9 août 1971.

## RESULTATS DE LA TOMBOLA " TAATIRAA POLYNESIA "

1er lot	N°	11465	1.000.000
2e lot	N°	31468	500.000
3e lot	N°	4831	200.000
4e lot	N°	2024	100.000
5e lot	N°	31585	100.000
6e lot	N°	31117	50.000
7e lot	N°	5583	50.000

## ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PRIMAIRE DE PINA'I TIPAERUI - VAL

### Renouvellement du bureau - Année 1978 :

**Président d'Honneur** : JUVENTIN Jean

**Président** : TEMAURIORAA Antonio

**Vice-Président** : NENA Maco

**Secrétaire** : BOUGUES Maeva

**Trésorier** : RAPARII John

**Membres** FARAHIA Tetuanui.

**SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE  
ET D'AQUACULTURE**

**EXTRAITS DE STATUTS  
(MODIFICATION)**

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée TAINUU.

La circonscription territoriale comprend : Commune de PUNAAUIA.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : PUNAAUIA.

Composition du conseil d'Administration :

<i>Président</i>	: SIOU Michel
<i>Vice-Président</i>	: TIMIONA Alain
<i>Secrétaire-trésorier</i>	: TEAHORO Gréta
<i>1er assesseur</i>	: TEAHORO Richard
<i>2e assesseur</i>	: LENOIR Francis

Certificat de dépôt n° 133 du 24 janvier 1978.

**EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE**

**Statistiques Douanières**

Année 1976.

Prix : 800 francs.

**Code du travail**

(Loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952)  
(Edition mise à jour au 31 décembre 1974)

Prix de la brochure 1.000 francs.

**Affiche**

relative à la Loi sur la répression de l'ivresse publique  
et sur la police des débits de boissons.

Prix 40 francs.

**Compte définitif**

Année 1974.

Prix : 650 francs.